

La guerre des sables

Une mission de l'ONU chargée d'étudier les modalités d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental était attendue le vendredi 20 novembre à Fès, où elle devait être reçue par le roi Hassan II. Pour la première fois, les Nations unies vont sans doute examiner sur le terrain le dossier de l'ancien Sahara espagnol rattaché au royaume après la « marche verte » de 1975.

Chaque fois qu'une échéance diplomatique s'est présentée, le Front Polisario a lancé une offensive militaire. Il n'a pas manqué à la tradition en attaquant, mercredi, plusieurs points d'un des murs de défense marocains. Plus de trois cents hommes ont trouvé la mort au cours de ce nouvel épisode d'une guerre des sables un peu oubliée.

Après avoir essuyé quelques revers à la fin des années 70, l'armée royale a changé de tactique en édifiant plusieurs murs. Au lieu de se disperser dans une guerre de mouvement où l'assaut avait l'avantage, elle s'est retranchée derrière des milliers de kilomètres de remblais. Du matériel électronique permet de détecter assez rapidement des tentatives de passage et, en principe, les effectifs sont assez denses, derrière les murs, pour organiser une contre-offensive. Plus des deux tiers du Sahara occidental sont aujourd'hui protégés, notamment le littoral atlantique, où le Maroc agrandit et modernise les ports laissés par les Espagnols.

Le Front Polisario a renoncé à reconquérir militairement un territoire où il avait naguère sa « capitale ». Repéré en Algérie, dans la région de Tindouf, il se contenta de lancer des attaques surprises. Cela lui coûte cher en hommes et en matériel, mais la pression est ainsi maintenue. Néanmoins, malgré le coût de la guerre, l'opinion marocaine ne paraît pas se lasser des efforts à consentir pour le maintien des « provinces du Sud » dans le royaume. Tous les partis votent sans discuter le budget militaire et critiquent sévèrement l'attitude des Algériens.

Malgré deux rencontres entre Hassan II et le président Chéfi, aucun compromis n'a été trouvé. Le Maroc, le Polisario et l'Algérie disent se féliciter de l'initiative de l'ONU, mais il persiste autour de cette mission un malentendu qu'il faudra bien lever un jour. A Tindouf, on considère que les experts des Nations unies doivent étudier « la façon dont l'armée et l'administration marocaines seront neutralisées pendant l'organisation du référendum ». A Rabat, on dit que la mission pourra « recueillir des informations et des données techniques » relatives à la composition du corps électoral. Il faut en effet déterminer qui, parmi les gens qui vivent actuellement dans les camps de Tindouf et au Sahara sous contrôle marocain, aurait le droit de voter.

Les Marocains considèrent que l'OUA a abandonné sa position d'arbitre en admettant en son sein la « République arabe sahraïenne démocratique » (RASD), ce qui était préjuger le résultat d'un référendum. Ils affirment leur confiance en l'ONU. Le Polisario parle de manœuvre dilatoire. C'est une mission singulièrement complexe qui attend les quinze experts venus de New-York.

M 0147 - 11210 - 4,50 F



Nouvelle rencontre Shultz-Chevardnadze Washington et Moscou parachèvent l'accord sur les euromissiles

Washington et Moscou parachèvent l'accord sur les euromissiles. M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, et son homologue soviétique, M. Chevardnadze, vont se rencontrer à nouveau à Genève, le lundi 23 et le mardi 24 novembre, en vue, selon le communiqué officiel, de « faire aboutir la mise au point du traité sur les missiles à moyenne portée ».

Cette nouvelle rencontre des chefs des deux diplomatie, la quatrième en trois mois, coïncide avec la fin du présent cycle (le huitième) des pourparlers que mènent à Genève les délégations conduites respectivement par MM. Kampelman et Vorontsov. Officiellement, les négociateurs ne se retrouveront que le 14 janvier prochain, mais il est déjà prévu que le groupe chargé des missiles intermédiaires (FNI) restera en session pour parachèver son travail avant le 7 décembre, date de l'arrivée de M. Gorbatchev à Washington pour la signature du traité.

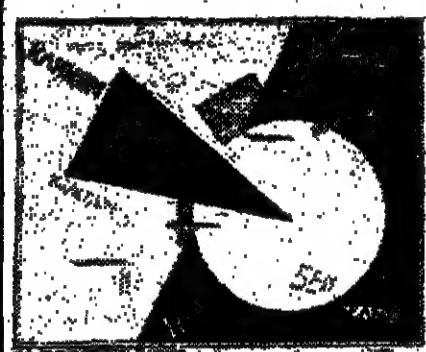
C'est dire que, si l'on espère toujours en finir dès le 23 novembre, comme M. Vorontsov l'avait récemment assuré, les négociateurs pourront jouer les prolongations même après la rencontre des deux ministres. Ceux-ci, fait-on savoir du côté américain, discuteront d'autres sujets relatifs au sommet, notamment des conflits

régionaux. Il reste que c'est d'eux que l'on attend l'impulsion pour régler les trois ou quatre problèmes encore en suspens avant la conclusion du traité FNI.

Le premier à trait à la vérification de l'accord. Les Américains se sont avisés dans la dernière période que le missile SS-20, principale arme soviétique qui doit être éliminée, ressemble de très près au premier étage du SS-25, un missile stratégique mobile non visé par le traité. Ils ont donc demandé à contrôler ce dernier engin également, en installant des inspecteurs aux portes des usines qui le fabriquent. Les Soviétiques ont admis le principe d'une inspection occasionnelle de ces sites, mais ils « traitent les pieds », dit-on du côté américain, pour accepter que ce contrôle devienne permanent à ce stade.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)



1917-1987
L'URSS
de Lénine
à Gorbatchev

Le Monde a consacré un numéro hors série au soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Ce supplément se décompose en deux parties. La première est consacrée à l'URSS actuelle, la seconde, de caractère historique, relate, à travers les articles parus au fil des années dans le quotidien, les grandes étapes parcourues par le régime soviétique depuis la révolution. Ce numéro comprend une chronologie des événements survenus de 1917 à nos jours, ainsi que de nombreuses illustrations.

Un supplément de 36 pages. Prix : 25 F.

« En scène, en scène... » trois ans après

Les métamorphoses de Zouc

Zouc est né à Bataclan. Elle est le monde entier. Tel qu'elle le vit. Elle-même toujours, drôle, imprévisible, irrésistible.

Zouc est revenue après trois ans d'absence. Il lui faut ce temps-là pour vivre ce personnage qu'elle va faire naître : elle toujours. Elle, oui, à chaque fois un peu plus. « La cible, c'est moi », dit-elle.

La petite fille a peur, elle a encore en son cauchemar. Elle se glisse dans la chambre des parents. Le vomissement des vomissements ne l'effraie pas, au contraire. Elle distingue celui qui vient de la mère, celui qui vient du père... La petite fille a grandi, elle a l'âge de l'école, elle apprend les injustices, le mensonge - « la seule défense des tout-petits » - le pouvoir de l'entêtement, la séduction de l'innocence.

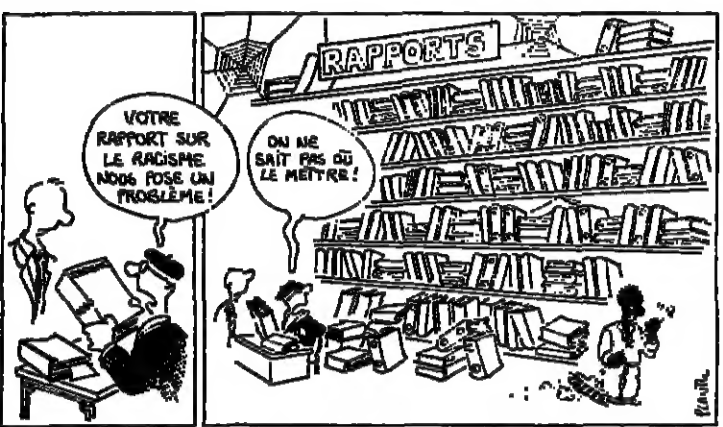
Un bébé, une petite fille avec des curiosités ordinairement invouées. Et l'adolescente, amère comme on l'est seulement à quinze ans, repliée sur son malaise. La femme jalouse, mal aimée. La femme d'expérience, celle qui écoute et sait le prix de l'oubli. Toute une vie explose par fragments, comme les étincelles

d'un feu qui crépite. Elles brillent, font éclater des vérités éblouissantes d'impudeur. Qui d'autre que Zouc oserait raconter son dépeçage, saurait à la fois se jouer et se confier, avec une sincérité au bord du cynisme. Elle frôle des gouffres, mais c'est simplement parce qu'elle dit les choses telles qu'elles, sans fard. Avec des mots, avec son corps. Il lui suffit de se vouter un peu, de porter le ventre en avant, elle est vieille, malade. Il lui suffit de pencher la tête un peu sur le côté en balançant un bras avec une coquetterie un peu gauche, elle est une gamine. Sa voix devient grave, son cou semble avaler son visage, ce visage qui s'allonge, prend des rides : voilà l'adolescente au problème et le médecin équivoque.

« La cible, c'est moi ». Zouc se raconte au milieu des autres. Elle les montre à travers la manière dont elle les vit, dont elle en souffre, dont elle en a peur, dont elle en attend l'impossible. Surtout, Zouc explore avec une attention, minutieuse jusqu'au sadisme, ses relations avec ce qui se passe à l'intérieur de son corps, dans ses viscères comme dans

Le rapport du député RPR Michel Hannoun Le gouvernement est invité à renforcer la législation contre le racisme

M. Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, remet cette semaine au gouvernement le rapport sur « le racisme et les discriminations en France » qui lui avait été demandé en juin dernier. Dans ce document contenant cinquante-trois propositions, il suggère un renforcement de la législation antiraciste et la création d'un haut conseil de l'immigration.



C'était une mission impossible. Le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, avait donné « trois mois » au député de l'Isère, chargé des questions de société au RPR, pour évaluer « les pratiques discriminatoires » qui sévissent en France et proposer des remèdes. On pouvait craindre le pire : M. Hannoun

enfonçait-il vaillamment des portes ouvertes ? Se noierait-il dans un bla-bla-bla généreux ? Ce député de trente-huit ans, né à Constantine, maire de Voreppe, et gynécologue de profession, s'en est tiré très honorablement.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 10.)

Le bourgmestre de Hambourg au secours des squatters

Toute l'Allemagne, sauf un homme...

HAMBOURG
de notre envoyé spécial

Toute l'Allemagne, sauf un homme, s'était résignée à un affrontement entre la police et le dernier carré des squatters de RFA. D'un côté, six mille policiers accourus de toutes les provinces du pays, de l'autre quelques centaines de gauchistes de toutes obédiences, les occupants de huit maisons de la Hafenstrasse (rue du Port) à Hambourg, bien décidés à défendre jusqu'au dernier millimètre d'un

« espace de liberté » coincé entre les docks et le quartier chaud de la ville hanséatique. Un homme, le bourgmestre de Hambourg, M. Klaus von Dohnanyi, a mis son avenir politique en jeu pour parvenir à une solution pacifique d'un conflit vieux de six ans opposant les squatters gauchistes à une municipalité social-démocrate.

D'avertissements en ultimatums, on en était arrivé au point de non-retour : malgré les tentatives de médiation des grands bourgeois libéraux de la ville, comme le millionnaire Jan Philipp

Reemasma, héritier de la plus grande entreprise de cigarettes de RFA, la situation était bloquée. L'Etat ouest-allemand ne pouvait supporter que ses lois soient bafouées dans une portion, fût-elle minime, de son territoire. Depuis des mois, des maisons occupées de la Hafenstrasse se déversaient sur la ville des hordes casquées et masquées pour lesquelles chaque manifestation était prétexte à violences.

LUC ROZENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

Mario
VARGAS LLOSA



Qui a tué
Palomino Molero?

roman

« Ce livre est une petite merveille. Un "polar" désabusé, un roman social impitoyable, une histoire d'amour à chialer, un conte populaire. C'est aussi une fable politique »

Pierre Lepape / Le Monde

GALLIMARD nrf

★ Bataclan, 20 h 45.

La morale du XXI^e siècle : un humanisme négatif

Vers une critique de l'univers démocratique qui soit à la fois argumentée et interne

par LUC FERRY *

A U cours d'une profession de foi qui m'a toujours laissé rêveur, car je la considère comme un signe des temps, Jerry Rubin, l'ancien leader du Parti international des jeunes (yippies) et fondateur en 1980 du mouvement des yuppies, rapporte qu'entre 1971 et 1975 il a pratiqué avec délices « la gestaltthérapie, la bioénergie, le rolfing, les massages, le jogging, le tai-chi, l'escalade, l'hypnotisme, la danse moderne, la silva mind control, l'arica, l'acupuncture et la thérapie reichienne ». Et ce, ajoute-t-il, dans l'unique et sublime dessein de « réaliser moi-même suffisamment pour n'avoir pas besoin d'autrui pour me rendre heureux » (cité par Gilles Lipovetsky dans sa savoureuse *Ere du vide*, Gallimard, 1983).

Étrange morale. Selon une tradition bien établie philosophiquement, l'éthique avait pourtant été pensée pendant des siècles comme une activité accomplie par des sujets en vue de respecter, de réaliser ou d'égaliser certaines normes transcendantales. Peu importe ici lesquelles, peu importe même la question de savoir ce qu'une telle représentation des actions humaines peut avoir éventuellement d'illusoire : le débat semble à vrai dire dépassé tant il est clair que nous assistons aujourd'hui (ce dont témoignent l'itinéraire sinistre de Jerry Rubin) à un changement de perspective, à une véritable révolution qui se traduit par l'émergence d'une nouvelle éthique, l'éthique de l'authenticité.

Il faudrait certes en retracer l'histoire et découvrir les liens secrets qu'elle entretient avec l'ancienne « vision morale du monde ». Disons seulement qu'elle se manifeste par deux traits dont chacun reconnaît les signes : le rejet des normes transcendantales et la valorisation absolue du « droit à la différence », entendu comme droit à être soi-même. Dans l'éthique de l'authenticité, à laquelle nous sacrifions tous plus ou moins, l'essentiel n'est plus de se conformer à une norme extérieure mais de parvenir à une expression et à un épanouissement satisfaisants de sa propre personnalité : « *Be yourself!* », tel est le nouvel impératif dont le développement extraordinaire depuis la fin des années 60 s'accompagne d'un non moins extraordinaire développement des techniques physiques et psychiques qui sont censées permettre cette réalisation pleine de soi-même.

Que l'éthique de l'authenticité tende à se démocratiser sans cesse davantage et à supplanter toute forme d'éthique normative, voilà un fait qu'il ne s'agit pas d'abord de déplorer, mais de comprendre, si du moins l'on n'assigne pas à l'intellectuel comme patrimoine unique le magistère de l'indignation morale.

Car si l'idée même de normativité devient aujourd'hui franche-

ment problématique, si elle frise presque toujours, lorsqu'elle s'affiche publiquement, le ridicule, c'est que dans nos sociétés démocratiques, pour des raisons de fond inhérentes à leur logique interne, les individus ont acquis la capacité (à la fois le droit et le pouvoir) de critiquer toute norme : celles qu'ils n'ont pas produites, parce qu'ils ne les ont pas produites et qu'elles leur apparaissent comme dogmatiquement imposées de l'extérieur, et celles qu'ils ont produites, parce qu'ils les ont produites, qu'ils en sont comme « maîtres et possesseurs » et peuvent ainsi les changer à volonté.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'aujourd'hui le danger, si danger il y a, ne vient plus du dogmatisme des « maîtres penseurs » (à cet égard, le dernier livre de Glucksmann, quels qu'en puissent être les mérites, me semble se tromper de cible, être en retard d'une guerre) : s'il est un fait certain, c'est bien l'absence de certitude, s'il est une idéologie unanimement partagée par les moins de vingt-cinq ans, c'est bien le relativisme des valeurs, l'idée qu'il n'y a pas de faits mais seulement des interprétations, et que toute prétention à la Vérité est suspecte.

Les deux figures de l'intellectuel

Faut-il s'en réjouir ? Toute la question est là. Il est indéniable que le relativisme spontané, presque viscéral, qui nous entoure favorise l'adhésion aux valeurs pacifiques de la démocratie et du pluralisme (mou, faut-il le dire, mais à bien des égards inoffensif). Il est clair également que, dans cette optique, la période de l'après-guerre, dominée par la figure de l'intellectuel « critique » si bien incarnée par Sartre, puis par Foucault, est révolue. Peu ou prou, les intellectuels, même s'ils furent les derniers à le faire, se sont réconciliés avec cette démocratie qu'on disait autrefois formelle. L'opposition Sartre/Aron a vieilli, et l'éthique de la conviction, qui fut longtemps le signe le plus sûr de l'appartenance au monde des intellectuels, a accepté de rendre justice à celle de la responsabilité.

A vrai dire, ces deux figures de l'intellectuel (l'intellectuel critique, « plus généreux », « plus courageux » parce qu'il suppose radicalement extérieur au monde tel qu'il est et pur de tout compromis ; l'intellectuel « responsable », cynique, pour cette raison même, cynique et « collaborateur » appartenant de plein droit à l'univers démocratique : la seconde parce qu'elle en défendait explicitement les valeurs, la première parce qu'en les critiquant comme « formelles », « impérialistes », « aliénantes » ou « techniciennes », elle

ne faisait qu'accomplir le droit à la contestation qui définit essentiellement l'espace démocratique.

Je repose donc la question : faut-il déplorer l'émergence d'un nouveau consensus relativiste/démocratique ? Tout retour, brutal ou non, à des valeurs traditionnelles semble heureusement impossible : il serait à coup sûr catastrophique, ne serait-ce que par le terme qu'il mettrait à ce que l'expérience démocratique du questionnement interminable peut avoir d'angoissant, mais aussi d'irremplaçable.

Ciel vide

Telle est notre situation : sur les plans politique, éthique, esthétique, scientifique, religieux même, nous avons perdu toute possibilité de nous référer sans autre forme de discussion à des évidences (les récents débats sur le code de la nationalité, qui furent souvent de qualité, en témoignent suffisamment). Le ciel des idées est vide : seule l'argumentation libre peut encore fonder des légitimités dès lors qu'elles ne peuvent plus s'enraciner dans quelque tradition reçue : car en argumentant, les individus sont conduits à se dépasser en vue d'exhiber des « raisons » qui ne valent pas seulement pour eux, mais aussi pour autrui.

L'éthique du XXI^e siècle : un humanisme négatif ? Pourquoi pas, si l'on entend par là une critique de l'univers démocratique qui, sans s'alimenter à des certitudes, serait tout à la fois argumentée et interne, je veux dire : s'effectuant au nom de promesses qui furent et restent celles des sociétés démocratiques, même lorsqu'elles s'évertuent à ne pas les tenir.

* Enseignant et écrivain.

Apathie française

par ALAIN TOURAINE

N OUS avons appris depuis quelques semaines que la France ne pèse presque pas sur les causes, le déroulement et le traitement de la crise. On nous apprend que celle-ci provient avant tout du déficit commercial et budgétaire des États-Unis, de la chute du dollar et du désordre monétaire qu'elle entraîne, et qu'elle est plus difficile à arrêter parce que le Japon et l'Allemagne se refusent jusqu'à présent à relancer leur consommation intérieure.

Faut-il en conclure que nous n'avons qu'à attendre que ça passe ou que ça casse ? Une telle apathie aggraverait les risques de la situation actuelle. Nous devons et nous pouvons intervenir sans attendre pour modifier les conjonctures ou, au moins, limiter les dégâts.

La crise actuelle révèle la force ou la faiblesse véritable des économies et des sociétés et va entraîner des recensements brutaux. On dit avec raison que les États-Unis sont en train de perdre le leadership du monde occidental, mais notre propre situation n'est-elle pas aussi préoccupante ? Et par conséquent, n'est-il pas urgent que la France prenne enfin conscience de ses faiblesses et, sans perdre un seul jour, entreprenne de renforcer son économie ? Elle n'a que peu de prise sur la crise monétaire et boursière internationale ; elle peut au moins, au lieu de regarder et d'attendre, se mettre au travail. Car il ne suffit pas de dire que la crise a pour raison fondamentale la déflation des situations économiques et des situations économiques ; il faut tirer de cette idée une conclusion concrète et prendre des mesures pour redonner de la vigueur à notre économie, qui languit depuis longtemps.

On peut s'étonner du silence et de l'attente de ceux qui ont la responsabilité du pays. Quand le temps se décline, faut-il y attendre qu'elle passe ou qu'elle s'aggrave ou ne faut-il pas changer d'urgence la voile et renforcer les points faibles du navire ? Les Français semblent assister en spectateurs à un crash boursier

car l'humiliation et de mettre fin au déclin.

Ceux au moins qui ne prennent pas leur parti de la chute de leur pays ne comprendraient pas que les hommes politiques qui espèrent à exister la plus haute responsabilité n'évaluent pas la voix pour créer cette conscience de danger et d'urgence qui seule peut permettre d'accomplir les transformations et les réformes qui n'ont pas été réalisées depuis vingt ans. Le pire facteur de crise est la conscience d'impuissance ; il appartient donc aux dirigeants politiques de dire au pays ce qui peut et doit être fait.

On ne s'en rend pas compte assez pour empêcher une crise économique, mais il est certain que cette volonté d'action et de mesures concrètes peuvent limiter les dégâts et peut-être éviter la récession. Sur les points fondamentaux : augmenter l'investissement, adapter le système de formation aux besoins du développement économique, éviter l'augmentation du nombre des exclus et la tentative de chercher des boucs émissaires aux difficultés actuelles, des initiatives doivent être prises et pour cela la politique doit cesser d'être un spectacle ou une sorte de météorologie annonçant une situation sur laquelle on n'a pas de prise.

On n'évitera pas la panique en gardant le silence et on ne peut qu'aggraver la crise en continuant à ne parler qu'en termes financiers et monétaires de problèmes dont l'origine est avant tout économique et sociale. Nous savons bien que les décisions les plus importantes doivent être prises à un niveau international, mais ce n'est pas une raison pour ne rien faire au niveau national et accepter passivement que notre pays doive payer brutalement le prix élevé des modernisations qu'il a refusé de faire. Nous devons cesser de nous enfoncer dans des attitudes défensives et nous demander à tous les niveaux de responsabilité comment nous pouvons résister aux menaces présentes et passer à la contre-offensive en renforçant notre économie et notre société.

Certaines catégories, surtout des cadres et des fonctionnaires, et avant tout les chômeurs, ont vu leur niveau de vie diminuer mais l'ensemble du pays n'a pas réduit son train de vie. L'effort de recherche reste insuffisant, les universités se cloîstraient, l'ensemble du système d'enseignement fonctionne sans grand souci des besoins de l'économie et, récemment, on a vu une partie des intellectuels découvrir les charmes du laissez-faire.

Les Français parlent volontiers des Trente Glorieuses, expression fortement exagérée, pour se vanter qu'ils sont capables d'un grand redressement économique ; ils oublient de se demander quelle est la forme d'espérance et de sacrifice qui peut remplacer aujourd'hui la volonté qu'eut la génération d'après-guerre d'effa-

Deux livres du Père Valadier et du Père Congar

L'Eglise auscultée par un jésuite et un dominicain

EN ces temps de disette intellectuelle dont maints responsables de l'Eglise catholique en France se plaignent en privé, la sortie concomitante de deux livres, l'un du dominicain Yves-Marie Congar, l'autre du jésuite Paul Valadier, est une aubaine trop rare pour ne pas être relevée (1).

Deux ouvrages d'une architecture très différente : au soir de sa vie, cloûé depuis trois ans sur un lit à l'hôpital des Invalides à Paris, le Père Congar, quatre-vingt-trois ans, livre, sous forme d'entretiens, des réflexions dont la vigueur, et parfois l'impétuosité, rappellent le rôle de franc-tireur qu'il a toujours joué dans l'Eglise, bien avant le concile. Le Père Congar reconnaît lui-même la légèreté de certains de ses propos. Si ce dernier ouvrage n'est pas son testament spirituel, il y ressemble fort.

Quant au Père Valadier, rédacteur en chef de la revue *Etudes*, sa longue fréquentation de Nietzsche, dont il est l'un des meilleurs spécialistes en France, le disposait à

jouer les premiers rôles dans ce « procès » intenté à l'Eglise — dont il fait l'objet de son livre — par la sécularisation et le « nihilisme » moderne. L'originalité de ces deux ouvrages tient à la proximité des analyses qu'y ont faites par deux hommes qui ont été et sont encore des fils de Vatican II, sur l'héritage du concile et surtout sur les « peurs » qui, selon eux, paralysent aujourd'hui la hiérarchie catholique devant la « modernité ».

Le concile est interprété par les deux théologiens, en des termes quasiment identiques, comme « une sorte de bricolage », c'est-à-dire du système défini au concile de Trente (1545-1563), et aggravé par Vatican I (1870) encastrant de manière stricte les fidèles afin de les protéger des « périls » de la Réforme du seizième siècle et du monde moderne du dix-neuvième.

D'un concile à l'autre

Avec une vigueur juvénile, le Père Congar rompt encore quelques lances avec Mgr Lefebvre et rend justice de manière parfois émue — confidences inédites de Jean XXIII à l'appui — à un concile qui fut, répète-t-il avec assurance, « autant doctrinal que pastoral ».

Quant au Père Valadier, il démonte le système de défense des intégristes, dans un réquisitoire serré où il souligne le caractère parfaitement conjoncturel de la tradition centralisée et autoritaire dont il se réclame et qui n'est autre que celle de Trente et de Vatican I. Le principal mérite de Vatican II a été précisément, démontre-t-il, de renouer avec la « grande tradition » de l'Eglise, oubliée ou méconnue, celle des Pères et des premiers communautés.

Le concile n'a-t-il servi qu'à reformer la parenthèse historique des « tridentins » ? Ne devait-il pas d'abord redonner des forces à un catholicisme affaibli à la société sécularisée et « déchristianisée » ? La crainte des Pères Congar et Valadier est précisément celle d'un repli, voire d'un retour à des comportements antérieurs : renforcement de l'autorité hiérarchique, méfiance à l'égard de la recherche intellectuelle et du progrès scientifique. Le Père Valadier parle de « glaciation liturgique », de « suspicion sourcilieuse », d'« orthodoxie plus affirmée », de « visibilité plus nette ».

« La mode est au retour, écrit-il, dans une Eglise où les interrogations et les doutes dominent sur les ouvertures récentes ».

steine admirable, mais prêchant contre la contraception et favorisant une piété et une dévotion « d'un autre âge », a supplanté celui de Don Helder Camara, apôtre vigoureux de réformes de structures économiques et sociales.

Pas plus que le Père Congar qui, au soir d'une œuvre théologique considérable, avoue qu'il en est encore à « balbutier », le Père Valadier n'est un dangereux contestateur. Il entend au contraire défendre le pape contre ses « adulateurs », ceux qui ne retiennent de son message que l'affirmation explicite et parfois tapageuse de la foi catholique, en évacuant tout le reste, c'est-à-dire l'engagement pour les pauvres, la lutte pour les droits de l'homme, le dialogue avec les non-chrétiens. C'est précisément le maintien de tels signes d'ouverture qui réunit une fois de plus le dominicain et le jésuite dans la même confiance pour l'avenir de l'Eglise.

HENRI TINCQ.

(1) Extraits d'*Entretiens*, d'Yves-Marie Congar, avec Bernard Laurent. Car, 110 pages, 39 F, et *L'Eglise en procès. Catholicisme et société moderne*, de Paul Valadier. Calmann-Lévy, 242 pages.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Cordialement en chef : Claude Salas.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres ou capitales d'imprimerie.

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedpost, 48-45 39th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, INC., 45-45 39th Street, LIC, NY 11104.

SENEGAL

Interrompez l'hiver et partez au soleil.

CHARTERECO Paris-Dakar-Paris... Vol spécial 2900 F

ILES DU SALOUM 4700 F

1 semaine en demi-pension à partir de

Hôtels, clubs, circuits-découverte

DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE

REPUBLIQUE TOURS

1, Avenue de la République 75001 Paris

Tél. : (1) 45 55 39 30

et dans votre agence de voyage.

En marge de la guerre du Golfe

Négociations irano-soviétiques pour un nouveau pacte de défense selon M. Rafsadjani

Iranien et irakien ont multiplié les bombardements aériens, le jeudi 19 novembre, les deux belligérés s'accusant mutuellement de viser des objectifs civils (un hôpital en Irak, selon Bagdad, aussitôt démenti par Téhéran) et économiques. Les forces irakiennes ont annoncé avoir touché quatre pétroliers au large des côtes iraniennes en vingt-quatre heures. De leur côté, les Iraniens ont fait état d'une troisième attaque nucléaire menée contre la centrale nucléaire d'Ossemeineh, au sud du Téhéran, jeudi, sans, cette fois-ci, faire de victimes. Un matin a été tué en revanche, et cinq autres blessés dans l'attaque, vendredi matin, par des « avions non identifiés » d'un remorqueur battant pavillon de Singapour, le *Salvador*, au sud du terminal iranien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe), indiquant-on de sources iraniennes dans la région.

Par ailleurs, le parti clandestin irakien Al-Daawa, principale formation de l'opposition islamique d'Irak, a affirmé qu'une « récente vague d'arrestations » d'Irakiens avait eu lieu au Koweït et a mis en garde ce pays contre « les conséquences » de ces arrestations.

En Iran, le président du Parlement, M. Hashemi Rafsadjani, a indiqué que Téhéran négocierait avec Moscou un nouveau pacte de défense mutuelle. Dans une interview au quotidien japonais *Asahi Shimbun*, M. Rafsadjani précise qu'un « nouveau contact a été noué (avec l'URSS) parce que le traité de 1921 (un accord de défense dont l'Iran ne tenait plus compte depuis la révolution islamique de 1979) ne convenait plus dans la mesure où il permettait à l'Union soviétique d'introduire ses forces armées sur le territoire iranien au cas où l'Iran serait envahi par des forces étrangères ». Selon le correspondant à Téhéran de l'*Asahi Shimbun*, M. Rafsadjani a été invité à se rendre à Moscou, mais le programme de sa visite doit encore être défini.

Pour l'heure, un protocole d'accord dans le domaine des transports, aux termes duquel les services iraniens pourront emprunter les voies maritimes et fluviales soviétiques pour pénétrer en mer Caspienne ou en sortir, a été signé jeudi entre les deux pays.

Interrogé sur l'éventualité d'une fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran, M. Rafsadjani a répondu : « Aussi longtemps que l'Iran peut exporter son pétrole, il n'a pas l'intention de bloquer le détroit. Mais il ne serait techniquement pas difficile de le faire si nous le décidions ».

Sur le plan intérieur, l'agence IRNA a annoncé que les prochaines élections législatives — les troisième depuis la révolution — auraient lieu en avril pour renouveler les deux cent soixante-dix sièges du Majlis.

• UNESCO : réorganisation des services de presse. — Afin d'améliorer les relations, souvent difficiles, entre les journalistes et l'UNESCO, le nouveau directeur général de l'Organisation, M. Mayor, vient de prendre plusieurs décisions, notamment la suppression des postes de porte-parole (occupés jusqu'à présent par le Secrétaire Général et le porte-parole adjoint). Les rapports avec la presse seront désormais gérés par l'Office d'information du public, en liaison avec le directeur adjoint du cabinet directeur, l'Espagnol Luis Marquez, et sous l'autorité du sous-directeur général pour les relations extérieures et l'information, le Chinois Xue Zhongshun. D'autre part, l'ancien directeur général de l'information, le Mexicain Guillermo Putzmay Alvarez, né en 1935, a été élu pour deux ans président de la Conférence générale de l'UNESCO, en remplacement de l'académicien bulgare Nicolas Todarov.

M. Raimond devant l'Association de la presse diplomatique

La « politique de normalisation » avec l'Iran est « au point mort » déclare le ministre des affaires étrangères

M. Jean-Bernard Raimond a déclaré, jeudi 19 novembre, à Paris que la « politique de normalisation » de la France avec l'Iran était « au point mort », mais que Paris « maintiendrait tous les relais et tous les fils pour essayer de parvenir à la libération des otages français ».

Invité au déjeuner de l'Association de la presse diplomatique, le ministre des affaires étrangères a ajouté : « Les Iraniens ont commis des erreurs d'interprétation sur notre politique. Ils ont eu recours aux menaces et aux intimidations. La normalisation avec l'Iran a des limites. La France ne vendra jamais aucune arme à l'Iran. Nous avons renforcé les contrôles sur l'exportation de matériel de guerre. Nous avons demandé à nos ambassadeurs de vérifier l'exactitude du besoin des pays acheteurs et de la destination des armes achetées. J'ai été scandalisé d'avoir vu des armes du seul fait qu'il avait obtenu la libération de plusieurs otages. Je n'ai pas à Téhéran et ne recevrai pas M. Velayati — le ministre iranien des affaires étrangères — tant que tous les otages français du Liban n'auront pas été libérés ».

M. Raimond a confirmé la présence actuellement à Paris de M. Sadegh Tabatabaï, gendre de l'ancien ministre et ambassadeur iranien de la République islamique, ainsi que du ministre iranien de la justice, M. Hassan Habibi. « Mais ces deux personnalités », a-t-il dit, « n'ont eu aucun contact avec les autorités françaises ». S'agissant de la « guerre des ambassadeurs » à l'expression que M. Raimond résume, le ministre s'est montré optimiste. Il a confirmé que la France envisageait de laisser les personnels recrutés localement quitter l'ambassade d'Iran à Paris : « Cela se fera bientôt, a-t-il prédit, mais c'est une situation très compliquée qui exige beaucoup de doigté ». Au cours de son tour d'horizon diplomatique, M. Rai-

mond a abordé plusieurs autres sujets :

• La guerre du Golfe : « Après la réaffirmation quasi unanime au sommet d'Anvers de la résolution 598 dans son intégralité et sa séquence, le problème est de savoir si l'URSS se montrera plus coopérative au sein du conseil de sécurité pour essayer de mettre fin à la guerre ».

• Les relations Franco-Syrie : « Il n'y a pas de malentendu entre la France et la Syrie. Un protocole d'aide culturelle et scientifique à la Syrie portant sur 100 millions de francs a été signé mardi ».

• Liban : « Nous souhaitons fortement que l'élection présidentielle ait lieu ».

• Tunisie : « Lorsque nous étions inquiets des problèmes de succession, nous avons fait confiance aux Tunisiens. Nous avons eu raison ».

• La situation en URSS : « Les dirigeants soviétiques ont une volonté authentique de réformer leur système économique et de gestion. Ils rencontrent des oppositions au sein du Parti communiste et de l'administration. Le langage de M. Boris Eltsine traduit cette résistance. Mais cet épisode n'affecte pas la volonté de réforme de M. Gorbatchev. La tendance est maintenant. Je me garderai, bien sûr, de faire des pronostics. Toute réforme, pour réussir, devra à terme toucher à la nature du système soviétique. L'extension de la « perestroïka » en Europe de l'Est peut présenter des risques de dérapage car les populations y sont souvent hostiles aux régimes qu'elles estiment imposés de l'extérieur. L'URSS a donc besoin d'être puissante en Europe. Elle a maintenu ses objectifs classiques, notamment la dénucléarisation de l'Europe de l'Ouest. Mais elle a changé ses méthodes. Au lieu d'user de la menace, elle a choisi de rassurer les opinions d'Europe ».

Devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

M. Delors estime que « l'Europe économique se fera à plus de douze avec certains pays de l'Est »

Le président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, a été longuement entendu, jeudi 19 novembre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le président de celle-ci, M. Valéry Giscard d'Estaing, a salué « le rôle personnel important » joué par M. Delors à la tête de la Commission, « instance de réflexion et d'animation ».

M. Jacques Delors a tout d'abord fait remarquer que la construction européenne restait avant tout un objectif politique. Il a fait part de sa conviction selon laquelle cette Europe politique se fera à sept ou huit, d'ici une quinzaine d'années, mais certainement pas avec les institutions actuelles. « L'Europe économique, elle, se fera à plus de douze, avec certains pays de l'Est », a-t-il ajouté.

Tout en expliquant que « les idées et les faits étaient à nouveau en mouvement en Europe », M. Delors a estimé que les progrès réalisés n'étaient pas à la hauteur des enjeux. Il a regretté notamment — tout comme M. Giscard d'Estaing — que le conseil européen ne se soit pas réuni après les initiatives prises par M. Gorbatchev. De même, il a déploré que l'utilisation de l'ECU comme monnaie de réserve internationale ne soit pas encouragée. « La question des institutions et du processus de décision, déjà soulevée par le président Valéry Giscard d'Estaing, se pose donc ».

L'ancien ministre propose alors que son successeur soit élu au double suffrage (députés nationaux, députés européens). Il a également indiqué que l'Europe serait bientôt confrontée à une alternative : l'élargissement ou l'approfondissement de la Communauté. « Il faut donc mener une réflexion sur ce que pourrait être une Europe plus forte et, en même temps, ouverte aux autres, car le risque existe pour l'Europe de se dissoudre dans ces diverses solidarités. De nouvelles formules doivent être imaginées ».

D'autre part, il a rappelé que l'agriculture (5 % de la population active de la Communauté) sera au centre des débats du prochain conseil européen de Copenhague. Le second problème traité concernera la définition des politiques d'accompagnement destinées à réduire les écarts de niveaux de vie entre les partenaires. Le troisième enjeu est celui de la nécessité de disposer de ressources suffisantes et gérées rigoureusement, a insisté M. Delors en ajoutant que la rigueur économique était parfois contraire à l'augmentation des ressources de la Communauté.

« A Copenhague, les chances d'un succès sont subordonnées à un accord sur le volet agricole et à l'acceptation des propositions financières de la Communauté. Il faudra adopter les stabilisateurs agricoles, c'est-à-dire la fixation par catégorie de produits, de quantités à produire et de ressources à utiliser. Il s'agit d'un moyen de prévention et non d'une guilotine, c'est pour cela que l'Allemagne et la France doivent se mettre d'accord ».

M. Giscard d'Estaing s'est prononcé quant à lui, au cours de cette audition, contre l'entrée de la Turquie dans la Communauté pour des raisons tant politiques — « l'arrestation des dirigeants communistes n'est pas très encourageante » — qu'économiques.

Afrique

Les menaces de famine

La CEE décide d'accorder une aide d'urgence à l'Éthiopie

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne vient de décider une aide d'urgence de dix millions d'ECU, soit subventions-donations de financements, en faveur de l'Éthiopie. Cette contribution servira prioritairement à l'organisation pendant deux mois d'un pont aérien entre les ports d'Asmara et de Massawa et les régions sinistrées de l'Erythrée et du Tigré.

Le pont aérien mettra en ligne huit à dix avions Hercules afin de transporter entre 17 et 20 tonnes de céréales par mois. La Commission espère que les États membres pourront prêter des avions (la Belgique a déjà mis un appareil à sa disposition), sinon elle en louera. L'aide qui vient d'être débouclée permettra également de financer l'envoi de

pièces de rechange pour remettre en état le parc de camions disponibles et, en vue de la création de camps de réfugiés, l'achat de tentes, de couvertures et de médicaments.

La situation a été décrite jeudi par M. Lorenzo Natali, le vice-président de la Commission chargée de la politique de coopération, comme « différente et plus grave » qu'en 1984. La menace de famine est circonscrite aujourd'hui à deux régions, le Tigré et l'Erythrée, où les récoltes ont été perdues à 80 %.

Dans ces provinces, 3,6 millions de personnes auront besoin de secours en 1988 et les livraisons de céréales nécessaires sont évaluées à 600 000 tonnes. Les engagements des donateurs divers portent sur 450 000 tonnes, dont un tiers en provenance de la CEE. La situation est d'autant plus grave que l'Erythrée et le Tigré sont isolés par l'état de

guerre civile, a expliqué M. Natali. Les maquisards du FPLÉ (Front populaire de libération de l'Erythrée) ont attaqué fin octobre des convois de secours, détruisant plusieurs camions.

Par ailleurs, les difficultés logistiques sont considérables : les ports sont encombrés, les routes dans un état épouvantable, les capacités de stockage insignifiantes, les camions manquent et, apparemment, le gouvernement d'Addis-Abeba ne fait pas grand-chose pour remédier à la situation. « Il est surprenant qu'un pays gouverné par des militaires ne prête pas l'attention qui conviendrait à des problèmes de logistique », a déploré M. Natali.

Depuis le printemps, la Communauté a déjà fourni à l'Éthiopie 154 000 tonnes de céréales et 10 000 tonnes de produits alimentaires d'appoint.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

MAURITANIE

Procès de cinquante et un responsables toucouleurs

Nouakchott. — Le procès des cinquante et un personnes impliquées dans la tentative manquée de coup d'État du 22 octobre, en Mauritanie, a lieu à Nis des Jirida, base militaire située à 30 kilomètres au nord-ouest de Nouakchott, devant une juridiction d'exception, la Cour spéciale de justice. Ce procès, ouvert mercredi publiquement, se poursuivra en présence de représentants de la Ligue des droits de l'homme, mais ni le public ni la presse ne seront admis aux audiences.

Les inculpés, militaires pour la plupart, appartiennent tous à l'une des principales ethnies négro-africaines de Mauritanie : celle des Toucouleurs. Ils sont officiellement accusés de « tentative de renversement du régime et de planification de massacres et d'arrestations de populations civiles ».

A Dakar, les Forces de libération africaines de Mauritanie (FLAM), mouvement clandestin regroupant des intellectuels noirs déçus de la « tentative de coup d'État », et estime que, quel que soit le verdict du procès de Jirida, « le problème de coexistence entre Arabo-Berbers et Négro-Africains demeurera entier ».

(AFP.)

MICHEL DEURÉ.

Nouvelle rencontre Shultz-Chevardnadze

Washington et Moscou parachèvent l'accord sur les euromissiles

(Suite de la première page.)

Un accord à ce sujet, selon eux, devrait faire partie du traité sur la réduction de 50 % des armes stratégiques, à négocier dans une seconde phase. M. Vorontsov avait en tout cas classé cette question, au début de la semaine, au rang des « questions artificielles » qu'il reprochait à Washington d'introduire dans la phase finale des négociations.

Un second problème est celui de la comptabilité des missiles existants aujourd'hui. Le mercredi 19 novembre, les négociateurs soviétiques ont fourni des chiffres, mais il ne s'agit que de chiffres déployés sur des lanceurs, non des « recharges » ni des éventuels autres projectiles stockés à proximité ou dans des dépôts éloignés. Les Américains, qui estiment entre 500 et 2 000 le nombre de ces SS-20 « en réserve », veulent recevoir un inventaire complet de tout l'arsenal, ce que les Soviétiques n'auraient pas refusé pour le proche avenir.

Destruction plus large

Il reste encore à se mettre d'accord sur ce qui sera détruit. M. Vorontsov avait accusé mardi ses partenaires de s'en tenir à une conception trop restrictive de cette destruction en se contentant d'un simple démontage qui laisserait intacts — et disponibles pour d'autres systèmes d'armes — les systèmes de guidage, les moteurs des fusées et même les têtes nucléaires. Il avait réclamé une destruction beaucoup plus large, ce que les Américains n'ont pas confirmé.

• M. Li Xianren à Bruxelles. — Le président chinois, M. Li Xianren, a entamé, le jeudi 19 novembre à Bruxelles, une visite d'Etat de quatre jours en Belgique. M. Li a achevé une tournée européenne qui l'a successivement conduit en France, en Italie et au grand-duché de Luxembourg. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le roi Baudouin. Le souverain belge a eu un entretien avec le président chinois, qui est accompagné d'une importante délégation. — (AFP.)



En revanche, les Soviétiques semblent avoir renoncé à introduire dans le texte du traité une mention des futures négociations à engager aussitôt, selon eux, sur les armes à très courte portée (inférieure à 500 kilomètres), non concernées par le traité FNI. Les États-Unis, soucieux de ménager les réserves de certains de leurs alliés, se refusent à faire un pas

de plus vers la dénucléarisation de l'Europe.

Personne ne dramatise en tout cas ces ultimes difficultés, parfaitement normales lorsqu'il s'agit de finaliser un accord de cette importance. Le fait que MM. Shultz et Chevardnadze mettront à nouveau la main à la pâte confirme au contraire la volonté des autorités politiques des deux côtés de tenir le sommet à la date prévue.

MICHEL TATU.

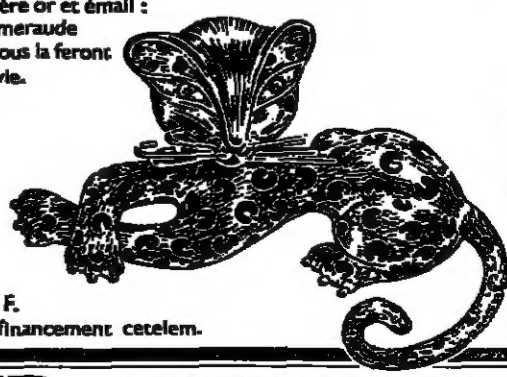
EGAL

290.
470.

200.
470.

PANTHÈRE CALINE DE FRED

Broche Panthère or et émail : ses yeux en émeraude et diamants vous la feront aimer pour la vie.



Prix : 24500 F.
Possibilité de financement cetelem.

FRED 6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Miridien, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Europe

GRANDE-BRETAGNE : trente morts et vingt et un blessés à King's Cross

Le premier ministre britannique ordonne une enquête sur la catastrophe du métro londonien

M^{me} Margaret Thatcher a décidé, le jeudi 19 novembre, l'ouverture d'une enquête sur les conditions dans lesquelles l'incendie d'un escalier roulant à la station de métro King's Cross, à Londres, a pu provoquer la mort de trente personnes et l'incendie de vingt et une autres. Les journaux britanniques font état de nombreuses lacunes dans la prévention des incendies et dans l'organisation des secours. Une association d'usagers (LPTRG) et les syndicats des employés du métro avaient dénoncé, depuis longtemps, l'absence de systèmes de détection de fumée et l'existence d'une signalisation lumineuse de secours.

En France, la catastrophe a suscité des déclarations de sympathie, notamment de la part de M. Jacques Chirac et de M. Jacques Doufflaque, ministre délégué aux transports. De son côté, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a déclaré qu'il n'était pas nécessaire de demander à la RATP de prendre des mesures de sécurité supplémentaires, le métro de Paris étant considéré par les experts comme « le meilleur du monde ».

Moins de six heures après la catastrophe de Londres, les sapeurs-pompiers de Paris et la RATP ont organisé un exercice annuel nocturne — prévu de longue date — simulé une explosion et un incendie entre les stations Reuilly-Diderot et Nation. En quelques dizaines de minutes, cent dix pompiers, trente véhicules, dix ambulances, ont été mobilisés pour évacuer, au milieu des fumées, quinze fausses victimes.

A Marseille, la régie des transports (RTM) et les marins-pompiers ont simulé, eux aussi, dans la nuit du 19 au 20 novembre une explosion dans une rame engagée dans le tunnel quittant la station Castellane. Cet exercice a mobilisé une centaine de personnes. Il est répété deux fois par an et sert à vérifier l'entraînement des personnes de secours et le bon fonctionnement des systèmes d'évacuation des fumées. — (AFP, AP, UPI, Reuters.)

Libertaire, bohème, gouaillieur...

Cornelis Vreeswijk le « Brassens suédois » est mort

STOCKHOLM
de notre correspondant

A cinquante ans, son quarantième album sous presse et un premier recueil de poèmes prêt à sortir en librairie, Cornelis Vreeswijk a cessé de vivre, jeudi 12 novembre, dans une chambre d'hôpital de Stockholm, vaincu par un cancer du foie et consumé par une existence aussi flamboyante que une peinture baroque.

Cornelis Vreeswijk, né à IJmuiden, près d'Amsterdam, et arrivé en Suède à l'âge de douze ans, avait choisi de rester dans ce pays. En vingt-cinq ans de carrière, il y avait acquis une notoriété telle que nombre de ses chansons et ballades font depuis longtemps partie intégrante du patrimoine artistique de la Suède contemporaine. Pour beaucoup, Cornelis Vreeswijk était l'égal — à l'échelle scandinave — de Brassens (qu'il vénérât). Brel, Vian, Visconti, Biermann et, pour quoi pas, Dylan.

Son public, jamais lassé, attendait chacun de ses retours; ils ont été nombreux, pour chaque fois l'applaudir et le persuader qu'il était indispensable. Et personne n'a été surpris de le voir apparaître, après un long séjour au Danemark, dans le concert du Nouvel An 1985 du rockeur Ulf Lundell pour chanter une ballade de son alter ego du dix-huitième siècle suédois, Carl-Michael Bellman.

Cornelis dominait les âges comme les modes, mais il restait inimitablement Vreeswijk. Dans ses textes, dans son interprétation — Ah ! la voix de Cornelis Vreeswijk rauque, chaude ou gouailleuse, toujours sensuelle et flexible — ou dans sa musique, sobre guitare à la Brassens ou début ou accompagnements raffinés puisant avec un égal bon-

heur dans le samba ou la sonorité des synthétiseurs.

Il menait une vie turbulente. Et si la presse, suédoise surtout, a fidèlement rapporté en gros titres et par le détail dans ses rubriques à scandales les multiples péripéties de son existence bohème et tapeuse, elle n'a jamais encore consacré la moindre ligne dans ses pages culturelles à une analyse sérieuse de ses textes. Mais la publication, une semaine après sa mort, du recueil « A Futurum », promet de lui ouvrir toutes grandes les portes de la reconnaissance officielle. Il laisse plus de quatre cent cinquante poèmes, dont à peine la moitié ont été mis en musique et enregistrés.

Une production tonnante compte tenu de tournées aussi nombreuses qu'écouées, des fêtes, des revues et des creux de vague de la dépression. Ni ses dédémés avec la justice (et quelques brefs séjours en prison pour ébriété au volant), avec le fisc ou avec ses femmes n'ont entamé sa créativité. Ses textes, en apparence légers et souvent humoristiques, bastonnaient et écorchaient à droite et à gauche tout ce qui ressemblait à l'injustice, l'imbécillité, l'entrave à la liberté. Ses engagements politiques des années 60 et 70 aux côtés du Parti communiste s'étaient, avec le temps, estompés. « J'ai gardé, disait-il, une conviction idéologique, mais cela n'a rien à voir avec la politique ».

Son dernier week-end, Cornelis l'a passé en famille, à IJmuiden, pour « faire ses adieux » et puis il est rentré en Suède, ses affaires pour une fois en ordre et l'âme en paix — il l'avait dit — à l'approche du rendez-vous qu'il savait imminent. Le bluesman à la noble allure s'en est allé. Le vide qu'il laisse est bien grand pour ce petit pays.

FRANÇOISE NIETO.

Dans un déjeuner d'affaires,
on peut se distinguer autrement qu'en
arrivant pour le dessert.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

Le bourgmestre de Hambourg au secours des squatters

Toute l'Allemagne, sauf un homme...

(Suite de la première page.)

C'était vraiment le dernier carré du gauchisme pur et dur à l'allemande qui persistait là : on était loin du « modèle d'habitat alternatif » dont rêvaient les premiers habitants de la Hafensstrasse en 1981, lorsqu'ils avaient occupé ces maisons promises à la démolition. Lieu de repli de tous les orphelins de la révolution, des adeptes du « no future », la Hafensstrasse aurait pu être classée monument historique dernier avatar d'un grand mouvement alternatif dont la plupart des protagonistes ont aujourd'hui trouvé une niche dans la société allemande. Ce n'était pas, comme l'affirmaient sans trop de preuves la presse de droite, le refuge extra-territorial des terroristes de la Fraction armée rouge, mais plutôt le dernier refuge des exclus d'un système qui trouvait là la chaleur humaine, raison de vivre, sinon d'espérer.

Personne n'aurait trop pleuré si ces enfants perdus de la société d'abondance avaient été expulsés manu militari des quelques immeubles dont ils avaient fait le symbole d'une résistance au « système de cochons » — c'est ainsi qu'ils désignent l'ordre régnant en République fédérale. Hambourg a beau avoir la réputation d'être la plus libérale des villes d'Alle-

magne, trop c'était trop : après le meurtre à Francfort de deux policiers, le terrain était prêt pour mettre un terme à une expérience de tolérance d'une minorité qui voulait vivre « autrement » dans une métropole capitaliste.

En moins d'une semaine, les quelques dizaines d'habitants d'un quartier historique étaient devenus une épave dans le pied de l'Allemagne bourgeoise, le souvenir permanent et irritant de la révolte d'une jeunesse elle-même devenue sage. Il eût donc été politiquement payant de faire montre de fermeté et, au prix de quelques

plaies et bosses, de mettre un terme définitif à coups de bulldozers à toute une époque.

Seul
contre tous

Seul contre tous, contre ses alliés du Parti libéral, contre une fraction de son propre parti, le SPD, le bourgmestre de la ville, M. Klaus von Dohnanyi a choisi la voie du compromis, une attitude assez rare en RFA pour être saluée. Le mardi 17 novembre, au cours d'une conférence de presse dramatique, il adjurait les habitants de la Hafensstrasse de

démanteler leurs barricades, d'enlever les barbelés posés sur les toits en prévision d'une « attaque aérienne de la police », de laisser les maisons ouvertes aux organes de la puissance publique. Si ces conditions étaient respectées, un contrat de location collectif allait être signé entre la municipalité et une association représentant les locataires, permettant la poursuite d'une expérience de « logement alternatif ». Simultanément, M. von Dohnanyi mettait son mandat en jeu si son appel n'était pas suivi d'effets.

Mercredi soir, dans une ambiance de fête populaire, le démantèlement des fortifications commençait. Un clochard, sur son pipeau, jouait l'hymne à la joie. Les intellectuels de Hambourg replaçaient tant bien que mal les pavés, les adeptes de la violence quittaient peu à peu les lieux, le visage dissimulé sous un passe-montagne.

Jeudi, dans l'après-midi, M. Klaus von Dohnanyi, réprimant à peine ses sentiments de triomphe venant annoncer devant les caméras de la télévision que le contrat de location avec les occupants de la Hafensstrasse avait été signé. La raison l'avait emporté, non sans mal.

LUC ROSENZWEIG.

La « cité libre » de Christiania ne sera pas détruite

La proposition du gouvernement de centre-droit danois de démanteler avant 1989 la « cité libre » de Christiania, à Copenhague, a été rejetée le jeudi 19 novembre par le Parlement.

Fondée en 1971 sur les 20 hectares d'une caserne à l'abandon, « Christiania » est l'un des derniers refuges de marginaux et de contestataires d'Europe. Elle compte aujourd'hui environ mille habitants, des jeunes pour la plupart.

A plusieurs reprises, les gouvernements suédois et norvégien ont réclamé sa fermeture, arguant que la cité était devenue un foyer de criminalité et une centre de vente de drogue. Les partis de gauche et les radicaux, qui ont voté la poursuite de l'expérience sociale et de la cité libre, ont souligné cependant, au cours du débat parlementaire particulièrement agité, que « Christiania » devait être soumise aux mêmes lois que le reste du royaume. — (AFP.)

Amériques

CHILI : rassemblement à Santiago

Deux cent mille manifestants réclament des élections libres

Près de deux cent mille personnes se sont rassemblées, jeudi 19 novembre, dans le parc O'Higgins, la plus vaste esplanade à l'air libre de la capitale. Au moment même où les manifestants réclamaient la tenue d'élections libres, le président chilien que Pinochet, dans laquelle le chef de l'Etat chilien affirme qu'il est disposé à quitter le pouvoir si le plébiscite présidentiel prévu en 1988 est défavorable au candidat unique qui doit être proposé au choix des électeurs.

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

L'Assemblée civile, qui avait convoqué la manifestation du parc O'Higgins, a réussi à rassembler la scène politique. Cette coordination des principales organisations syndicales et professionnelles, constituée en 1986 pour diriger les mobilisations unitaires contre le régime du général Pinochet, n'avait pas résisté à la rupture survenue entre les partis de gauche et ceux du centre, et avait pratiquement disparu.

Après le récent succès remporté par l'opposition à l'université, où le gouvernement a dû retirer le recteur qu'il avait nommé, l'Assemblée civile a pris la décision d'organiser la « première manifestation de 1988, celle de l'espérance et de l'unité retrouvées ». Toutes les forces politi-

ques hostiles au pouvoir ont appelé à participer au rassemblement.

Le parc O'Higgins est un des hauts lieux de l'opposition chilienne, qui y a organisé ses plus importantes manifestations au cours des dernières années. C'est aussi là que, en avril dernier, de violentes échauffourées avaient éclaté en présence du pape, qui y célébrait la cérémonie de béatification d'une religieuse. Les banderoles représentant les plus diverses tendances politiques et les caillots en faveur des « élections libres » ont été agités pendant des heures par les manifestants.

Prenant la parole à la fin du rassemblement, le président de l'Assemblée civile, le sénateur Juan Luis González, exhorta les partis à s'unir pour mener ensemble la campagne pour les élections libres.

Après un an de piètement, le succès inespéré de la manifestation du 19 novembre permettra-t-elle à l'opposition de reprendre l'initiative ? Il faudrait pour cela qu'elle surmonte ses divisions et démontre une attitude commune face au projet plébiscitaire. La réapparition de l'Assemblée civile, ainsi que le virage tactique opéré par le Parti communiste — qui a finalement appelé ses militants à s'inscrire sur les listes électorales après s'y être refusés pendant des mois — constituent peut-être l'annonce d'un rapprochement entre le centre et la gauche.

Mais on est encore loin d'une convergence. Le PC et plusieurs partis de gauche se cachent par leur intention de boycotter le plébiscite, alors que la démocratie chrétienne et les socialistes modérés font campagne pour le « non ». En ordre dispersé, toutefois, car les démocrates-chrétiens s'efforcent de réunir les trente-trois mille signatures nécessaires à la légalisation de leur formation et font, pour le moment, la sourde oreille à la proposition des socialistes et d'autres partis de moindre importance de constituer un parti unique de l'opposition.

GILLES BAUDIN.

● Lettres de menaces adressées à vingt-trois acteurs. — Une lettre de menace a été adressée par un commando 135 à vingt-trois acteurs chiliens et six compagnies théâtrales parmi les plus connus au Chili. En tête de la lettre figure une tête de mort, avec un impact de belle entre les deux yeux, avec trois mots : « Un homme mort ». La lettre de cette missive prévient les destinataires qu'à compter du 30 octobre « ces personnes suivantes, porte-parole du mouvement international, ont un mois de délai pour quitter le pays ». La lettre est signée « Pour un art et une culture libres de toute contamination étrangère ».

Le rapport sur l'« Irangate »

Le chef de l'armée panaméenne avait proposé d'organiser des sabotages au Nicaragua

New-York. — Le général Manuel Antonio Noriega, le chef des forces armées panaméennes et « homme fort » du pays, avait proposé de commettre des sabotages et éventuellement des assassinats au Nicaragua. Le général a fait cette proposition au lieutenant-colonel North, alors membre du Conseil national de sécurité (CNS) américain. Sur les injonctions de son chef, le vice-amiral John Poindexter, ancien conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité, le lieutenant-colonel North avait accepté l'offre de sabotage mais refusé les assassinats. Aucune suite n'a cependant été donnée à ce projet.

Ces révélations, selon des officiels américains, permettent d'expliquer l'allusion à une « tierce partie » contenue dans le rapport des commissions d'enquête du Congrès sur le scandale de l'« Irangate ». Le rapport officiellement rendu public mercredi (le Monde du 20 novembre) ne précise en effet pas qu'un gouvernement étranger était impliqué. Il ne publie pas non plus les messages contenus dans l'ordinateur du CNS à la Maison Blanche indiquant que le général Noriega avait proposé ses services, bien que les enquêteurs du Congrès aient eu connaissance de ces messages, précise pour sa part le New York Times. — (AFP, UPI.)

« Les Américains », de Michel Jobert

Quand les Etats-Unis se réveilleront...

Mais de quoi se mêle-t-il donc ? L'interrogation est un art subtil et les Etats-Unis avaient le souffle bien court à cette fin de mandat régional pour se rendre compte, eux-mêmes, qu'ils étaient une nouvelle fois à la croisée des chemins.

Il fallait un Michel Jobert pour leur démontrer avec brio pareille évidence, en désignant d'un petit doigt opiniâtre le gros abcès de la pensée américaine.

Henry Kissinger, pourtant prolifique en analyses, avait refusé le rôle, le trouvant « trop difficile ». Michel Jobert, lui, s'est senti « assez fou pour s'y risquer ».

Il ne s'agit pas après tout que d'expliquer aux Américains ce qui, en politique étrangère, est « essentiel » et ce qui, plus négligeable, ne mérite « ni juron, ni passion ». Le résultat est à la mesure du sujet. Ecrit à l'encre noire de ce qui pourrait être une passion contrariée, ce livre règle fureusement son compte à ce géant endormi sur sa bonne conscience.

Somme toute, il est temps que « l'aimable lecteur » (américain) au « cœur enveloppé de préche et au coup de poing rapide » s'éveille enfin et comprenne que « l'âge d'or des conceptions élémentaires » est bien fini. Comme est finie, elle aussi, cette infatigable mystique du Nouveau Monde où « les souffles divins animaient les feuillages ». En 1968, le cri du président Johnson — « Si nous ne sommes plus là, qui protégera la liberté ? » — n'est déjà plus qu'un cri d'arrière-garde. La guerre du Vietnam a servi de révélateur, montré de façon éclatante que l'Amérique est vulnérable. Et si, à la lucidité gênante d'un Carter qui prétendait voir le monde « tel qu'il est », beaucoup ont préféré les thèses triomphales du réaganisme, ce n'était qu'un sursaut qui a brouillé un peu plus les cartes. Car, « alors que le vieil acteur réveillait les démons de l'orgueil et de la puissance mis à mal (...), le char au timon brisé zigzaguait quelques mètres encore et plantait là l'équipage... ».

Restait à improviser le reste du voyage. N'ayons crainte, Michel Jobert s'y emploie. Avec quelle rugueuse affection, quelle vigilance

éclairée il conduit le géant déboussolé loin des chausse-trappes iraniennes et autres Liban dans lesquels il s'est embourbé, vers l'étrémité qu'il se ramènera à la gloire ! Rien de tel qu'un zeste de réassemblement sublimé pour trouver le mot qui fait mouche et l'image appropriée. « Recalcitrer son ambition (...) pour éviter les surprises n'est pas abdiquer », conseille ainsi l'auteur pour qui la super-puissance américaine doit accepter de se « banaliser ». En un mot, la suprématie se paie. Au comptant.

Alors, de grâce, plaide Michel Jobert, plus de bouderies isolationnistes qui ne puniraient que vous, messieurs les Américains, plus de ces conceptions tranchées sur « l'empire du mal » et de ces légendes altruistes sur les lendemains de la seconde guerre mondiale : « Les taches sont plus évilantes sur le lin le plus blanc ! ». Depuis Truman et deux bombes atomiques contestables, la tendance n'a que trop été à l'interventionnisme pour que l'on fasse encore crédit aux Etats-Unis, et le libéralisme, « retrouvé » ou non, n'est qu'un « impérialisme en marche, formulé en doctrine et appliqué en perspective d'intérêt ».

Mais la rédemption est encore possible, suggère un Jobert soudain conciliant — conciliant peut-être que trop de systématisme édulcoré les discours les plus pertinents. Que sera donc cette nouvelle Amérique le jour où elle se réveillera ? Eh bien, elle sera mature et... européenne ! Cessant de jouer pour son seul bénéfice avec l'arme du dollar, elle renoncera du même coup à son droit de « tutelle » sur des alliés considérés, non plus comme des « rivaux », mais comme de vrais partenaires. Et surtout, surtout, elle cessera de dire « je veux », pour murmurer « il me paraît préférable ».

« Ah, si j'étais vous... » se laisse aller l'auteur, décidé à poursuivre, seul s'il le faut, mais jusqu'au bout, son propre rêve américain.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Les Américains, de Michel Jobert aux éditions Albin Michel, 219 pages, 89 F.

Privileges

Un visa ne

C'est 10

à l'arri

36.10

Nouveau

FRONT

Europe

URSS : « restructuration » et démocratie

Privileges et pouvoirs des organisations du parti

A quoi est censé servir aujourd'hui en URSS le Parti communiste ? Quelle mission, plus précisément, incombe à ses organisations de base dans la politique de « restructuration » ? Il y a de bonnes raisons de penser que cette question est au centre du débat actuellement en cours à Moscou. De la réponse qui lui sera donnée peut dépendre pour une bonne part l'avenir des réformes entreprises par M. Gorbatchev et, avant tout, le contenu réel de ses projets de démocratisation.

Un précédent pas très ancien permet d'illustrer le caractère fondamental, pour les structures soviétiques, du problème ainsi posé, de même que les résistances auxquelles se sont heurtées ceux qui ont tenté de s'y attaquer.

Printemps 1983 : Iouri Andropov a succédé depuis quelques mois à Leonid Brejnev et lui aussi parle — déjà — de « restructuration ». Sa principale initiative législative a été un texte sur la participation des « collectifs de travailleurs » à la gestion des entreprises. Leur rôle doit être déterminant dans le changement souhaité des « relations de production », et leur contribution essentielle pour l'amélioration de la productivité du travail, la meilleure utilisation des ressources, etc. Le langage n'est pas très différent, on le voit, de celui qu'emploie M. Gorbatchev lorsqu'il parle des objectifs de l'autogestion et de la démocratie dans les entreprises.

La question inévitablement posée, à l'époque, est celle des rapports entre ces « collectifs de travailleurs » et les organisations du parti. Dans un premier temps, les textes les plus autorisés expliquent que les premiers doivent disposer d'un authentique pouvoir de décision, les seconds pouvant au mieux exercer leur « influence » sur leurs travaux. C'est ultérieurement que le projet de loi est modifié pour bien préciser que les collectifs doivent en fait fonctionner « sous la direction » des organisations du parti. M. Victor Grichine, conservateur bon teint et prédécesseur de M. Boris Eltsine à la tête du gorkom (comité du parti) de Moscou, s'en félicite publiquement dans un article paru le 9 mai 1983 dans la Pravda. Il restera à Iouri Andropov, dans le discours qu'il prononce le 15 juin suivant devant le comité central, à regretter que la « duplication » des organes « ne puisse toujours être évitée ».

Il ne s'agit pas là de simples reminiscences historiques car, sous le règne de M. Gorbatchev, le sujet revient à plusieurs reprises à l'ordre du jour. C'est précisément M. Boris Eltsine qui l'évoque avec le plus de force en mars 1986 à la tribune du vingt-septième congrès. Il reproche aux organisations du parti de remplir d'autant plus mal leurs fonctions de « direction politique » qu'elles se permettent de « s'ingérer plus profondément dans les affaires économiques ». Il dénonce « la duplication » entre le rôle ainsi exercé par

le parti et celui qui revient normalement aux administrations.

À la fin de la même année, le 29 octobre 1986, M. Lev Zaïkov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, qui vient de prendre la direction du parti à Moscou, évoque pour sa part très explicitement l'échec de l'expérience des collectifs de travailleurs en 1983, en la rapprochant des projets actuels de réforme. « On sait, dit-il, qu'a été adoptée il y a quelques années dans notre pays la loi sur les collectifs de travailleurs. Mais cette loi n'a pas été appliquée avec assez de conséquence, une rupture est apparue, disons le franchement, entre les droits importants donnés aux collectifs de travailleurs et les droits insuffisamment reconnus aux entreprises ». On ne saurait mieux dire. Et M. Zaïkov assure que, avec la nouvelle loi sur les entreprises qui garantira leur autonomie de gestion, on ne retombera pas dans les mêmes ornières.

Un discours ambivalent

M. Gorbatchev lui-même s'est montré sur ce thème d'une prudence assez remarquable, par rapport du moins à son franc-parler sur d'autres sujets. Dès qu'il s'exprime sur la place et le rôle des organisations du parti, en particulier au sein des entreprises, son discours prend même à l'occasion un tour ambivalent.

Le 1^{er} octobre dernier, à Mourmansk, il évoque l'« alliance » entre ces organisations, les cadres et les collectifs de travailleurs — après avoir, il est vrai, affirmé : « Les organisations du parti, les cadres, sont au service du peuple (...) et non le contraire. Les membres des collectifs de travailleurs doivent se sentir les véritables maîtres de la production ».

Deux semaines plus tard, à Leningrad, il se dit préoccupé par « le

retard de certaines organisations du parti (...) sur les processus dynamiques de démocratisation ». Mais il met sur le même plan les collectifs de travailleurs, les organisations et les cadres du parti dans leur « rôle de leaders de la perestroïka ». Et il souligne que le travail accompli par les organisations du parti « pour diriger la restructuration » doit faire l'objet de comptes rendus lors des sessions plénières des comités centraux de tous niveaux qui se réuniront d'ici la fin de l'année. Car, observe-t-il, « ce problème doit être réglé d'une manière démocratique ».

Est-ce à dire qu'il est encore en suspens, en d'autres termes que les responsabilités des organisations du parti en matière de restructuration sont encore à définir ? Pour l'auteur de l'article publié lundi 16 novembre par la Pravda (le Monde du 18 novembre), la Constitution donne elle-même la réponse puisqu'elle affirme « le rôle dirigeant » du PC en Union soviétique et qu'en conséquence les ordres émanant des instances supérieures du parti ne sauraient être ignorés « sous prétexte de démocratisation ».

On savait bien — les expériences antérieures et en particulier le précédent de 1983 l'ont montré — que les organes du PC soviétique ne se laisseraient déposséder sans résistances ni de leurs privilèges ni de leurs pouvoirs. Force est de constater qu'ils les défendent ces derniers temps avec une vigueur accrue et l'affaire Eltsine pourrait bien n'être qu'un épisode de cette bataille, le rapproche majeur adressé à l'ancien patron de Moscou étant son « manque de respect » à l'égard des cadres. L'enjeu est décisif pour M. Gorbatchev qui, au nom de « respect » dû précisément aux cadres et à leurs pouvoirs, risque de voir singulièrement réduites non seulement la portée de ses réformes mais sa propre liberté d'action.

ALAIN JACOB.

Boris Eltsine dans le rôle de Brutus, mais qui était César ?

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

C'est comme si rien ne s'était passé, tout au plus un problème de « personne ». Si le principal protagoniste est à l'hôpital, la « perestroïka », elle, est saine et sauve, et c'est ce qu'il faut retenir de l'affaire Eltsine, a assuré, jeudi 19 novembre au cours d'une conférence de presse, M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Limogé le 11 novembre après s'être opposé à la direction du parti, M. Boris Eltsine est redevenu un homme respectable. La preuve : on lui a même attribué le poste de premier vice-président du Comité d'Etat à la construction avec le rang de ministre (le Monde du 20 novembre).

Que s'est-il donc passé ? « Dans toute entreprise, il arrive qu'on ne soit pas à la hauteur », a expliqué M. Guerassimov. Quelque chose n'a pas marché. Il n'a pas réussi. Mais ses qualités ont été reconnues. Ce qui s'est passé est un épisode dont vous ne devez pas tirer des conclusions définitives sur l'avenir de la perestroïka. »

Pourtant, une allusion à Shakespeare — M. Guerassimov aime se référer à la littérature anglo-saxonne — a aussitôt éveillé la curiosité. « Rappelez-vous le monologue : pourquoi Brutus a-t-il tué César ? Parce qu'il était ambitieux. Les problèmes d'ambition existent toujours. Peut-être est-ce dans la nature humaine... »

De là à faire précéder au porte-parole que César est bien en l'occurrence M. Gorbatchev, il y a un pas qu'il s'est refusé à franchir.

Il a beaucoup moins hésité à comparer la « perestroïka » gorbatchevienne à la Révolution d'Octobre, dont les dirigeants avaient « eux aussi leurs contradictions, par exemple à propos du moment du lancement de la révolution ».

Pas de réponse en revanche sur l'absence remarquée de la signature de M. Eltsine parmi celles des membres du politburo, à deux reprises depuis le 11 novembre. M. Guerassimov ne dira donc pas si M. Eltsine conserve ou non son titre de membre appartenant dans cette haute instance du parti.

Quant à l'absence totale d'information dans la presse soviétique sur l'état de santé de M. Eltsine, elle s'explique très simplement. « Nous n'avons pas ce genre de tradition », déclare M. Guerassimov, se remémorant la publicité faite aux Etats-Unis autour du cancer du sein de Betty Ford. Les lecteurs soviétiques ne sont pas habitués à ce genre de nouvelle sensationnelle. Le discours de M. Eltsine le 21 octobre devant le comité central, qui devait provoquer toute l'affaire, ne sera pas publié non plus cette fois, parce qu'il s'agit « des affaires internes du parti ». Est-ce à dire que le discours de M. Eltsine le 11 décembre devant le Comité du parti de Moscou, qui, lui, a été publié, ne relève pas des affaires internes du parti ?

« Absolument », a suggéré en conclusion M. Guerassimov aux correspondants américains soucieux de l'impact qu'aura cette affaire sur l'image de M. Gorbatchev au sommet de Washington. Ça dépend de vous, de la manière dont vous la présenterez. »

SYLVIE KAUFFMANN.

ESPAGNE : épilogue d'un enlèvement

La petite Mélodie a été libérée près de Gibraltar

Quatre Français parmi les ravisseurs

ESTEPONA
de notre envoyé spécial

Mélodie est libre et en bonne santé. Onze jours après son enlèvement, la petite fille du multimillionnaire Raymond Nakachian et de la princesse Kimera, la chanteuse sud-coréenne, a été libérée le vendredi 20 novembre, à l'aube, par les GEO, les groupes spéciaux d'intervention de la police espagnole.

Vers 4 heures du matin les parents de Mélodie quittaient discrètement leur résidence proche d'Estepona pour se rendre au commissariat de police situé dans le centre de la ville. Une heure et demie plus tard une caravane d'une demi-douzaine de voitures se rangeait face à l'édifice. Accompagnée de deux commissaires de police, Mélodie était immédiatement remise saine et sauve à ses parents, tandis qu'une personne arrêtée, apparemment blessée, était conduite à l'hôpital du poste de police. Ce n'est toutefois que vers 6 h 30, lorsque la famille Nakachian regagnait, au complet cette fois, sa résidence, que les journalistes qui battaient la semelle jour et nuit devant la porte allaient apprendre la bonne nouvelle à l'Espagne tout entière, après avoir accueilli en applaudissant le retour de la petite fille.

Les GEO ont investi, peu après 5 heures du matin, un appartement de la ville de San Roque, non loin de Gibraltar, où était retenue la petite fille. L'affrontement avec les ravisseurs, qui étaient apparemment au nombre de cinq, dont quatre de nationalité française, semble avoir été violent, un des malfaiteurs aurait été grièvement blessé. Selon les premières informations de la police d'Estepona, il s'agirait d'un groupe formé de délinquants relativement connus, qui a déjà opéré à plusieurs

reprises en Espagne et en France, et que les forces de la police espagnole ont étroitement surveillé depuis quarante-huit heures (1). Les ravisseurs n'avaient apparemment aucun rapport particulier avec la famille Nakachian.

Pourtant durant la journée de jeudi, rien ne permettait de prévoir un dénouement rapide et heureux. Une cinquantaine de journalistes et de curieux montaient en permanence la garde devant la porte de la luxueuse résidence des Nakachian avec son patio néo-colonial tout en colonnades, son jardin tropical et son lac artificiel. Les nouvelles étaient rares. On savait seulement que les ravisseurs avaient réduit leurs exigences, la demande de rançon étant passée de 13 à 5 millions de dollars. Tout permettait de croire pourtant que Raymond Nakachian, aidé par des proches, était en passe de rassembler cette somme qui n'a finalement pas été versée.

Jedi soir, la princesse Kimera était brièvement apparue devant les journalistes. Pâle, les yeux cachés par des lunettes noires, soutenue par un avocat de la famille et portant à la main une paire de sandales de Mélodie. « Oubliez ce que l'on dit, que nous sommes millionnaires. Ce n'est pas l'argent qui a fait Mélodie, c'est l'amour qui l'a faite. Mélodie, c'est toute notre vie », s'exclamait-elle en français. Elle était visiblement à bout de nerfs. Elle ignorait encore à ce moment que la police espagnole commençait à monter le dispositif qui allait permettre, douze heures plus tard, de libérer sa fille.

THIERRY MALINIAK.

(1) Angel Garcia Mendonza, l'un des ravisseurs, dont les policiers espagnols ont communiqué l'identité, avait été condamné en France pour homicide à dix ans de réclusion criminelle, apprend-on de bonnes sources à Paris.

Un visa népalais ?
C'est 10 dollars
à l'arrivée !

36.16 NF

Je m'informe comme je veux sur minitel

NOUVELLES
FRONTIERES

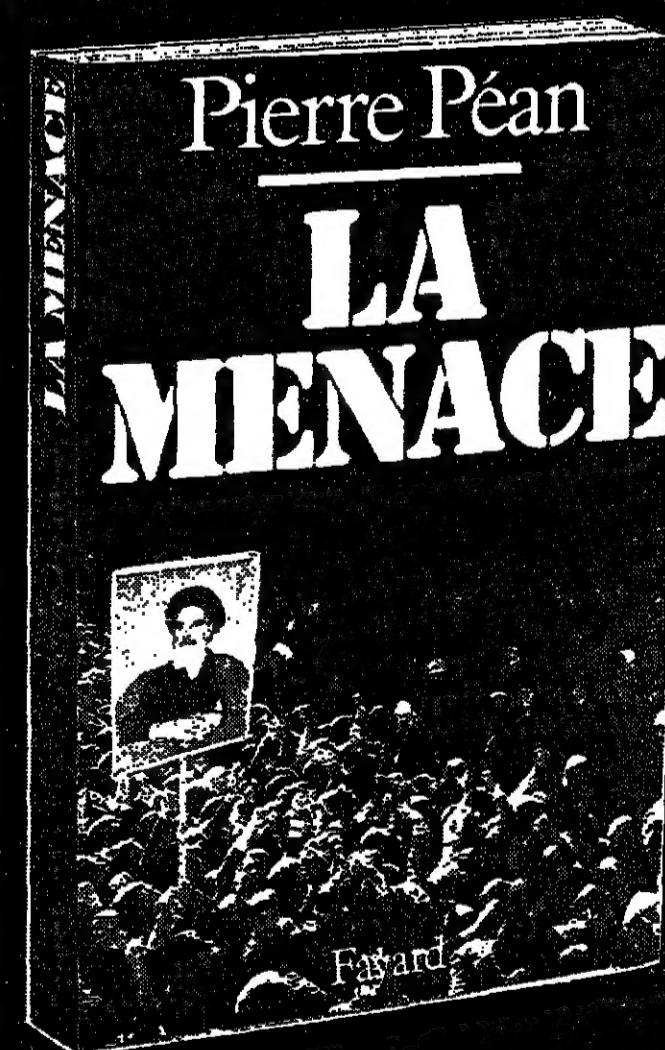
Le Monde
sur minitel

BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE

PIERRE
PÉAN
ouvre
tous les dossiers
des "affaires"
franco-iraniennes
dans
LA MENACE
en librairie aujourd'hui.



306 pages
95F

FAYARD

Asie

INDE

Amnesty International accuse la police d'avoir perpétré des massacres en Uttar-Pradesh

Dans un rapport diffusé vendredi 20 novembre, Amnesty International accuse la « police armée provinciale » d'avoir « délibérément tué des dizaines de civils non armés et fait disparaître des dizaines d'autres personnes » dans l'Etat d'Uttar-Pradesh (nord de l'Inde). L'organisation humanitaire affirme que ces abus sont imputables à ce corps, qui avait été appelé en renfort, en mai 1987, à Meerut — ville située à 60 kilomètres au nord-est de New-Delhi — pour mettre fin à des violences entre les communautés hindoues et musulmanes.

Amnesty fait notamment état de deux incidents. Le 22 mai, affirme son rapport, « plusieurs centaines d'hommes résidents dans le quartier Hashimpura à Meerut ont été emmenés dans des camions par la police armée provinciale. La plupart se sont retrouvés dans des postes de police ou dans des prisons ; une douzaine d'entre eux ont été conduits au bord du canal du haut Gange, près de Muradnagar, où, devant des témoins, ils ont été fusillés : les corps ont été jetés dans l'eau ».

● CHINE : défection d'un pilote. — Un pilote chinois a fait défection, le jeudi 19 novembre, et a atterri à Taiwan à bord d'un Mig-19. Il a déclaré que sa décision avait été motivée par le système « pourri et corrompu » de son pays : « Je souhaite faire connaître aux Taïwanais la Chine réelle », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse. Agé de vingt-huit ans, Liu Zhiyuan était chef du 145^e groupe de chasse appartenant à la 49^e division aérienne basée dans le sud-est de la Chine. Il avait atterri jeudi sur la base militaire de Ching-Chuan-Kang, au centre de Taïwan.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

PAKISTAN

Bombardements de Mig afghans

Peshawar. — Dix personnes ont été tuées et vingt-quatre blessées, dont des femmes et des enfants, au cours de bombardements, le jeudi 19 novembre, de plusieurs villages pakistanais par des chasseurs afghans et par des tirs de l'artillerie afghane dans le nord-ouest du pays. Des Mig de l'armée de l'air afghane ont bombardé le village de Sheikh-Baba dans le district de Miamand (au nord de la ville frontalière de Peshawar). Quatre personnes ont été tuées (deux femmes et deux enfants), des réfugiés afghans appartenant à la même famille, selon les mêmes sources.

En outre, six Mig afghans ont traversé la frontière pakistanaise, tuant deux réfugiés afghans et en blessant dix autres dans le district de Bajaur (120 kilomètres au nord de Peshawar). Plus tard, une autre intrusion de chasseurs a fait quatre morts et

dix blessés pakistanais. Au cours de la matinée, l'artillerie a aussi bombardé le district de Banjar. Plusieurs camps de réfugiés afghans se trouvent dans cette région. Plus de deux cent cinquante personnes ont été tuées et environ quatre cents blessées depuis le début de l'attaque par l'armée afghane au cours d'incidents de frontière. — (AFP.)

● SRI-LANKA : l'Inde annonce un cessez-le-feu de quarante-huit heures. — Le ministre d'Etat indien pour les affaires étrangères, M. Karwar Natwar Singh, a annoncé vendredi 20 novembre devant le Parlement basse du Parlement que « le gouvernement a décidé que pendant quarante-huit heures à compter du 21 novembre à 7 heures (02 h 30 TU), la force indienne de maintien de la paix s'abstiendra d'ouvrir le feu de sa propre initiative ».

« Nous espérons », a poursuivi le ministre, que les Tigres de libération de l'Est tamoul (LTTE) saisiront cette occasion pour remettre leurs armes et soutenir sans équivoque l'accord de paix indo-sri-lankais ».

Cette annonce fait suite à la libération, jeudi, de dix-huit soldats indiens détenus par les guérilleros tamouls depuis plus de cinq semaines. — (AFP.)

Proche-Orient

ISRAEL

« Réjouissez-vous de la mort des impies »

Jérusalem. — « Réjouissez-vous de la mort des impies » : c'est ainsi que les juifs ultra-orthodoxes de Jérusalem ont annoncé, en couvrant d'effluves les murs de leur quartier de Méa-Shearim, la mort de l'archéologue israélien Ygal Shilo. Décédé samedi dernier d'un cancer, à l'âge de cinquante ans (le Monde du 17 novembre), il avait été accusé à plusieurs reprises par les orthodoxes de « profanation » pour ses fouilles au cœur de Jérusalem.

« Réjouissez-vous de la mort des impies, Shilo, que le souvenir de son nom soit effacé, n'est plus qu'un tas de chair sans vie. Il est mort dans d'affreuses souffrances. Les flammes de l'Enfer achèveront de lui régler son compte et ses os seront dispersés à jamais. Que tous les

ennemis périssent d'un même sort, ô Seigneur », peut-on lire sur ces affiches.

Au début des années 80, les orthodoxes avaient mené une guerre sans merci contre l'archéologue israélien Ygal Shilo, directeur des fouilles sur le site de l'ancienne cité de David, sur le versant oriental de la montagne du Temple de Salomon, où se dressent aujourd'hui les mosquées d'Omar et d'Al Aqsa.

Les orthodoxes accusaient l'archéologue israélien de « profaner » le sommeil des rois de Judée et du roi David, dont le tombeau, selon la Bible, devrait se trouver dans la cité de David. La famille de l'archéologue et plusieurs députés ont porté plainte. — (AFP.)

A travers le monde

Nigéria

Emeutes à Lagos

Lagos. — Les émeutes contre la police ont transformé, jeudi 19 novembre, le centre de Lagos en ville-fantôme jonchée de barricades et envahie par des nuages de gaz lacrymogène. Alors qu'un hélicoptère survolait la ville, des policiers armés de mitraillettes et de lance-grenades patrouillaient devant les magasins clos du quartier Idumagbo, au plein centre de la capitale, l'un des quartiers les plus actifs de cette ville d'environ 8 millions d'habitants. Selon des témoins, l'émotion a éclaté mardi lorsque des policiers tuèrent deux frères, menuisiers, sans motif apparent. Les émeutes se sont alors juré de les venger en tuant deux policiers. Ils ont d'abord essayé de prendre d'assaut un poste de police central, puis ont érigé des barricades dans tout le quartier, rendant la circulation impossible, et bloquant l'accès au pont Carter, l'un des trois reliant l'île de Lagos avec le reste de la capitale. Mercredi, selon des informations non confirmées, un homme aurait été tué par une balle perdue et un autre grièvement blessé.

Le gouverneur de Lagos a présenté ses condoléances à la famille des deux frères tués mardi tout en appelant au retour à la paix et en promettant la mise en place d'une

commission judiciaire pour déterminer les origines des émeutes. Celle-ci interviendrait au moment où les Nigériens ressentent les effets de la chute des cours du pétrole qui assure 95 % des recettes extérieures du pays. Sous la pression des organismes financiers étrangers, le gouvernement a récemment annoncé qu'il augmenterait les tarifs du téléphone, de l'essence et de l'électricité en dépit d'une forte opposition populaire à ce projet. — (AFP.)

Tchad


Les autorités accusent Alger d'aider la Libye

L'Algérie a envoyé en Libye du personnel d'aviation qui s'ajoute « aux mercenaires que Tripoli recrute au Proche-Orient et au Moyen-Orient », a affirmé, jeudi 19 novembre, à Paris, le ministre tchadien de l'Agriculture, M. Wadal Abdelkader Kamougué. De source tchadienne, on estime à une centaine le nombre de ces « techniciens d'aviation » algériens.

Au cours d'un entretien avec la presse auquel assistait également le commandant en chef des forces armées nationales tchadiennes (FANT), M. Hassan Djamous, le ministre a déploré l'attitude de l'Algérie, qui pourrait, a-t-il dit, jouer un rôle dans le retour à la paix dans la région. L'Algérie, a-t-il rappelé, fait partie du comité ad hoc de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) chargé du conflit.

M. Kamougué a dénoncé d'autre part les violations « quasi quotidiennes » de l'espace aérien tchadien par l'aviation libyenne et a accusé Tripoli de profiter de la trêve actuelle « pour se renforcer sur tous les fronts ».

M. Hassan Djamous a estimé pour sa part à quelque 5 000 hommes — légion islamique comprise — les forces libyennes concentrées dans la région sud-est du Tchad. « Des éléments libyens, a-t-il précisé, ont été repérés très au sud du Soudan, non loin de la frontière de la République centrafricaine ».



PEUGEOT
Darl'mat
PEUGEOT TALBOT
146 BOULEVARD DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80



Passages. 5748 années de recul sur l'actualité.



CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Passages

16 JOURS DE CÉLÉBRATION DES 1000

CHAQUE MOIS 35 F

Politique

La Monde • Samedi 21 novembre 1987 7

Le financement des partis politiques Une moralisation à la carte

C'est le jeudi 26 novembre que doit avoir lieu, à l'hôtel Matignon, la table ronde sur la moralisation de la vie politique. Il s'agit en fait d'une première prise de contact destinée à dégrossir un sujet — le financement des partis — qui ne manque pas d'ampleur. Pour l'instant, il semble que le plafonnement des dépenses électorales soit, selon la formule du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. André Rossinot, « le plus petit dénominateur commun ».

Moraliser la vie politique : vaste ambition qui ne peut se limiter au traitement du dossier du financement des partis, et encore moins à un débat sur la nécessité — ou non — de leur accorder une aide de l'Etat et donc des contribuables. Patrie des élus, coût des campagnes électorales et origine des recettes des candidats, subvention des fonds publics, encouragement des bureaux aux dons des individus et des entreprises, contrôle de l'origine de ces masses financières et de leur utilisation. Autant de questions qui, en fait, forment un tout et auxquelles il faut d'abord aussi ajouter la nécessaire réglementation des « indemnités » des élus locaux pour mettre fin aux inégalités, autant d'éléments que les dirigeants politiques vont pouvoir agréger globalement ou partiellement. Car, à l'image des nombreuses propositions déjà préparées, l'éventuel projet qui pourrait sortir des conversations de Matignon n'aborderait que quelques-uns des aspects du dossier. Satisfaisant serait ainsi — apparemment — d'inscrire dans la loi la moralisation sans que le problème soit véritablement résolu.

Le patrimoine des hommes politiques. — Elus et gouvernants sont tous plus ou moins accusés de s'enrichir pendant leur passage au pouvoir. Pour la plupart d'entre eux, ce n'est pas le cas. Loin s'en faut. D'où l'idée, pour que l'opinion communique la réalité, de contraindre les hommes politiques à publier l'état de leur fortune et de leurs ressources lorsqu'ils entrent en fonction et lorsqu'ils demandent le renouvellement de leur mandat. Dans un pays où chacun camoufle sa feuille de paie, ce serait une révolution. Nombreux sont les élus qui ont peur de cette mise au jour de leur portefeuille, mais est-il possible de faire autrement si l'on veut faire cesser l'opprobre que les travers de quelques-uns jettent sur la totalité de la classe politique ? Les socialistes avaient en 1982 déposé une proposition de loi en ce sens.

M. Jean-Pierre Delalande, un député RPR, a fait de même en 1986. Le Parti communiste y est favorable. Même M. Pierre Messmer, pourtant réticent devant toute

législation sur le financement, n'est pas opposé à cette idée, bien qu'il estime que la loi ne peut guère régler ce qui relève du comportement moral de chacun. Un relatif consensus pourrait donc se dégager sur ce thème.

Le financement des campagnes : la croissance exponentielle des dépenses des candidats fait peur à tous. D'autant que chacun sait bien que les revenus des postulants à une charge électorale ne peuvent suffire à faire face au coût de leur propagande. Les dons militants qu'ils reçoivent ne peuvent constituer qu'une part infime de leurs recettes. Aussi nul n'ignore qu'ils sont réduits à rechercher des financements occultes : paves publicitaires payées par les entreprises amies, contributions des bureaux d'études par lesquels sont contraintes de passer les sociétés qui veulent travailler pour les collectivités locales dirigées par les amis du candidat, etc.

Première manière de mettre fin à ces pratiques, ou au moins de les limiter : instituer un plafond aux dépenses électorales. C'est ce que prévoit le projet de loi. Mais le contrôle est difficile. D'autant que plusieurs candidats à la prochaine élection présidentielle, voire aux législatives qui pourraient suivre, ont déjà mis de côté de confortables matelas financiers. Accepteraient-ils de ne pas dépenser tout l'argent ainsi amassé ?

Cependant, ceux qui ont réfléchi au sujet sont d'accord pour accroître l'aide de l'Etat aux candidats, aide qui se limite pour l'instant au remboursement des dépenses obligatoires de la campagne officielle. L'accroissement de subventions sur fonds publics serait assorti de l'obligation de rendre public un état précis des recettes et des dépenses, avec le contrôle des comptabilités.

Pour éviter les financements occultes, le plus simple est de les rendre publics. Toutes les propositions de loi déposées obligent donc les candidats à publier la liste des personnes leur ayant octroyé des dons ou des legs. Pour éviter que ces dons ne passent par des mécanismes à la limite de l'illégalité, ils seraient non seulement autorisés, mais fiscalement encouragés par la suppression, dans ce cas, des droits de mutation à titre gratuit, et surtout — l'idée fait l'objet d'un consensus — par la possibilité pour les personnes physiques et morales de déduire de leurs revenus imposables une partie de ces dons (en général 1 % du revenu pour les premières ; 1 % du chiffre d'affaires pour les secondes). Pour éviter qu'un candidat ne soit trop dépendant vis-à-vis d'un groupe, M. Philippe Vasseur, député UDF, et M. Delalande proposent de plafonner les sommes que chacun pourra recevoir d'une même personne.

Le financement des partis : le problème est sensiblement identique. Avec cette difficulté supplémentaire que les partis français ne disposent pas d'un statut spécifique, contrairement aux syndicats. Ils sont réduits soit à l'association loi de 1901, qui ne correspond guère à leurs besoins, soit à des organisations de fait, sans base juridique. Nombreuses sont donc les propositions qui commencent par prévoir un statut pour les partis. Mais le problème soulevé est si vaste que son règlement n'est pas aisé. Prendre qu'ils ne vivent qu'avec les cotisations de leurs militants et de leurs élus relève de la fiction. Ils procèdent en fait comme les candidats.

Si toutes les propositions prévoient un système d'incitation aux dons fiscaux identique à celui prévu pour les candidats à des élections, le débat porte sur la possibilité d'une aide permanente et directe de l'Etat, comme celui-ci le fait avec les syndicats.

La réaction des contribuables fait peur à beaucoup. Le PC ne veut pas entendre parler d'une telle aide. La plupart des dirigeants du RPR y sont aussi opposés. L'UDF, comme le PS, est divisée. En revanche, la plupart des propositions obligent les partis à rendre public l'état de leur trésorerie, en général en confiant le soin de la contrôler à un commissaire aux comptes et à la Cour des comptes. Faut-il encore ne pas mettre à mal la Constitution, qui reconnaît le rôle des partis, mais prévoit qu'ils « exercent leur activité librement ». On voit la difficulté de la tâche.

La carte est donc vaste pour ceux qui veulent moraliser la vie politique. Les bêtes de Matignon, puis le gouvernement, pourront y piocher. Mais ce qui convient à tous ne risque-t-il pas de devenir un « programme minimum » sans portée réelle ?

THIERRY BRÉHIER.

Le comité directeur du PS

M. Jean-Pierre Chevènement tente de se frayer un chemin « à gauche »

Le PS réunit son comité directeur à Paris, le samedi 21 et le dimanche 22 novembre. Le point essentiel de l'ordre du jour est l'adoption du projet de programme du PS pour l'élection présidentielle avec les amendements apportés tant par la « base », à laquelle ce document a été soumis, que par les courants constitués. Le projet redescendra à la « base » qui votera sur le texte qui sera définitivement adopté lors d'une convention nationale le 16 janvier 1988.

Pour la première réunion du « parlement » du PS ouverte à la presse, on s'acheminait vers un « bras de fer » entre M. Jean-Pierre Chevènement, d'une part, MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, de l'autre. M. Jean-Popereau, ancien numéro deux du PS, jouera les francs-tireurs et les rôtisseurs seront les observateurs.

Depuis que le processus de discussion des propositions socialistes a commencé, l'ex-CERES multiplie les manifestations de désaccord et de mauvaise humeur. Les amis de M. Chevènement répètent que ce texte n'a pas de « colonne vertébrale » ou d'« axe stratégique » et qu'il est frappé d'une incapacité congénitale à mobiliser qui ce soit.

Jeudi, les troupes de Socialisme et République sont passées du harcèlement à l'offensive en déposant un texte (le Monde du 20 novembre). Cet amendement élargit le développement des thèses volontaristes de l'ex-CERES, notamment sur l'emploi. Il prévoit aussi la dissolution de l'Assemblée nationale en cas de victoire de la gauche en 1988.

Pour les amis de M. Chevènement, tout est là, car le nouveau gouvernement devra se donner les moyens politiques nécessaires à une

« grande ambition ». Ils affirment vouloir une majorité « de gauche » — et non une majorité composite — pour mener ce qu'ils jugent être une véritable politique « de gauche ».

En privé, les amis de M. Chevènement critiquent le premier secrétaire du PS en affirmant qu'il faut un « nouvel élan » pour la France et non un « nouvel équilibre » (expression utilisée par M. Jospin lors de « L'heure de vérité » d'A 2, le 7 octobre) qui n'est, pour eux, qu'un nouvel avatar de l'« extrême centre » qu'aime à dénoncer M. Chevènement.

M. Jospin, de son côté, dénonce une opération tactique, qui, selon lui, durera ce qui durera la candidature de M. Chevènement et vise surtout — dans une tentative un peu « désespérée » — à crédibiliser cette candidature.

Quant à la dissolution « automatique », M. Jospin affirme que l'ex-CERES ne devrait pas remettre cette question sur le tapis : le congrès de Lille a décidé à l'unanimité, rappelle-t-il, de garder le silence sur ce choix qui relève des prérogatives présidentielles. Ce qui a été décidé en avril est toujours en vigueur.

En fait, M. Jospin ne met certes pas en cause l'« ancrage à gauche » du PS — véritable « tabou » dans le parti né à Epingle — et qui correspond, de toute façon, à ses propres choix politiques. Mais il entend exprimer une vision pragmatique des choses, et surtout éviter tout ce qui pourrait entraver la liberté de manœuvre de M. Mitterrand, s'il est candidat et réélu. En outre, M. Jospin pense qu'on ne récolte que des inconvénients à vouloir trop tôt ses batteries alors qu'on ne connaît même pas la configuration du champ de bataille.

La culture du gouvernement

Quant à M. Mauroy, il ne décoiffe pas. L'entourage du maire de Lille estime que les thèses défendues par l'ex-CERES « nient la culture de gouvernement du parti ». Enfin, parmi les proches de M. Rocard, on remarque que, sur certains aspects, ce texte ramène à l'avant-1981.

A l'évidence, les préoccupations tactiques ne sont pas absentes de la démarche de l'ex-CERES, qui entend faire la « synthèse » avec la majorité du parti, mais... pas tout de suite. Le courant de M. Chevènement, qui avait hésité à se compter au dernier congrès, veut disposer, grâce au vote des militants, d'un « test » du poids de son chef de file dans le parti. Mais les amis de M. Chevènement sont aussi convaincus de défendre une orientation différente de celle de M. Jospin, comme le dit cruellement l'un d'eux, « il n'est pas possible de renouveler l'opération « force tranquille » ».

Le créneau ainsi choisi par l'ex-CERES existe bien, mais il est étroit. M. Chevènement veut faire valoir sa différence et prendre date. Les déclarations de M. Jacques Delors, largement jugées maladroites lui offrent l'occasion d'agiter l'épouvantail de la dérive droitiste. Sur un autre plan, il sait que de nombreux militants de base ont trouvé leur premier secrétaire un peu « mou » lors de sa dernière « Heure de vérité ». Mais, six mois

avant une élection présidentielle, ce n'est vraiment pas le moment d'apparaître comme le « diviseur » des socialistes ou celui qui met le parti, voire le président, en difficulté.

M. Jean Popereau est, lui, à mi-chemin entre MM. Chevènement et Jospin. Comme l'ancien ministre, il pense que le président de gauche élu en 1988 devrait dissoudre l'Assemblée nationale. Mais comme le premier secrétaire, il juge que la règle de silence définie au congrès de Lille continue à s'appliquer.

M. Rocard « consensuel »

Sur le fond, M. Popereau a préparé un amendement de trois feuillets qui développe, une nouvelle fois, l'idée d'un nouveau « contrat » que les forces vives du pays pourraient passer après 1988. Il y ajoute le souhait que le PS lance dès maintenant un appel à la conclusion d'un tel contrat, une fois l'échéance venue. L'enjeu, c'est que M. Jospin — tout en affirmant, paradoxalement, une large communauté de vues avec son ancien numéro deux — n'a jamais cru au caractère opératoire de cette « machine ».

Dans ces conditions, si les uns et les autres campent sur les positions qu'ils ont annoncées, la commission des résolutions qui, comme d'habitude, se réunira samedi, risque d'être agitée et infructueuse. Les militants pourraient donc avoir à voter sur un texte principal assorti de deux variantes, la variante Socialisme et République et la variante Popereau.

La commission des résolutions devra aussi se pencher sur les multiples amendements « classiques » demandés par la « base » ou déposés par les courants constitués. Ceux, par exemple, des rôtisseurs, qui visent à « rajouter un peu de socialisme et de modernité », comme le dit M. Gérard Fuchs. Une fois n'est pas coutume, les rôtisseurs ne seront pas sous les feux de la rampe. Leur tonalité sera simple et consensuelle : « L'essentiel, c'est de gagner l'élection présidentielle ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Quilès et M. Delors

Dans le Monde du 17 novembre, nous avons écrit à propos des réactions provoquées par les déclarations de M. Delors : « Plus ambigu que critique, M. Paul Quilès, sur M. 6, prévoit qu'après l'élection présidentielle, il pourra « se produire un regroupement » des forces politiques ».

L'analyse de M. Quilès était plus complexe : « Si François Mitterrand, a-t-il déclaré, est candidat et élu, ce qui est vraisemblable aujourd'hui, il se produira quelque chose de nouveau sur la scène politique. Ce sera, en effet, la première fois qu'un président de la République aura été élu, que la gauche aura été au pouvoir et s'y sera maintenue, qu'il y aura eu une période de cohabitation entre la droite et la gauche et qu'il y aura des divisions durables au sein de la droite, puisqu'un candidat de droite aura été battu au premier tour et un autre au second. Alors, à mon sens, il pourra y avoir une recombinaison du paysage politique ».

Un 747 lundi soir ?
Y'a de l'espoir !
36.16 NF

Je voyage comme je veux sur minitel

NOUVELLES FRONTIÈRES

du vendredi 20 novembre au Samedi 28 novembre

LE NOUVEAU DÉFI

FOURRURES DU NORD

A NOS CAISSES

remboursement intégral de la TVA

SUR TOUTES LES FOURRURES

25% sur tous les articles avec T.V.A. normale. 15% sur tous les articles avec T.V.A. majorée

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10^e
PRES GARE du NORD

100, Av. Paul Doumer PARIS 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H, SANS INTERRUPTION

exceptionnel MAGASINS OUVERTS DIMANCHE 22 NOVEMBRE de 9h à 19h

REPRISE en compte de vos fourrures anciennes au plus haut cours

Garantie totale sur tous vos achats

Service après vente

Possibilité de CREDIT sans apport initial

M. Giscard d'Estaing

oui, si

Intervenant le jeudi 19 novembre devant l'Assemblée des républicains indépendants, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, à propos du financement des partis : « Si l'Assemblée nationale est saisie d'un projet raisonnable sur ce sujet, il va de soi que je le voterai. » Rappelant qu'il s'était lui-même préoccupé de ce problème dès juin 1978, l'ancien président de la République a ajouté qu'« après sept ans de retard pris sur ce sujet, il est souhaitable de rouvrir le dossier d'une modernisation indispensable de la vie politique de notre pays ».

M. Joxe

main tendue

S'exprimant le jeudi 19 novembre sur Antenne 2, M. Pierre Joxe a « tendu la main » à M. Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, pour que les députés UDF votent avec les socialistes sa proposition de loi sur la mode de financement des partis politiques : « Je lui dis : allons-y, nous avons un projet qui peut être voté rapidement, et il suffirait que soixante-quinze députés viennent voter avec les députés socialistes pour que ce soit adopté. » M. Vasseur a répondu qu'il serait tout à fait heureux qu'un texte soit voté par une importante majorité, car cela dépasserait les clivages traditionnels.

M. Mégret

inconsistance

M. Bruno Mégret, directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen,

a estimé le jeudi 19 novembre que « l'ambition de M. Chirac de créer un consensus sur le financement des partis politiques est à la mesure de son incohérence ». Selon le député FN de l'Isère, « en voulant créer à des fins politiciennes un consensus sur l'accessoire, M. Chirac accentue le discrédit de la classe politique qu'il voulait pourtant masquer ».

M. Léotard

péril en la demeure

M. François Léotard a tiré, le jeudi 19 novembre sur France-Inter, la sonnette d'alarme. « La seule menace qui pèse sur la majorité, a-t-il déclaré, c'est elle-même. » Si la majorité, a-t-il expliqué, n'est pas assurée aujourd'hui de son succès, « c'est uniquement de son propre fait. Les sondages montrent que les reports de voix au deuxième tour sont mauvais, c'est le problème-clé de l'élection présidentielle ». Pour le secrétaire général du PR, il y a donc « tout à fait péril en la demeure ».

M. Bérégovoy

trouver des alliés

Constatant « qu'il n'existe pas aujourd'hui de majorité de gouvernement en France ni à gauche ni à droite » et que la droite « ne peut être majoritaire qu'avec le concours du Front national », M. Pierre Bérégovoy explique, dans un entretien à l'Expansion, « que la nécessité conduit donc vers une nouvelle majorité regroupée autour des socialistes, c'est-à-dire que le PS doit trouver des alliés ». A cet égard, a ajouté l'ancien ministre, « ce qui se passera au deuxième tour de l'élection présidentielle sera déterminant ».

Politique

Un test électoral à Marseille

La majorité unie face à l'extrême droite dispersée et à des socialistes provisoirement réconciliés

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Marseille-Tourcoing, mêmes combinaisons politiques ? Comme dans le Nord en octobre dernier, cette élection marseillaise est caractérisée par des candidatures multiples à l'extrême droite. En plus de la représentante officielle du Front national, M^{me} Danielle Douchard, deux autres candidats du même bord, l'un du Parti nationaliste français (PNF), l'autre de l'association Objectif France, se sont en effet alignés dans la compétition et s'ajoutent, aux franges de la majorité, à celui du CNF. Le FN a vigoureusement dénoncé ces « candidatures de division et de dispersion », que M. Pascal Arrighi, député des Bouches-du-Rhône et secrétaire général de la nouvelle fédération léniniste de Marseille-Ville, accuse le ministre de l'Intérieur d'avoir « téléguidées ».

A la différence de Tourcoing, toutefois, ces rivaux du Front national, qui mènent campagne contre l'immigration, ont été régulièrement investis par leurs instances nationales.

Côté majorité, c'est, en revanche, l'union qui a prévalu, après que le RPR eut accepté — non sans quelques grincements de dents dans ses

Une élection cantonale partielle, dont le premier tour aura lieu le dimanche 22 novembre, est organisée dans le vingt-huitième canton de Marseille à la suite du décès, le 3 octobre dernier, du titulaire du siège, M. André Mattei (RPR).

Neuf candidats, dont trois d'extrême droite, sont présents dans ce scrutin qui permettra essentiellement de mesurer le rapport des forces politiques locales avant les prochaines élections municipales. A cinq mois de l'élection présidentielle, cette consultation aura également valeur de test national pour les reports de voix entre le Front national et la majorité dans un canton situé au cœur de la circonscription de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale.

— de cautionner la candidature de M. Robert Assante, un proche collaborateur de M. Gaudin, et conseiller municipal PR de Marseille. Largement distancé dans ce canton par l'UDF aux élections législatives de 1986 (il avait obtenu 6,79 % des suffrages exprimés), le parti de M. Chirac a préféré s'effacer en obtenant l'assurance que ses partenaires lui renverront l'ascenseur lors des prochaines élections cantonales d'octobre 1988.

A gauche, la désignation du candidat socialiste a donné lieu à un affrontement désormais classique entre pezetistes et defferristes (regroupés) autour du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux. Grâce à l'appui de M. Charles-

Emile Loo, patron du quartier sud de Marseille, intéressé par le scrutin, M. André Manivet, ancien élu du canton de 1973 à 1982 et ancien conseiller municipal (neveu de M. Loo), l'a finalement emporté sur le candidat de M. Pezet. Les conseillers du PC seront défendus par M. Robert Allione, un militant chevronné, membre du comité central du PCF, et président du groupe communiste du conseil régional. Des deux autres candidats en présence, seul celui des « verts », M. Monnier-Besombes, sollicitera effectivement les suffrages des électeurs; l'autre, également écologiste, n'a pas déposé de bulletin de vote.

L'engagement de M. Gaudin

En 1982, M. Mattei avait été élu au second tour de scrutin face à M. Manivet avec 52,68 % des suffrages exprimés. Depuis, l'écart s'est creusé entre la gauche et la droite, laquelle, avec le Front national (20,71 %), a recueilli au total environ 60 % des voix aux élections législatives de 1986.

Compte tenu du caractère de l'élection et du fait que le canton fait partie de la série renouvelable dans dix mois, le taux d'abstentions pourrait être beaucoup plus élevé qu'il y a cinq ans, où il atteignait déjà 43,29 % au premier tour de scrutin.

Dans ces conditions, le Front national n'est pas certain de pouvoir franchir la barre des 12,5 % d'in-

crits lui permettant éventuellement de se maintenir au second tour. S'il y parvenait en réalisant un score honorable, M. Gaudin pourrait être obligé d'entreprendre avec lui de pénibles négociations. M. Arrighi a toutefois laissé entendre qu'il ne ferait pas le jeu de la gauche sans préciser s'il opterait pour un retrait pur et simple de sa candidature ou un désistement de celle-ci en faveur de M. Assante.

Quel qu'il en soit, un mauvais report des voix des électeurs du Front national pourrait handicaper le candidat de M. Gaudin, en dépit de l'avance qu'il possède théoriquement sur la gauche. Or le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale ne peut pas envisager d'être éventuellement mis en échec dans son fief alors qu'il s'est totalement engagé dans la campagne.

Rival malheureux de M. Gaudin en 1978 et 1981, M. Loo est le premier à guetter cette contre-performance. Mais les résultats de l'élection — probablement la seule consultation locale à Marseille avant 1988 — serviront d'étalon pour tous les partis dans la perspective des municipales. Cela explique les efforts déployés à gauche comme à droite. On a pu voir ainsi les pezetistes et les defferristes soudainement réconciliés pour soutenir en force M. Manivet, que sont venus ou qui viendront épauler MM. Georges Sarre, Louis Mennaz et Lionel Joseph.

Le PC lui aussi mène pour la première fois dans ce canton, où il n'a obtenu que 9 % des voix en 1986, une campagne offensive qui lui sert à la fois à roder ses thèmes nationaux pour l'élection présidentielle et à se présenter comme le seul véritable rempart contre l'extrême droite sur le plan local. La droite, enfin, a mobilisé deux ministres, MM. François Léotard et Christian Monory, ainsi que le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, pour propulser plus sûrement son candidat vers la victoire.

GUY PORTE.

En Côte-d'Ivoire

M. Michel Aurillac s'en prend à « la politique désinvolte » de ses prédécesseurs

ABIDJAN
de notre envoyé spécial

Le million et demi de Français vivant à l'étranger ne sera pas oublié pendant la campagne pour l'élection présidentielle. Avant même que celle-ci ne commence officiellement, M. Aurillac, ministre de la coopération, leur a consacré quelques heures d'un emploi du temps particulièrement chargé au cours d'une tournée au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et en Zambie, qui devait s'achever le jeudi 19 novembre.

A Abidjan, mardi soir, cette rencontre a pris aux débuts les allures d'un véritable meeting franco-ivoirien en terre ivoirienne, et cela avec l'accord implicite des autorités locales. Quelque mille quatre cents personnes étaient assises dans l'immense Palais des congrès de l'hôtel Ivoire pour un dîner à l'invitation du comité de soutien à la candidature de M. Chirac, de la délégation RPR en Côte-d'Ivoire et du Club 89 d'Abidjan.

A la table d'honneur, le gouverneur Mairay, ancien administrateur de la France d'outre-mer, aujourd'hui directeur du cabinet de M. Houphouët-Boigny. Il a la double nationalité et il est venu en tant que Français, mais, souligne à l'unisson les organisateurs, « s'il a fait le déplacement, c'est évidemment avec l'accord du président ».

Dès le début de son discours ouvert par l'hymne national ivoirien et le Marseillais, M. Aurillac rappelle que la première visite de M. Chirac à l'étranger après mars 1986 fut réservée à M. Houphouët-Boigny. Ce fut, dit-il, « la rupture d'une politique désinvolte à l'égard des meilleurs amis de la France ». Précisant sa pensée, il a fait état des critiques de la presse socialiste

(dans l'Unité) qui avaient agacé le président ivoirien au point qu'il hésite à se rendre au sommet franco-africain de Lomé, en novembre 1988.

Le thème du discours est amorcé facilement : « Une bonne politique de coopération (à laquelle est intéressé l'auditoire), ça repose sur un pays qui gagne chez lui ». Bilan de l'action gouvernementale, appel à l'union entre « les deux composantes de la majorité » (une désignation de l'UDF est dans la salle), tout ce qui est dit ensuite pourrait être presque dans les mêmes termes à Châteauroux, circonscription de l'orateur. Mais, ensuite, les questions ont un caractère bien local : statut de coopérants, couverture sociale, service militaire. Une assise des dispositions fiscales qui assimilent la maison, en France, d'un expatrié à une résidence secondaire vont être réexaminées par le gouvernement.

Un argument de poids pour convaincre les indécis. Ici on est entre amis, mais il reste tous les autres, ces quelque trente mille Français recensés en Côte-d'Ivoire qui ne se font pas tous inscrire sur les listes électorales. Une population « marginale » dont les voix pourraient peser lourd dans un scrutin serré.

M. Charles Pasqua viendra enfoncer le clou à Abidjan à la fin du mois. M. Raymond Barre lui succédera en décembre pour faire entendre sa propre musique. De bons moments en perspective en plus de cette soirée « exceptionnellement nouvelle », à laquelle le bulletin de liaison du RPR invite, pour le 20 novembre, date de l'arrivée en Afrique noire du nouveau et précieux liquide.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

La bataille de l'union

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Pour l'élection, on verra. Mais pour l'avant-élection, le candidat Robert Assante aura eu une peine à faire piler tous les aspirants conseillers généraux de France. A d'autres les petites campagnes urbaines, poussées et invisibles, bornées par les querelles de parcmètres, les misères des HLM et les tragédies de la vie.

Dans le canton XX A de Marseille, il fallait faire fort, pour l'un des chouchous politiques de M. Jean-Claude Gaudin. Au cœur de son fief de député suppléant. Et en vue du port des municipales de 1989. A quoi rêve-t-il Jean-Claude, sinon de se voir coiffé une fois pour toutes du légendaire chapeau de feu son ennemi intime Gaston ?

Pas de lézine donc. En plus de l'ordinaire pré-électoral, qui à Marseille a toujours un arrière-goût de Front national plus prononcé qu'ailleurs, et pour tenter d'exorciser les démons d'une abstention excessive qui pourrait être ravageuse, le candidat Assante s'est vu offrir, le jeudi 19 novembre, une descente de députés comme on en voit peu en semblables circonstances.

L'union RPR-UDF, puisqu'un tel il y a, au profit, ici, de l'UDF, avait revêtu la forme d'une escouade virevoltante, « Rien que des députés », répétait à l'envi « Jean-Claude », ravi,

en les présentant à tour de bras aux commerçants du centre commercial de Bonneveine qui n'en avaient jamais tant vu qu'à la fois, les jours d'affluence ordinaire à l'Assemblée.

Ceux du coin, et deux d'ailleurs : M. Willi Dimeglio, UDF montpelliérain et initiateur de cette première étape de la croisade de l'union. Plus deux boute-en-train du RPR : MM. Jean-Pierre Bechter (Corrèze) et Pierre Delmar (Haute-Provence) nés, à l'évidence, pour vendre aux populations des candidats de l'UDF.

M. Robert Assante n'en revenait pas. Huit députés, affaînés à ses côtés pour fonder sur tout ce qui bougeait : colifours, marchands de tout ce que l'on veut et même des quatre saisons.

Et comme si tout cela ne suffisait pas pour creuser la différence entre lui et ses huit adversaires du 22 novembre, le candidat de l'UDF se retrouvait l'après-midi, toujours en brillante compagnie, associé à une remise de diplômes à des scaphandriers militaires d'Abou-Dhabi formés sur son fief, à l'Institut national de plongée professionnelle. Un candidat aux cantonales qui touche aux rives d'une aussi lointaine reconnaissance internationale, entouré d'un bataillon de parlementaires : où trouver semblable merveille, sinon à Marseille ?

MICHEL KAJMAN.

L'affaire Luchaire

M. Péricard (RPR) : trahison !

L'affaire Luchaire a été évoquée par M. Michel Péricard, député RPR des Yvelines, le mercredi 18 novembre à l'Assemblée nationale, lors de la séance hebdomadaire des questions d'actualité au gouvernement. Le maire de Saint-Germain a estimé que, dans son intervention radiophonique de l'avant-veille, le président de la République n'a pas nié les ventes d'armes à l'Iran « mais » ne savait rien.

Ironisant sur le fait que MM. Mauroy, Fabius et Hérault semblaient être dans la même situation, M. Péricard a demandé : « Alors qui ? Qui donnait les ordres ? Qui a pris cette épouvantable responsabilité ? Rejetant par avance, la mise en cause de « collaborateurs subalternes », de simples exécutants des responsabilités d'Etat », il a souligné, « au nom du groupe RPR, que face à ce qui est non pas une bande d'affaires mais une trahison, nous ne sommes pas décidés à nous taire ! ». Ces propos ont provo-

qué des applaudissements nourris sur les bancs RPR et UDF.

S'exprimant au nom de M. André Giraud, en voyage officiel au sultanat d'Oman, d'où il rejoindra les marins du groupe aéronaval de la marine nationale dans le golfe Arabo-Persique, M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, a répondu qu'une instruction judiciaire est en cours et qu'il ne pouvait s'y substituer.

Il a affirmé que « les services administratifs chargés de suivre les dossiers d'exportations d'armes [...] sont intervenus pour signaler des anomalies et ont fait part de leurs doutes et interrogations quant à la destination réelle de certains chargements de la société Luchaire », à partir du 30 décembre 1982. « Les éléments dont nous disposons, a poursuivi M. Boyon, ne nous permettent pas de savoir quel usage a été fait de ces notes par leurs destinataires. »

Les retards de l'outre-mer français

MALGRÉ l'outrance de certains de ses propos, M. Jacques Chirac fait mouche quand il affirme que, de 1981 à 1986, la gauche s'est trompée de priorité en se polarisant outre-mer sur les réformes institutionnelles au détriment des problèmes économiques et sociaux.

Les socialistes estimaient en effet que, dans ces terres lointaines qui traînent les séquelles de l'époque coloniale, le progrès économique et social passait impérativement par la mise en place de nouvelles structures politiques établissant de nouveaux rapports entre l'Etat et les élus locaux.

La démonstration n'a pas été convaincante et la gauche a alors perdu outre-mer aussi la capacité de séduction. C'est peut-être même sur ce terrain que son échec s'est révélé le plus manifeste : si l'ormesure le décalage entre les espérances qu'elle avait fait naître et la persistance d'inégalités intolérables au regard des impératifs de la solidarité nationale.

Qu'il faille encore, à la Réunion et dans les autres départements d'outre-mer où le chômage est deux ou trois fois plus élevé qu'en métropole, justifier d'un emploi pour toucher les allocations familiales constitue une injure à la misère. Tant que de telles anomalies subsisteront, les controverses électorales entre la droite et la gauche apparaîtront déplacées.

Quant à la politique conduite par M. Pons sous l'autorité de M. Chirac, elle sera elle aussi jugée en évaluant ses résultats à l'aune de ses ambitions.

Il reste tellement de retard à rattraper par rapport à la métropole pour faire des citoyens des départements d'outre-mer des Français « à part entière » qu'un tel pari semble impossible à tenir au moment où se profile, à l'horizon 1993, la perspective du marché unique européen.

dont les effets risquent d'aggraver les déséquilibres économiques et sociaux de ces contrées inégales : où trop de bidonvilles cohabitent encore avec un style de vie américain.

Ce ne sont pourtant ni les convergences qui manquent entre les différentes formations politiques sur les objectifs à atteindre, ni les propositions.

Bons sentiments

La Conseil économique et social, par exemple, vient de débattre cette semaine d'un rapport truffé de bonnes notes de travail qui prônent notamment de « mobiliser les populations » et de privilégier le développement dans les secteurs productifs, et non celui du secteur tertiaire.

Au colloque organisé le mercredi 18 novembre au Sénat par la très barriste association France-Outre-mer, sous la présidence de M. Henry Jean-Baptiste, député UDF de Mayotte, les débats ont souligné opportunément la nécessité de profonds changements d'attitude de la part des pouvoirs parisiens certes, mais aussi des pouvoirs locaux.

Tout cela procède de bons sentiments, et peut être positif. A condition d'ajouter qu'outre-mer la question du « rattrapage » n'est pas simplement une affaire de volonté politique et de financement. C'est également une affaire de moralisation, ainsi que le démontrent les multiples querelles sur fond d'affaires.

A quand donc sur ce double thème une réunion des grands partis d'outre-mer à l'hôtel Maitre ?

ALAIN ROLLAT.

Marc Ambroise-Rendu

PARIS-CHIRAC

Prestige d'une ville
ambition d'un homme

... comme dans les films d'action, on entre vite dans l'histoire, celle d'hier et celle d'aujourd'hui, en une succession de séquences rapides qui racontent Paris dans tous ses états. Marc Ambroise-Rendu scrute avec la même acuité son autre personnage, Jacques Chirac, vu comme maire de Paris. Au total, il ressort de cette rencontre que Paris a renforcé ses avantages traditionnels, ceux qui lui donnent puissance et rayonnement, tandis que Jacques Chirac s'est taillé une réputation de gestionnaire, sur le terrain, sans que son image ne soit enfichée ni par des drames sociaux ni par des scandales. Paris-Chirac, pari tenu de part et d'autre.

ANDRÉ LAURENS "LE MONDE"

PLON

CONCOURS
LE MONDE DU VIN
COMMANDEZ
VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F del 17 oct.	N° 2 4,50 F del 19 oct.	N° 3 4,50 F del 20 oct.	N° 4 4,50 F del 21 oct.	N° 5 4,50 F del 22 oct.	N° 6 4,50 F del 23 oct.
N° 7 4,50 F del 24 oct.	N° 8 4,50 F del 25 oct.	N° 9 4,50 F del 26 oct.	N° 10 4,50 F del 27 oct.	N° 11 4,50 F del 28 oct.	N° 12 4,50 F del 29 oct.
N° 13 4,50 F del 30 oct.	N° 14 4,50 F del 31 oct.	N° 15 4,50 F del 1 nov.	N° 16 4,50 F del 2 nov.	N° 17 4,50 F del 3 nov.	N° 18 4,50 F del 4 nov.
N° 19 4,50 F del 5 nov.	N° 20 4,50 F del 6 nov.	N° 21 4,50 F del 7 nov.	N° 22 4,50 F del 8 nov.	N° 23 4,50 F del 9 nov.	N° 24 4,50 F del 10 nov.

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

L'HIS
chez lGenes
Cou
de fe

Un ouvrage ind
un aspect meco
l'histoire sous
Paris

مكتبة المجلد

Société

Le rapport du député RPR Michel Hannoun

Le gouvernement est invité à renforcer la législation contre le racisme

(Suite de la première page.)

Dense, bien écrit, son rapport débouche sur des propositions qui, à défaut d'être toujours originales, sont concrètes et, pour la plupart, applicables rapidement.

M. Hannoun a eu la sagesse de se limiter au racisme, expédiant en quelques pages les autres discriminations qui mériteraient chacune un ouvrage : discriminations dont sont victimes, selon lui, les homosexuels, les handicapés, les femmes, les nomades et les sectes.

Racisme, la France ? Le meurtre odieux et imbécile d'un Algérien à Castres cette semaine n'est pas le premier du genre. Et ce n'est sans doute pas seulement pour faire parler d'eux que des syndicats, des partis et de nombreuses associations, appuyés par des intellectuels et des artistes, organisent une grande manifestation antiraciste à Paris le 29 novembre... Mais le rapport Hannoun montre bien le paradoxe de la situation actuelle.

Prise dans son ensemble, la société française n'a jamais été aussi ouverte. Les idéologies sont en déclin et un nouvel individualisme émerge. « La tolérance est une valeur en hausse », souligne le député de l'Isère. Pourtant, parallèlement, se développent des sentiments de rejet, cristallisés autour de l'immigration maghrébine. Ce n'est pas un racisme de combat fondé sur des certitudes et structuré par une idéologie, mais une sorte de racisme tranquille, reposant plutôt sur l'ébranlement des valeurs collectives. Un racisme qui progresse en creux et n'est pas plus anodin pour autant.

« La peur de soi alimente la haine de l'autre », remarque M. Michel Hannoun. Une peur qui est dirigée beaucoup moins contre les Noirs que contre les Arabes. Comme si ceux-ci étaient plus inquiétants parce que physiquement moins identifiables.

« La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France », constate le rapporteur. Cette maladie se mesure mal. On compte entre cinquante et soixante-dix agressions déclarées par an. Mais le véritable danger réside moins dans le passage à l'acte que dans le « passage au discours », remarque M. Hannoun. « Les racistes ne sont pas tellement plus nombreux qu'hier, mais ils sont sans nul doute plus racistes ». Paradoxalement, le risque le plus grave n'est pas la présence de racistes déclarés mais la « possibilité de contagion vers des gens réceptifs ». L'effort doit donc porter sur ces « racistes mous », ces racistes potentiels.

Éduquer, sanctionner, intégrer

Les mesures proposées par le rapporteur se résument en trois mots : éduquer, sanctionner, intégrer.

M. Hannoun, qui a lu les bons auteurs — notamment Albert Memmi — sait qu'il ne peut pas appeler racisme n'importe quoi sous peine de banaliser cette notion. Il sait aussi que le racisme n'est pas à sens unique et que nul n'y échappe vraiment. « L'antiracisme n'est pas naturel ». C'est une attitude qui s'apprend, et pas seulement à l'école. On pourrait, selon lui, enseigner aussi les droits de l'homme à l'université et y sensibiliser les fonctionnaires.

Le rapporteur souligne que la législation antiraciste française est l'une des plus avancées au monde. Elle mériterait cependant d'être renforcée. En faisant un délit de l'injure non publique à caractère raciste ; en aggravant la peine encourue pour certaines infractions commises en groupe ; en permettant au juge de prononcer des incapacités civiles et politiques en cas de délit raciste et en autorisant les associations à se

constituer partie civile, avec l'accord de la victime.

Pour ce qui est de la lutte contre l'antisémitisme — lequel prend des formes nouvelles, plus sournoises, comme le « révisionnisme », — M. Hannoun propose d'aider à la diffusion de travaux historiques incontestables, de réprimer l'apologie de crimes contre l'humanité, ainsi que le port en public des insignes nazis.

Mais on n'abandonne pas à grand chose, souligne-t-il, sans intégrer les immigrés. Le député de l'Isère avance pour cela une série de suggestions dans les domaines de l'école et du logement. Il propose aussi, pour les immigrés, la création d'une structure nationale permanente de représentation, de conseil et de médiation. Plus modestement, il faudrait, selon lui, rendre plus accueillants les services des étrangers dans les préfectures. Quitte à les baptiser « services des relations intercommunautaires »...

Le député de l'Isère estime enfin qu'on doit favoriser l'émergence d'une représentation musulmane en France. L'islam, selon lui, doit être « une religion comme les autres ». Sa cinquantaine-troisième proposition s'applique... aux cimetières et en fera peut-être hurler quelques-uns : ne faudrait-il pas « prendre en compte les contraintes propres aux sépultures musulmanes (orientation vers La Mecque notamment) » ?

Malgré ses limites et ses imperfections, le rapport Hannoun fait avancer la réflexion. Il vient s'ajouter aux travaux très riches de la commission des « sages » sur la nationalité. Les autorités politiques disposent désormais d'éléments suffisants pour mettre en place une véritable politique de l'immigration. Ayant commandé ces travaux, qui devraient être complétés par des études statistiques sérieuses, elles seraient bien mal inspirées de les enfermer dans un tiroir.

ROBERT SOLÉ

Les cinquante-trois propositions

Des sanctions plus sévères

16) Une des manifestations les plus fréquentes du racisme quotidien est, aujourd'hui, l'injure qui, lorsqu'elle n'est pas publique, constitue une simple contravention de première classe (article R 26-11 du code pénal). Afin d'empêcher la banalisation de cette pratique, il conviendrait de renforcer le caractère dissuasif de la sanction en alourdissant la répression de l'injure non publique à caractère raciste. Deux voies paraissent possibles : soit créer un délit spécifique d'injure non publique à caractère raciste, soit faire de celle-ci, à tout le moins, une contravention de la cinquième classe.

17) Une réforme législative pourrait décider une aggravation de la peine applicable à certaines infractions à caractère raciste (par exemple, la provocation à la haine ou à la violence raciale) lorsque ces infractions ont été commises en groupe.

18) Si l'on s'en doute disproportionnée de priver l'auteur d'un délit à caractère raciste de certains droits civiques comme le droit de vote d'autres droits pourraient en revanche lui être temporairement interdits (droit de témoigner en justice, d'assurer les fonctions de juré, de se porter témoin pour la signature de certains actes civils). Il appartiendrait de la sorte qu'édicter une sanction raciste, c'est d'une certaine manière, se mettre en marge de notre société.

19) Étendre la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées aux territoires d'outre-mer.

20) L'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse permet au gouvernement d'interdire la vente aux mineurs de publications licencieuses ou pornographiques ou faisant place au crime et à la violence. Une réforme législative devrait étendre les dispositions de cet article 14 aux publications incitant à la discrimination raciale ou à l'antisémitisme.

21) Il serait opportun qu'une réforme législative permette aux associations antiracistes de se constituer partie civile en cas d'infraction à caractère raciste, lorsqu'elles auront recueilli l'accord de l'intéressé, de se substituer au titulaire de droit de réponse pour l'exercice de ce droit.

22) Généraliser la possibilité d'excusation de consignation pour les associations se portant partie civile qui existe déjà dans l'article 88 du code de procédure pénale.

Lutter contre l'antisémitisme

23) L'action du ministère de l'Intérieur, déjà largement engagée, pour que soit recherchée et identifiée les groupements et les individus auteurs d'agissements antisémites devrait être poursuivie et intensifiée.

24) Diffuser des travaux historiques incontestables constitue certainement la meilleure réponse à ceux qui prétendent nier le génocide des Juifs. Il serait extrêmement utile que les pouvoirs publics soutiennent financièrement les centres de recherche historique qui se consacrent à la période de la seconde guerre mondiale.

25) Pour rappeler tout le prix que notre civilisation attache à la personne humaine, il conviendrait de créer un nouveau délit d'apologie de crime contre l'humanité. Ne sont en effet réprimés aujourd'hui, par l'article 24 de la loi du 29 juillet 1981 sur la presse, que l'apologie des crimes de guerre et celle de la collaboration avec l'ennemi.

26) Réprimer le port en public des insignes nazis.

Un haut conseil de l'immigration

27) Une politique ambitieuse de l'immigration passe par la création

d'une instance représentative, qui serait tout à la fois pour mission de représenter la communauté immigrée, d'être une force de proposition et de jouer, par l'intermédiaire d'échelons locaux, un rôle de médiation. C'est pourquoi est préconisée la création d'un haut conseil de l'immigration. Il serait pour vocation de tenir à jour les informations disponibles sur la question de l'immigration et de proposer toute mesure utile relative à la politique de l'immigration. Il se verrait aussi confier un rôle de médiation qui s'exercerait surtout au niveau des échelons locaux de ce haut conseil.

L'école, moyen privilégié d'intégration

28) Affecter des moyens accrus au développement des classes réservées aux enfants non francophones. Des moyens accrus en personnel devraient leur être consacrés, et des manuels scolaires éventuellement afin de regrouper dans un même établissement les primo-arrivants de plusieurs communes ou d'un canton.

29) Multiplier les « cours de rattrapage intégré » et les « cours de soutien ».

30) Établir un bilan des méthodes d'apprentissage du français langue étrangère.

31) Assurer une formation plus complète des maîtres chargés des classes spécifiques d'enseignement du français.

32) Enseigner plus largement dans les lycées et collèges français les langues des pays d'immigration.

33) Dans les zones à forte concentration d'élèves en difficulté, où se retrouvent en général une proportion importante d'enfants issus de l'immigration, une prise en charge efficace devrait comporter : une concentration particulièrement importante de moyens, tant de fonctionnement que d'investissement, et des mesures apaisées à l'égard des enseignants à l'encouragement de la fonction publique des jeunes Français issus de l'immigration qui seraient perfectionnés dans le cadre scolaire leurs acquis familiaux.

34) Des crédits spécifiques devraient être dégagés par l'éducation nationale, en liaison avec les collectivités locales, afin d'assurer systématiquement des études surveillées et d'organiser un véritable service de cours particuliers (participation de la famille à l'achat de matériel de son revenu).

35) Inclure dans la formation des enseignants une unité d'étude sur les problèmes spécifiques aux jeunes étrangers ou d'origine étrangère.

Améliorer les conditions de logement

36) Élargir les conditions d'emploi des financements issus du « 0,085 % immigrés ». Ne sont concernés actuellement que des opérations directement liées au logement. Consacrer une partie de ces sommes au financement d'équipements socioculturels peut s'avérer plus efficace au regard des objectifs poursuivis.

37) Créer auprès des organismes HLM des commissions consultatives d'attribution des logements. Composées à parts égales de représentants de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises, ces commissions seraient un lieu de négociation et de proposition, la décision demeurant du ressort du propriétaire.

38) Inciter les propriétaires privés à loger des immigrés en recourant systématiquement à des conventions du type « bail réhabilitation » (attribution de subventions provenant du 0,085 % et de l'ANAH) serait conditionnée par la réservation des logements pour les immigrés).

39) Développer un habitat non stérilisé : ouverture des foyers parallèlement à leur réhabilitation ; obligation faite aux constructeurs — ou aux propriétaires en cas de réhabilitation — de mieux répartir les différents types

d'appartements ; multiplication des micro-logements de vie ;

40) Faciliter l'accès à la propriété, notamment d'appartements HLM ;

41) Créer auprès des conseils d'administration des organismes HLM un conseil consultatif des locataires appelé à se prononcer sur toutes les questions d'intérêt général ;

42) Encourager financièrement toutes les expériences d'associations des habitants à la conception, l'exécution, l'entretien et l'animation des locaux.

L'accueil des étrangers dans les administrations

43) A titre symbolique et dans un souci de bonnes relations psychologiques entre les fonctionnaires et leurs administrés, le service des étrangers des préfectures devrait, selon les départements, devenir le service des relations intercommunautaires ou le service des migrations ;

44) Des instructions du ministre de l'Intérieur devraient déterminer les mesures nécessaires (organisation, dotation en matériel et personnel) pour éviter les files d'attente excessives, assurer le respect des heures de convocation fixées par l'administration ou réduire le nombre de déplacements exigés des usagers. Des moyens supplémentaires, particulièrement en personnel, seraient affectés aux préfets qui feraient état de difficultés permanentes ou temporaires ;

45) L'organisation d'une rotation régulière entre les emplois de guichet et ceux de bureau permettrait de ne pas faire peser constamment sur les mêmes personnes l'effort de disponibilité que requiert l'accueil du public ;

46) Valoriser dans les concours administratifs la connaissance des langues étrangères. Cela aurait, entre autres, l'avantage de faciliter l'accès aux concours de la fonction publique des jeunes Français issus de l'immigration qui seraient perfectionnés dans le cadre scolaire leurs acquis familiaux ;

47) L'accueil des publics d'origine étrangère requiert des fonctionnaires une connaissance minimale de la culture et du mode de vie de ces populations, ainsi qu'une maîtrise sans

défaut de la réglementation qui leur est applicable. Une attention particulière devrait donc dans ce domaine être portée à la formation continue des agents.

48) La réactivation des services spécialisés comme les centres d'accueil d'immigration, la mise à disposition des associations de locaux pour organiser des permanences juridiques à proximité immédiate des services administratifs permettraient de décharger les fonctionnaires de pesantes tâches d'explication ;

49) Diffuser plus largement les renseignements utiles aux étrangers. Chaque préfecture pourrait éditer une courte brochure, mise gratuitement à disposition dans les lieux publics ;

50) Il serait important de pouvoir généraliser l'alphabétisation et l'accès à un minimum de formation sociale et familiale des femmes notamment issues de l'immigration maghrébine.

L'islam, une religion comme les autres

51) La prise en compte par la France du fait musulman est compliquée par l'absence d'une véritable représentation de la communauté musulmane. De plus, alors qu'un tiers des musulmans résident en France sont Français, les hautes instances de la religion islamique sont en général désignées par des pays étrangers. Il serait opportun d'engager une action visant à favoriser le dialogue entre les principaux représentants des musulmans (Mosquée de Paris, Fédération nationale des musulmans de France, Ligue islamique mondiale) afin d'aboutir à une meilleure coordination. L'existence d'un conseil représentatif des institutions musulmanes de France faciliterait le dialogue ;

52) Donner à l'islam la place qui lui revient dans les émissions religieuses audiovisuelles ;

53) Réserver dans les cimetières des emplacements pour les tombes musulmanes et inciter les maires à prendre en compte, dans l'aménagement des cimetières, les contraintes propres aux sépultures musulmanes (orientation vers La Mecque notamment).

Après le meurtre de Castres

La Ligue algérienne des droits de l'homme décide de se constituer partie civile

La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) a annoncé, jeudi 19 novembre, son intention de se constituer partie civile dans l'affaire du meurtre d'un Algérien, Soudou Bouchiba, par deux parachutistes du 8^e RPIA, en début de semaine à Castres (Le Monde du 19 novembre). Elle a désigné pour représenter ses intérêts le bâtonnier Ben Abdallah, du barreau d'Alger, et M. Jacques Vergès.

Dans un texte transmis par son président, M. Miloud Brahimi, la LADH déclare avoir appris « avec stupeur que des parachutistes continuent, un quart de siècle après la fin de la guerre, à assassiner des Algériens ». « Ce meurtre, ajoute le texte, s'inscrit dans le long martyrologe des Maghrébins, Algériens surtout, qui payent de leur vie un tribut abominable à un racisme qui est de plus en plus virulent ». En conclusion, la LADH estime que ce meurtre de Castres est « le résultat du laxisme et de la complaisance de certaines autorités françaises et d'une grande partie de l'établissement politique, incapable de comprendre que la guerre est finie depuis vingt-cinq ans ».

En France, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, déclarait jeudi que ce meurtre « paraît témoigner de la persistance, sinon du développement, d'un climat de violence raciste ». « Il me paraît impératif, ajoutait M. Malhuret, que soit engagé ce phénomène. C'est l'affaire de tous et donc aussi celle du gouvernement ».

Enfin, tandis que, à Castres, répondant à l'appel du Parti communiste, deux cents personnes manifestaient, jeudi après-midi, pour protester contre le meurtre de Soudou Bouchiba, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) condamnait, lui aussi, « l'assassinat (...) qui témoigne du nouveau de la violence engendrée par le racisme et la xénophobie, théories qui rappellent un passé tragique ». Le CRIF, indique un communiqué, « fait confiance aux autorités compétentes pour que soient fermement dénoncés et poursuivis tous les responsables qui contribuent, par leurs discours ou leurs écrits, à attiser un climat de haine qui ne reflète, en aucun cas, le vrai visage de la France ».

Le Monde
RADIO TELEVISION

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

AU SOMMAIRE :

- L'Amérique noire
- Bernardo Bertolucci
- Le retour de Michel Polac

et les programmes chaîne par chaîne

SUPPLEMENT EN VENTE DEMAIN
avec
Le Monde

صكمان الذمعة

Société

MÉDECINE

Selon des chercheurs français

Une protéine pourrait empêcher le « réveil » du virus du SIDA

Pourquoi certaines personnes infectées par le virus du SIDA demeurent-elles séropositives et pourquoi d'autres vont-elles par la suite développer la maladie SIDA proprement dite ? Des chercheurs français pourraient bien avoir trouvé la clé de cette énigme : un gène, comparable sur de nombreux points à un oncogène (ou gène du cancer) codant pour une protéine spécifique appelée « protéine F », serait, en effet, capable d'empêcher le « réveil » du virus du SIDA une fois que celui-ci a infecté une cellule. L'hypothèse est formulée par une équipe de recherche dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur) dans un article qui paraît cette semaine dans la revue scientifique britannique *Nature*.

Selon ces travaux (1), la protéine F pourrait jouer un rôle « régulateur négatif » sur l'activité du virus en diminuant, voire en empêchant, sa multiplication. Les chercheurs français ont remarqué qu'en induisant une mutation au niveau du gène qui code pour la protéine F, il se produisait un ralentissement de la multiplication du virus.

Ce n'est pour le moment qu'une hypothèse. « Il s'agit à n'en pas douter d'un important pas en avant », a déclaré à Boston le professeur William Haseltine (Dana Farber Cancer Institute).

(1) Ces travaux sont co-signés par des chercheurs de Transgene S.A. de Strasbourg, de Pasteur, de l'Unité 249 de l'INSERM (Montpellier) et de Pasteur Vaccins.

DÉFENSE

L'armée de l'air française commande trente-cinq Mirage-2000 à Dassault

La société Dassault-Breguet a annoncé, jeudi 19 novembre, qu'elle avait reçu du ministre français de la défense, notification d'une commande de trente-cinq Mirage-2000. Elle se contente d'indiquer que ce contrat est conforme au programme prévu. En réalité, cette notification est un dépôt officiel d'argent, qui paie la commande inscrite dans la loi de finances 1987, de vingt-trois Mirage-2000 DA (défense aérienne) et de douze Mirage-2000 N (nucléaire).

C'est à la fin de l'année, conformément à une tradition administrative française, qu'est notifiée la commande nationale à Dassault exécutable pour l'année en cours. Ce qui contraint le constructeur à lancer, par anticipation, la fabrication des avions payés ultérieurement. A la fin de 1987, l'armée de l'air française aura donc commandé un total de cent-vingt-neuf Mirage-2000 DA et de soixante-quinze Mirage-2000 N. Il est prévu, pour 1988, une commande, notifiée elle aussi à la fin de l'année prochaine, de dix-sept Mirage-2000 DA, huit Mirage-2000 N et de dix Mirage-2000 N.

2000 N et de dix Mirage-2000 N (une nouvelle version capable d'emporter une arme nucléaire mais aussi, au cours de certains types de missions, des armements classiques nouveaux).

Le Mirage-2000 DA est évalué à 150 millions de francs l'exemplaire et le Mirage-2000 N à 165 millions de francs. Ce prix est dit « fly away » (à l'état de vol) et ne comprend pas le coût de l'environnement logistique des avions.

D'autre part, la société Dassault-Breguet a pris sur elle de lancer, en spéculation, la fabrication de six Mirage-F-1 baptisés « queues blanches » par les spécialistes, en raison du fait que ces appareils n'ont pas encore la cocarde qui marque l'identité du client. Mais ce lancement en spéculation est lié à la perspective d'un nouveau contrat avec l'Irak, portant sur environ vingt intercepteurs Mirage-F-1.

Enfin, le constructeur français, dont on connaît les difficultés actuelles, a rendu publiques les conditions dans lesquelles intervient la procédure de licenciement collectif économique portant sur mille deux cent soixante et une personnes. Ainsi, neuf cent soixante et onze salariés partiront en préretraite FNE ou aux ASSÉDIC jusqu'à leur retraite, tandis que deux cent quatre-vingt-dix autres de moins de cinquante-cinq ans bénéficieront des ASSÉDIC pour un congé de conversion. Sur ce total, le nombre des licenciements non volontaires est de cent vingt, alors qu'il était limité initialement à trois cents salariés.

● Nouvel essai nucléaire français à Mururoa. — Selon la Nouvelle-Zélande, la France a procédé, jeudi 19 novembre, sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie, à un essai nucléaire dont la puissance a été évaluée à 80 kilotonnes (plus de trois fois l'énergie de l'explosion d'Hiroshima en 1945). Six autres expériences ont déjà eu lieu cette année à Mururoa. Comme pour les essais précédents, la France ne confirme ni n'infirme l'information néo-zélandaise. — (AFP, Reuters.)

REPÈRES

Catholicisme

vieillessement du clergé dans le monde

Selon une enquête menée au Vatican par la congrégation du clergé et rendue publique, le jeudi 19 novembre, à Rome, le vieillissement des prêtres catholiques est général, sauf en Afrique et dans le Sud-Est asiatique. Ils sont âgés de cinquante-quatre ans et deux mois en moyenne, soit deux ans et demi de plus que lors de la précédente enquête en 1976.

Le vieillissement est le plus sensible en Europe, où la moyenne d'âge des prêtres est passée de cinquante-deux à cinquante-six ans, et aux États-Unis (de cinquante à cinquante-trois ans). Les prêtres français sont âgés en moyenne de soixante et un ans et les plus jeunes en Europe sont les Polonais (quarante-six ans et six mois). Dans le monde, on trouve les plus jeunes en Afrique (quarante-trois ans de moyenne) et en Asie du Sud-Est (quarante-six ans).

Espace

L'IDS compte en mètres

Les responsables du programme américain d'initiative de défense stratégique, le fameux IDS, viennent de donner des instructions pour que les unités du système métrique soient utilisées comme langage standard de mesure pour ce projet. Finis donc les pieds, les pouces et les livres chers

aux Anglo-Saxons et aux Américains qui pourtant, dans le passé, ont déjà dû faire face aux initiatives de cartésianisme de leurs agences fédérales ou de leurs firmes ayant opté, dans les années 70, pour le système métrique. — (Reuters.)

Sciences

Six projets pour l'intelligence artificielle

La CEE va financer six projets de recherche en neuro-informatique, visant à étudier des ordinateurs dont le fonctionnement ressemble à celui du cerveau humain. Ces subventions, d'un montant de 1 million d'ECU (environ 7 millions de francs) sont les premières accordées dans le cadre du programme communautaire BRAIN de recherche fondamentale en intelligence adaptative. Une centaine de chercheurs, relevant de vingt-huit laboratoires, travailleront sur ces six projets.

La CEE vient aussi de remodeler l'activité du Centre commun de recherche qu'elle gère directement et dont l'établissement principal est à Ispra (Italie). Soumis à des réglementations très contraignantes, ce centre travaille en circuit fermé et n'est guère actif. Il a été décidé de le diviser en neuf instituts jouissant d'une grande autonomie et travaillant en partie sur contrats extérieurs, avec des États ou des partenaires industriels. En 1991, 15 % de l'activité du centre devrait relever de tels contrats et le double en l'an 2000.

ÉDUCATION

Rencontre à Niort

L'école et les médias

NIORT
de notre envoyé spécial

Réunir des professionnels de l'information et de l'enseignement, confronter leurs expériences et leurs points de vue sur le rôle des médias d'information de masse dans la formation des jeunes : tel était l'objectif du premier Carrefour Média-Jeunesse, organisé à Niort (Deux-Sèvres) du 13 au 16 novembre, par une société d'économie mixte créée pour la circonstance où s'étaient associés la ville, la Mutuelle assurances des instituteurs de France (MAIF), la Coopérative des adhérents de la MAIF (CAMIF), troisième société française de vente par correspondance, et un groupement des libraires. Une opération ambitieuse pour une ville qui compte à peine 60 000 habitants.

Un salon regroupait une centaine d'exposants, éditeurs et diffuseurs de livres, de la vidéo, de l'audiovisuel et de la télématique, dans le parc des expositions de la ville : des débats étaient organisés dans différents lieux et un colloque dans les nouveaux et superbes locaux du centre d'action culturelle le Moulin du roc. Une dotation de 250 000 F et l'attribution d'un local ont récompensé le vainqueur du concours du meilleur produit éducatif : un professeur à l'Office audiovisuel de l'université de Poitiers, auteur d'un projet de logiciel destiné aux enseignants n'ayant aucune connaissance en informatique. La CAMIF a annoncé à cette occasion la publication d'un catalogue critique des 700 logiciels pédagogiques qu'elle distribue (1).

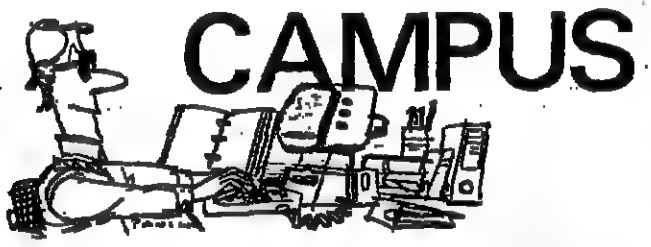
Des centaines d'enfants, d'adolescents et d'enseignants de la région se sont rendus au salon comme aux rencontres. Et ce carrefour a apporté la démonstration que les nouveaux médias ne supplantent pas les anciens : la forte présence du livre au Salon qui a suscité auprès des jeunes autant d'intérêt que les micro-ordinateurs et les consoles vidéo, la participation active de journalistes de l'écrit, de la Nouvelle République, de Télérama, du

Monde et de l'Étudiant, l'importance que gardent les journaux scolaires et lycéens comme moyens pour les jeunes d'apprentissage de la communication et d'ouverture de l'école sur le monde extérieur, en sont autant de témoignages. Parmi les différents médias — anciens et nouveaux — aucun n'est par nature plus noble qu'un autre. C'était une réponse à ceux qui considéraient encore que l'image est appauvrie parce qu'elle ne s'adresse qu'à la sensibilité et non à l'intelligence. Et une incitation au développement des réseaux intercolégiaux associant presse écrite, radio, vidéo, télématique et des œuvres multi-médias, prévues dans une dizaine de régions par des contrats de plan.

J.-M. D.

(1) CAMIF, Trévis-de-Chauxay, 79045 Niort cedex.

● Parents et enseignants occupent trois écoles du Val-d'Oise. — Trois groupes scolaires primaires situés dans des communes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) sont occupés par les parents et les enseignants depuis le 16 novembre, pour protester contre le manque d'instituteurs. Les effectifs moyens atteignent 29 élèves dans les classes élémentaires de Cergy et Vauriel et 37 enfants dans les sections de maternelle de Jouy-le-Moutier. Selon l'inspecteur d'académie, la création d'une vingtaine de postes d'enseignant serait nécessaire pour aligner ces écoles sur la situation moyenne départementale. Le livraison anticipée de nombreux logements, qui provoque des arrivées massives de familles dans des quartiers entièrement neufs, semble être à l'origine de ces difficultés. Des locaux scolaires existent mais les enseignants n'ont pas été normés en conséquence. Instituteurs et parents annoncent pour le 27 novembre une journée « d'occupation ». Le maire de Jouy-le-Moutier déclare sur de grands panneaux apposés aux entrées de sa commune : « Jouy-le-Moutier commune sinistrée. N'achetez plus de logements, vos enfants ne seront pas scolarisés faute d'instituteurs ».



CAMPUS

Un institut européen de technologie

UN institut européen de technologie devrait voir le jour, le 9 décembre à Rome, au cours d'une conférence qui réunira les responsables de grandes entreprises européennes et d'établissements scientifiques et universitaires. Ce projet consiste à créer un réseau de laboratoires et de chercheurs, travaillant dans le domaine industriel, de façon à donner aux entreprises européennes un potentiel de recherche appliquée dans les technologies nouvelles (biotechnologie, information, matériaux...) qui soit à la fois autonome, pluridisciplinaire, souple et compétitif avec ceux des États-Unis ou du Japon.

Cet institut, entièrement privé et indépendant des gouvernements et de la Communauté, pourra organiser des enseignements de haut niveau, des projets communs de recherche et des conférences scientifiques. La première, consacrée aux matériaux avancés et à la supraconductivité, aura lieu au printemps 1988.

L'IET aura un conseil scientifique, pour la sélection des participants et l'organisation des conférences, et un conseil chargé de définir la politique technologique et commerciale. A terme, les initiateurs de cet institut aimeraient en faire un groupe de pression scientifique-industriel au niveau européen.

Ce projet, monté à l'initiative surtout de Philips et de Montedison, avec l'aide de l'OCDE, reprend en partie une idée étudiée par le groupe d'industriels européens de la Table ronde, mais qui n'avait pas abouti (Le Monde du 3 avril 1986).

F. G.

Raid africain

Le Raid africain des grandes écoles (RAGE) aura lieu du 11 avril au 30 septembre 1988. Les équipages traverseront le Maroc, l'Algérie, le Niger et le Burkina-Faso, et tenteront d'apporter une aide aux populations en difficulté. L'organisation du raid est confiée à un comité composé d'étudiants de différentes grandes écoles apportant chacune sa compétence spécifique.

★ RAGE, 59, boulevard Victor-Hugo, 75016 Paris. Tél. : 47-55-95-37.

1992 et la technique

M. René Monory ouvrira, le mardi 1^{er} décembre, à la Maison de la chimie, un colloque sur l'enseignement technique face à l'échec européen de 1992. Organisé pour

le centenaire de l'enseignement technique, ce colloque veut étudier les conséquences de la prochaine ouverture des frontières sur le développement des nouvelles technologies.

★ Association française pour le développement de l'enseignement technique, 42, rue de Balzac, 75007 Paris.

Carrefour à Orsay

Organisé par les associations scientifiques du centre scientifique d'Orsay, le Carrefour Orsay-Entreprises aura lieu le jeudi 28 janvier 1988. Initiative des étudiants de Paris-Sud, cette manifestation a pour but d'intensifier les échanges entre les entreprises et l'université. Au cours de ce carrefour, une « table ronde » sera notamment ouverte autour du thème « Les aspects modernes de la radiochimie ».

★ Association d'étudiants en chimie de l'université d'Orsay, OCO, bâtiment 333, 91406 Orsay Cedex.

天理

Parlez donc JAPONAIS !

COURS DE TOUT NIVEAU - APRÈS-MIDI ET SOIR - PROFESSEURS JAPONAIS AUDIO-VISUEL - FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE AGRÉÉE

RENTREE LE 21 SEPTEMBRE - INSCRIPTION IMMÉDIATE

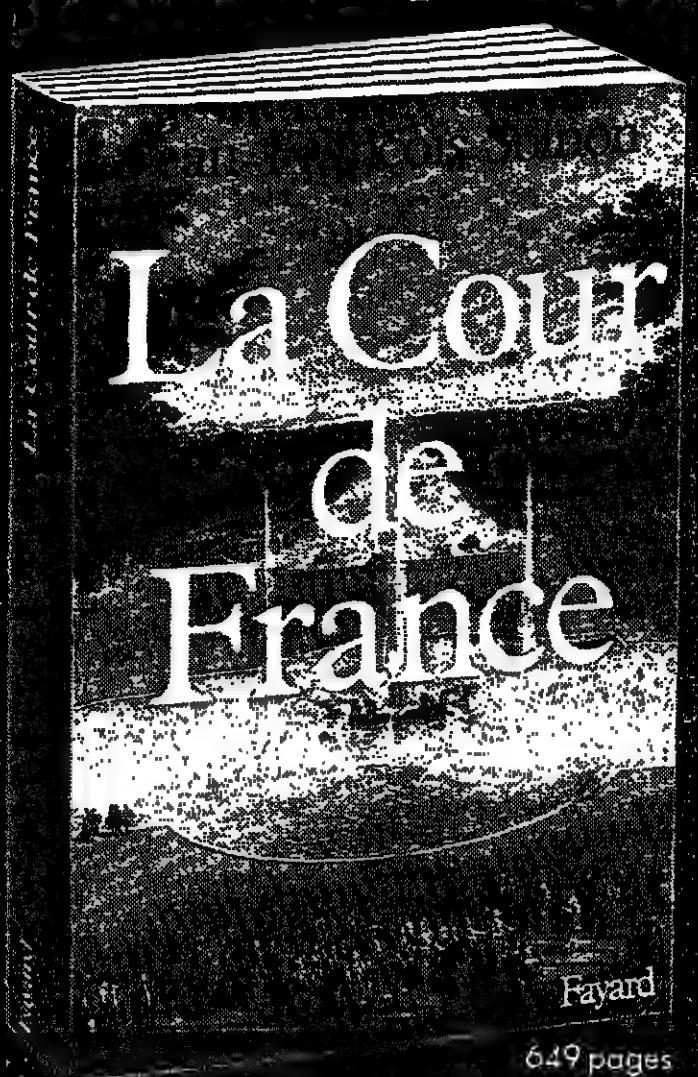
COURS DE JAPONAIS DE TENRI

ENTRÉE LIBRE

9, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT, 75014 PARIS

TEL. 45.35.11.46

L'HISTOIRE chez Fayard



Une documentation considérable sur la maison du roi, les résidences du prince, les variations de l'étiquette, les fêtes et divertissements, les cabales et les coteries.

Roger Chartier, *Le Monde*

Jean-François Solnon, dans un merveilleux livre, réhabilite la cour de France, véritable "carrefour social" de tout le royaume.

Pierre Darmon, *Le Matin*

Solnon dit bien et avec bonheur l'essentiel.

Pierre Chaunu, *France Catholique*

Un authentique monument.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

Justice

Les motifs de l'« avis de relaxe » du procureur Apap

L'indépendance des magistrats du parquet est égale à celle des magistrats du siège

La commission de discipline du parquet saisie du cas de M. Georges Apap, procureur de la République de Valence (Drôme), avait rendu un avis de relaxe à l'égard de ce magistrat (le Monde daté 11 et 12 octobre) que le ministre de la Justice souhaitait sanctionner pour avoir prononcé, à l'audience de rentrée du tribunal, un discours jugé provocateur sur les dangers de la prohibition de la drogue.

Dans son avis, que le ministre de la Justice n'est pas contraint de suivre, la commission de discipline du parquet affirmait d'abord que

La commission de discipline relève d'abord « que l'obligation de réserve ne saurait servir à réduire le magistrat au silence ou au conformisme, mais doit se concilier avec le droit particulier à l'indépendance qui distingue fondamentalement le magistrat du fonctionnaire », pour ajouter « que le président de la République est le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire (...) et que l'indépendance des magistrats a donc le caractère d'un principe de droit public et de valeur constitutionnelle ».

Considérant, dit-elle ensuite, que l'ordonnance du 23 décembre 1953, portant loi organique relative au statut de la magistrature dispose que « le corps judiciaire comprend les magistrats du siège et du parquet », et les auditeurs de justice ; que ce principe consacre l'unité du corps judiciaire ; que l'unité du corps judiciaire se traduit en pratique par l'identité des règles de recrutement et des modalités de l'avancement et par l'alternance possible, dans une même carrière, d'affectations au siège et au parquet ; elle fait valoir « qu'ainsi l'indépendance des magistrats du ministère public est égale à celle des magistrats du siège, sous réserve, en ce qui concerne ces derniers, de certaines dispositions de l'inamovibilité et la compétence du conseil supérieur de la magistrature ».

La commission poursuit en relevant « que les règles particulières auxquelles sont soumis les magistrats du ministère public procèdent de la seule nature des fonctions, l'exercice de l'action publique expliquant et justifiant les pouvoirs conférés par la loi au ministère de la Justice ; que prétendre à l'entière soumission des magistrats du parquet à une hiérarchie dans le garde des sceaux serait le chef d'abolition, ainsi qu'il a été souvent

observé, qu'à discréditer la justice en ne faisant du parquet que l'auxiliaire du pouvoir exécutif ; que l'histoire de notre justice enseigne que le ministère public, dans une longue tradition qui remonte au début du siècle dernier, a toujours exigé le respect de son droit à l'indépendance dans l'exercice de ses fonctions (...) ».

Volonté légitime

Après quoi la commission considère que les dernières années de la magistrature des parquets qui sont en charge de l'ordre public, de mieux communiquer avec les autorités locales et l'opinion publique implique qu'il leur soit permis de s'exprimer sur les problèmes sociaux dont ils ont à connaître dans l'exercice de leurs fonctions et de s'interroger, à la lumière de leur expérience, sur l'efficacité de leur action (...).

Il lui apparaît dès lors « que M. Apap n'a critiqué ni la loi en vigueur, ni un acte du gouvernement, ni la politique mise en œuvre par le garde des sceaux, et moins encore par le gouvernement, mais qu'il a évoqué le principe social d'interdiction de la drogue observé depuis plus d'un siècle par toutes les nations et ses conséquences, et a cru pouvoir en déduire le caractère inéluctable de l'accroissement de la toxicomanie et mettre en garde l'assistance quant à l'inefficacité de sa répression, à laquelle devrait être préférée la prévention, exprimant ainsi une opinion personnelle, présentée comme telle, sur un problème de société dont la gravité et les aspects dramatiques étaient soulignés ; de telles considérations ne réalisent pas une démonstration de nature politique, et si l'atteinte au

M. Apap bénéficiait de la liberté de parole à l'audience de rentrée de sa juridiction. La commission se prononçait aussi de manière très claire sur l'obligation de réserve des magistrats, qu'ils soient du siège ou du parquet, et sur leur indépendance. Le texte de la commission de discipline du parquet a une portée générale qui concerne tous les magistrats. C'est pourquoi Justice, organe du Syndicat de la magistrature, vient de le publier intégralement dans son dernier numéro. On en trouvera ci-dessous les principaux passages.

devoir de réserve peut résulter de propos injurieux, voire simplement excessifs ou volontairement provocants, elle ne peut être constituée par la simple expression d'une pensée non conformiste. (...) En conséquence, les propos de M. Apap, exprimés sous le bénéfice de la liberté de parole à l'audience, relatifs à un problème de société, pour intempestifs, maladroits et mal compris qu'ils aient été, ne constituent, ni dans les termes, ni dans l'intention de leur auteur, une démonstration de nature politique, ne renferment pas un manque de déférence à l'égard du garde des sceaux et ne caractérisent pas la charge du procureur de la République de Valence un manquement au devoir de réserve ou aux obligations nées de la subordination hiérarchique.

La commission conclut par l'« avis » suivant : « Les faits reprochés à M. Apap ne caractérisent pas à sa charge une faute disciplinaire pouvant entraîner une sanction. »

[Malgré l'avis de la commission de discipline, le ministre de la Justice n'a, semble-t-il, pas renoncé à sanctionner M. Apap. A cette fin, il a d'ailleurs saisi ses services pour examiner l'opportunité — comme le lui permettaient les textes relatifs au statut de la magistrature — de soumettre son cas à une commission spéciale instituée auprès de la Cour de cassation et dont l'avis, contrairement à celui du conseil supérieur de la magistrature, n'est pas final à cette affaire. Il reste que, au-delà de ces particularités du procureur de la République de Valence, l'avis de la commission de discipline du parquet fera date dans l'histoire de la magistrature dans la mesure où il réaffirme solennellement l'indépendance des magistrats du parquet. A l'heure où celle des magistrats du siège — et plus généralement celle des juges d'instruction — est mise en cause, cet avertissement émanant d'émulés magistrats prend l'allure d'un avertissement solennel. — Ag. L.]

Abus de biens sociaux et recel

Le créateur de Radio-Nostalgie inculpé et écroué à Lyon

LYON

de notre bureau régional

M. Pierre Alberti, quarante-six ans, « patron » et créateur de Radio-Nostalgie, a été inculpé d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux et recel de biens sociaux par M. Georges Fenech, juge d'instruction à Lyon. Notifié à l'issue de trente-six heures de garde à vue dans les locaux du SRPJ de Lyon et plus de sept heures d'audition par le magistrat, cette triple inculpation a été assortie d'un mandat de dépôt. Vers 2 heures du matin, vendredi 20 novembre, M. Alberti a été incarcéré à la prison Saint-Joseph de Lyon. Son épouse, Catherine, et M. Frédéric Coste, directeur d'antenne de la radio privée, ont été inculpés des mêmes chefs et eux aussi écroués. M. Alberti Cohen, directeur de Radio-Nostalgie, lui aussi inculpé, a été placé sous contrôle judiciaire, de même que M. Jean-Michel Kandian, comptable.

Cette affaire repose sur une série de malversations financières portant sur des sommes « très importantes » résultant d'échanges de publicité irréguliers et de fausses factures.

Pierre Alberti apparaît comme l'archétype du self-made man. Ancien bûcheron d'origine piémontaise qui avait réalisé une véritable fortune à travers une entreprise de démolition, Alberti SA, implantée dans l'Ain et aujourd'hui en déconfiture, il donnait l'impression d'avoir pu accumuler dans l'univers impitoyable des radios privées.

Milliardaire de la FM

Surnommé le « milliardaire de la FM », Pierre Alberti est aussi considéré par certains comme un pur défenseur de la chanson française. Le château des Balmes qu'il possède à Revireux (Ain), sa Mercedes, sa munificence, les liens privilégiés qu'il entretenait avec des personnalités politiques de la majorité comme de l'opposition, ont exposé cet extraverti à la critique. Il a souvent été taxé de « mégalomane ».

Autant de ces aspects associatifs qu'une information judiciaire menée par le juge Fenech — qui en juillet 1986 avait fait saisir le matériel appartenant à certaines radios lyonnaises dont Radio Nostalgie —

s'appuie sur un dossier qui paraît solide et sur une expertise financière très détaillée réalisée par un cabinet spécialisé. En fait, il y a près d'un an que le SRPJ de Lyon s'intéressait aux affaires de M. Alberti. Au cours de ces derniers mois, celui-ci avait été entendu à plusieurs reprises et avait fait l'objet de perquisitions.

Déjà au mois de juin, MM. Bruno Pelletier et Yves Saby, anciens associés de M. Alberti et copropriétaires de la SARL RPS Promotion, qui assuraient la régie publicitaire locale de Nostalgie dans plusieurs grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nice, avaient été inculpés d'abus de biens sociaux et de faux en écritures et usage de faux ; et incarcérés durant vingt-deux jours.

Auparavant, c'est la chute de l'entreprise de démolition délaissée par M. Alberti, métamorphosée en homme de radio, qui avait éveillé l'attention des parquets de Lyon-Bresse (Ain) puis de Bourg-en-Bresse (Ain) puis de Lyon. Cédée pour le franc symbolique à M. Pelletier puis à M. Saby, l'entreprise, rebaptisée « Européenne de démolition », connaissait un déficit de 30 millions de francs lorsque son bilan fut déposé début 1987. Les policiers tenaient là un premier fil qui leur permettait de tirer pour constituer aujourd'hui un échec. En s'employant à le démentir, le magistrat instructeur risque de découvrir de nouvelles « embrouilles ».

ROBERT BELLERET.

Un fonceur

C'est le dimanche après la messe, autour d'un grand plat de pâtes, que se traitaient les grandes affaires et que se jouait notamment le sort de Radio-Nostalgie. Patriarche, seigneur, parrain, tout à la fois, Pierre Alberti ouvrait toutes grandes les portes de son château des Balmes, accueillant avec une chaleur exubérante sa tribu : enfants, amis, collaborateurs et associés. « Une famille », disait-il, dont chaque membre se voyait gratifié d'embrassades, de bourrades et de pichenettes énergiques qui rougissaient les joues. Il aimait les tables nombreuses et généreuses, le luxe et l'abandon à condition de les partager. Car cet ancien bûcheron, au profil de Belmondo et aux allures de don Juan, qui affectionne le cuir, les bottes, s'avouait tendre et quittait sans cesse l'antéité.

Ses associés devaient être des copains, et ses copains devaient être associés. « C'est essentiel, disait-il. J'ai toujours marché au flair, à la loyauté et aux sentiments. » Et nombreux sont ceux qui, après une première rencontre avec l'homme, ont abandonné leur métier afin d'entrer dans la tribu. Il séduisait... ou ségeait. Mais ne laissaient personne indifférent.

Né dans le Piémont, d'une famille italienne très pauvre, il quitte l'école à douze ans pour rejoindre son père dans les bois et retravailler ses manières pour devenir bûcheron dans l'arrière-pays niçois. C'est en rentrant de la guerre d'Algérie, avec un permis poids lourd et 500 F en poche, qu'il se lance dans la démolition.

Il travaille comme un fou, assisté de sa femme Catherine, dont il a trois enfants, prospects, investit, démolit une usine, puis une autre, achète une carrière et fabrique le ballast nécessaire à la construction de voies ferrées. Alberti SA s'étend vite, essime des bureaux à Lyon, Marseille,

Paris et Lille... et des chantiers à Genève, Taiwan et Tokyo.

Ce bûcheron est devenu milliardaire, reçoit même la Légion d'honneur (qu'il accroche à son blouson) mais rêve de paillettes... et rencontre, un beau jour de l'été 1981, la radio. C'est le coup de foudre. Là encore il fonce tête baissée, téléphone à Patrick Fillard à Paris pour prendre quelques conseils et s'allie deux jeunes professionnels qui deviendront piliers de son empire de radio : Frédéric Coste, alors réalisateur à Radio-Monte-Carlo, et Albert Cohen, ancien GO au Club Méditerranée. Le 13 juillet 1981, à Lyon, Radio-Contact est née et connaît le succès. Il la revendira donc deux années plus tard pour... 4 millions de francs. Mais Albert ne désista pas pour autant le front de la radio. L'anarchie de la FM lui convient parfaitement. Il a compris le système, il en joue divinement.

Sur l'une des fréquences qu'il garde derrière sa manche, il crée Radio-Nostalgie et commence l'aventure : une pléiade d'Artistes, une dose de Sinatra, un zeste de Michèle Torr, deux parts de Shelle, quelques infusions de jazz et de la pub bien sûr, énormément de pub. La radio s'impose vite et connaît un triomphe.

Les quinze-vingt-quatre ans plebiscitaires NRJ ? Parfait, songe Alberti. Nous gagnerons les autres. Nostalgie a gagné et a fait des profits, plus de 130 stations forment aujourd'hui un réseau relié par satellite qui capte chaque jour près d'un million et demi d'auditeurs. « La France a trouvé sa radio », affirmait un peu partout de grandes parades publicitaires, des caravanes à l'enseigne de la station allouant le pays, tandis que Citizen Albert rêvait de télévision et de Belmondo. L'oreille de Charles Henu, l'ami de Philippe de Villiers le rendait, pensait-il, invincible...

ANNICK COJEAN.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

POUR qui revient d'un pays où les nouvelles, notamment de France, ne parviennent guère, il y a de quoi courir une nouvelle fois et avec tant d'insouciance la magistrature. Il n'est, pour les soubresauts que connaît le pays, de solution et de secours que du côté de la justice.

Les politiques s'empêchent les pieds dans leurs affaires, au point d'être victimes de pièges qu'ils tendent, voilà qu'ils n'ont rien de plus pressé que de se tourner vers la justice, en réalité de lui refiler le bébé, s'il faut appeler les choses par leur nom. Le temps que passe l'orage et que l'écran de fumée judiciaire permette à chacun de faire ses petites manipulations à l'abri de l'invocation de la loi et du masque de l'impartialité.

Quelles tâches ne voudrait-on pas lui confier à cette justice pourtant régulièrement vilipendée tant à droite qu'à gauche, selon qu'on est au pouvoir ou dans l'opposition !

De la moralisation du financement des campagnes électorales à l'organisation de l'empire audiovisuel en passant par la mise au pas des journalistes, l'éclaircissement des scandales et la punition de leurs auteurs, la robe doit pouvoir à tout, faire montre d'une compétence universelle, d'une vertu sans faille, d'une patience digne de la Bible... et d'un grand sens de l'apaisement. Momentanément investie de la mission de résoudre la quadrature du cercle, la justice doit se substituer aux politiques et garantir qu'elle ne fera pas de politique.

Sans rire, M. Mitterrand requiert de l'instruction qu'elle dise ce qu'il en est de l'affaire Luchaire, présumant apparemment qu'il y a dans tout magistrat un retraité des services secrets, qui saura raviver ses souvenirs de baroudeur pour distinguer ce qui est clair dans cet embrouillamini.

Sur une telle lancée, le magistrat se voit diplômé d'un certificat de comptable et d'un brevet de publicitaire, grâce à quoi il établira les moyens qu'exige une campagne électorale, en établira le budget et contrôlera l'exécution de celui-ci.

M. Barre, qui déploie ainsi ses facultés de pince-sans-rire, s'allie à M. Lang, qui ne doit pas en être encore remis, pour suggérer que la scrupuleuse CNCL soit remplacée par un collège de magistrats.

Est-ce que par hasard M. de Broglie, qui préside cette intéressante commission, n'aurait pas cette qualité en appartenant au Conseil d'Etat ? Et M. Yves Roca en étant membre de la Cour de cassation ? Est-ce que par hasard ces deux hommes ne seraient pas les cibles favorites, à haute voix, de M. Lang, plus discrètement, de son inattendu com-

père ? Si tout cela ne fait pas très sérieux, c'est que ce n'est effectivement pas très sérieux.

D'AUTANT que lorsque la justice doit régler ses propres problèmes, y compris ceux qu'elle a elle-même suscités, cela ne se passe pas sans heurts ni détours, et l'on constate que la fameuse sérénité de la justice en prend un sacré coup.

Ces anges et ces sérénités, ces abîmes de conscience auxquels on voudrait confier la solution et la prévention des scandales judiciaires, se disputent comme des chiffonniers... ou des parlementaires un mercredi après-midi. Sans plus ni moins d'esprit de coterie. Mais de cela seulement puisque les magistrats sont réputés être à l'abri de l'esprit de parti.

Ecran

Un exemple au passage. Lorsque la Cour de cassation a dû se prononcer une première fois sur le dessaisissement de M. Grellier dans l'affaire Droit, les magistrats de la chambre criminelle se sont exactement partagés (huit d'un côté, huit de l'autre), et c'est le président de cette chambre, M. Jean Ledoux, qui a fait pencher la balance en faveur de la suspension de l'instruction en usant de sa voix prépondérante. C'est dire combien la décision finalement choisie était évidente. C'est dire avec quel calme les échanges ont dû avoir lieu.

Ce flot soudain d'adoration et de respect que les politiques font remonter vers la justice, et dont celle-ci est plus embarrassée que fière, repose non seulement sur une restriction mentale (il n'est pas un de ces politiciens pour tabler sans réserve sur la confiance qu'il affiche) mais sur une confusion.

Les magistrats (de toutes catégories) supportent malaisément la critique, pourtant parfaitement légitime, de leurs décisions judiciaires. On voit, et comment ! de la voir. C'est aujourd'hui la Cour de cassation qui s'efforce. C'était naguère le Conseil d'Etat lorsque ses arrêts déplaçaient successivement au Parti communiste et à la droite.

Qu'en serait-il, dès lors, si, seuls chargés de veiller à la partie financière des campagnes électorales (pour ne rien dire des bud-

gets des partis), ou de l'activité audiovisuelle, ils devaient subir les invectives massées qui les accompagnent telle ou telle de leur décision ?

Or comment pourrait-il en être autrement ? Au nom de quoi verrait-on une institution préservée par principe de la critique, à l'égard du pape ou de la reine d'Angleterre, parce que réputée infallible ? Cela ne peut être. Comme l'accoutumés, M. Vell l'a dit et bien dit, sans attendre qu'il soit à la mode de le dire.

MAINTENANT que M. Chirac s'est résolu à passer sous les fourches caudines de M. Mitterrand pour feindre de s'intéresser au mode de financement des partis (1), on va voir s'il retient l'idée d'une magistrature transformée en guichetier de banque, en contrôleur financier, en metteur en scène de séquences publicitaires, en intermédiaire de la vie politique.

Bien que la concertation ne soit pas des temps-ci une priorité gouvernementale, ainsi qu'en peuvent témoigner les juges d'instruction de ce projet de loi qui les concerne, le premier ministre serait bien avisé de prendre l'attache, comme on ne dit plus, même au Quai d'Orsay, des milieux judiciaires, comme on dit encore, pour savoir l'accueil qu'ils feraient à une pareille mission, même dans les rangs de la Cour des comptes.

Rien n'indique qu'elle doive susciter l'enthousiasme. La magistrature est bonne fille, mais pas au point de se prendre pour Socrate et avaler la ciguë comme s'il s'agissait d'un saint-julien, ou pour Sénèque, et payer de ses deniers la lame qui doit lui trancher les veines.

Autrement dit, on peut faire semblant de vouloir plonger la justice (sous toutes ses formes) dans les obscurités grâce auxquelles les partis survivent, mais pas au point de souhaiter qu'elle défénisse elle-même le meilleur moyen de se perdre.

(1) L'« Amateur » du 7 novembre (« Solennité ») contenait une erreur de fait (on de raison, c'est selon) relative, précisément, au financement des partis.

S'il est exact que le seul texte qui leur serait applicable (autre l'article 4 de la Constitution) est bien la loi de 1901 sur les associations, il n'est pas moins vrai que les partis politiques ne sont pas des associations déclarées, mais des associations de fait. Ce que la loi de 1901 prévoit expressément. De sorte qu'il était faux d'écrire, même en précisant que c'était théorique, que les partis ne pouvaient se financer que par les cotisations de leurs membres. En tant qu'associations de fait, ils se financent comme ils l'entendent, et comme ils peuvent. Sous réserve, naturellement, de ne pas recourir à des moyens que les lois interdisent.

« Le Républicain lorrain » condamné pour avoir diffamé un magistrat

Le tribunal de grande instance de Metz a condamné, mercredi 18 novembre, le journal le « Républicain lorrain » au franc symbolique de dommages-intérêts pour avoir diffamé M. Jean-Louis Galland, qui, à l'époque des faits, était juge d'instruction au tribunal de Briey (Meurthe-et-Moselle).

M^{me} Marie-Marguerite Puhl-Demange, présidente-directrice générale du quotidien, a, de plus, été condamnée à 5 000 F d'amende et à payer 10 000 F de frais de procédure. Le journal devra en outre publier intégralement le jugement dans ses pages régionales.

Le 26 novembre 1986, sous le titre « Un juge sur la sellette », le « Républicain lorrain » avait accusé M. Jean-Louis Galland d'avoir « égaré » un rapport d'expertise balistique permettant d'identifier un gendarme qu'il avait inculpé d'homicide volontaire (le Monde du 13 mai 1987).

Dans ses attendus, le tribunal relève que l'article « Impute au juge d'instruction incriminé un acte volontaire de détournement et de soustraction de pièces », ce qui « porte gravement atteinte à l'honneur et à la considération du juge d'instruction visé ».

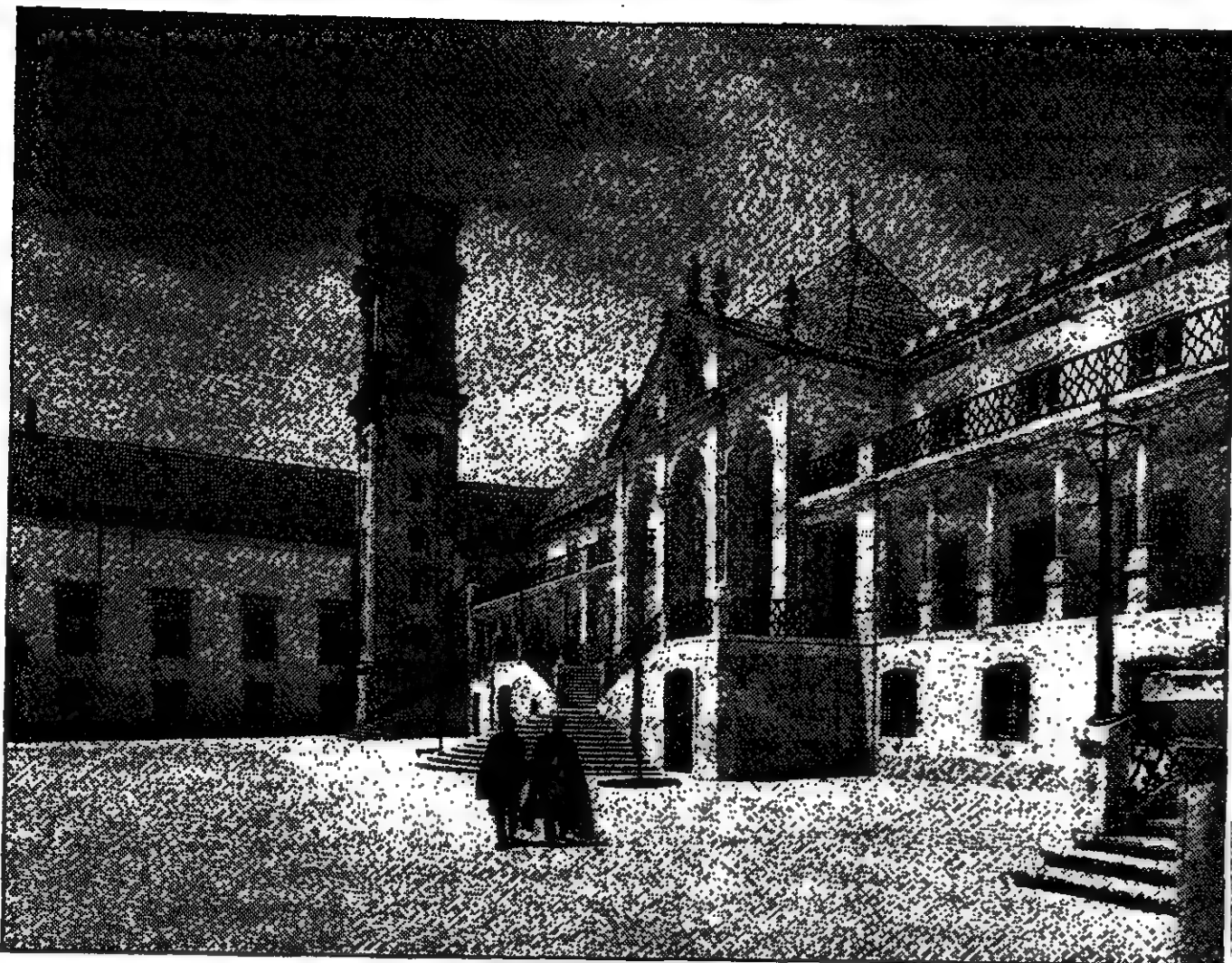
politique pénale. Elle redoute que la récente réforme de la centrale de Saint-Maur ne soit « le signe avant-coureur d'explosions beaucoup plus graves » et reproche au garde des sceaux d'avoir « donné à la fois des consignes de fermeté aveugle et d'incarcération en masse pour des établissements déjà surpeuplés ».

Dix-huit ans de réclusion criminelle pour un méfaiteur guédeloupien. — La cour d'assises de la Guadeloupe a condamné Patrick Thimoléon, vingt-sept ans, à dix-huit ans de réclusion criminelle. Avec six complices condamnés (dont deux par contumace) à des peines allant de huit à quinze ans, il répondait de sept affaires de vol à main armée. Récidiviste, Patrick Thimoléon faisait partie de vingt-cinq détenus évadés de la prison de Pointe-à-Pitre au cours des événements de juillet 1985. Il avait été arrêté en janvier 1986 (le Monde du 23 janvier 1986). — (Corresp.)

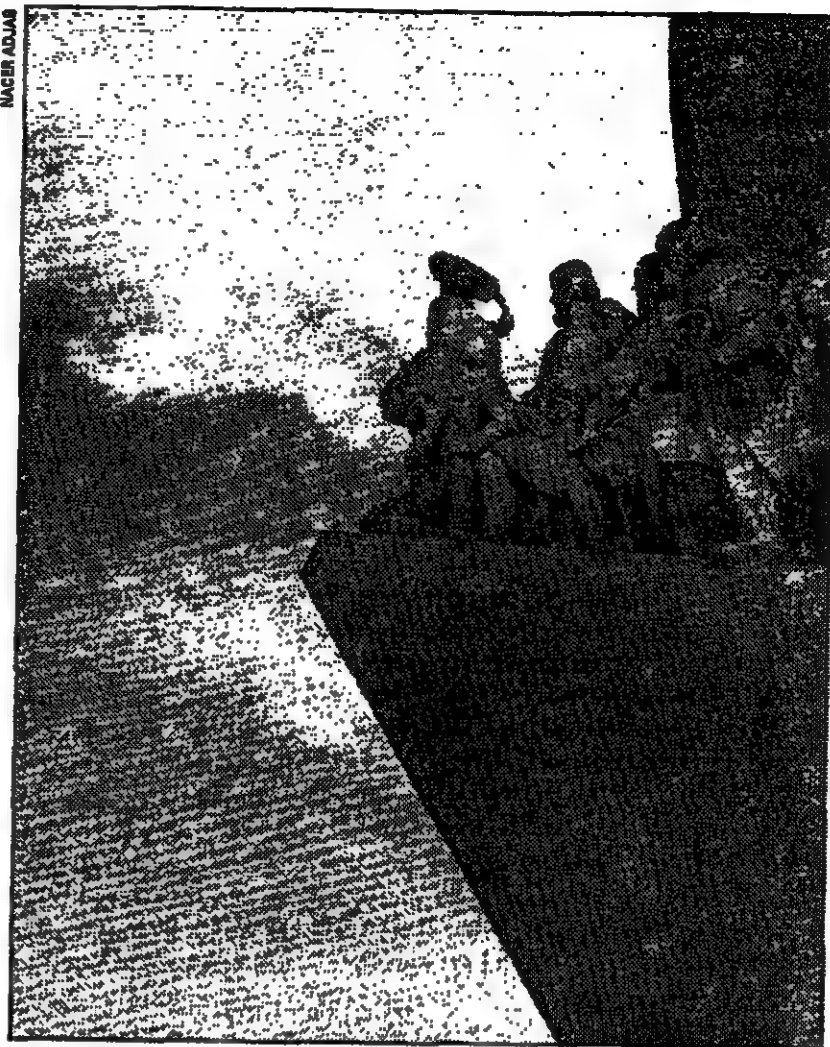
مكتبة الأم

Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 21 novembre 1987 13



Coimbra : la cour de l'université.



Lisbonne : le monument aux « découvreurs ».

Novembre au Portugal

**Porto l'océane,
Coimbra la studieuse,
Lisbonne la cosmopolite :**
le Portugal des villes
et de l'exubérance architecturale
des anciens conquérants
garde, l'hiver, le goût de la mer.

par Olivier Barrot

PORTUGAL, borne océane du Vieux Continent, lieu géographique de l'Extrême-Europe. Portugal, pays extraverti d'où l'on s'en va mais où l'on n'aboutit plus, qui fut point de départ de tous les exils : Macao la chinoise, l'Indienne Goa, Salvador-de-Bahia la brésilienne, l'angolaise Luanda, sont villes aussi portugaises que Lisbonne ou Coimbra. Et les *Lusitades* de Camoens, odyssée d'un peuple comme le sont de l'Hellade les poèmes homériques, content les aventures découvertes de Vasco De Gama.

Y partir donc, et non quitter ce pays dont le nom même, comme celui de sa seconde métropole, contient l'appel de la mer : Porto l'océane, avec ses quartiers hauts et bas à l'embouchure du Douro, ses ponts de métal, ses chais aux noms illustres anglais et français, écoute les mouettes et sent la mer.

Pour ne pas entendre la sirène et lui céder, il fallait sans tarder prendre la route de l'intérieur, se contenter d'entrevoir les premiers *azulejos*, ces fresques de carreaux azur vernissés qui ornent la gare ferroviaire, contourner l'étrange monument de la place Mouzinho-de-Albuquerque, dont le lion énorme écrase l'aigle gigantesque, et le temple baptiste fier de son bien royal.

Le soir tombait, le ciel quittant le rouge passait au noir, les plaques pavées et dissymétriques, avec leur air vaguement Habebourg, se vidaient de leurs amoureux.

Plus au nord, l'industrielle Guimarães s'est endormie, ses feux se sont éteints. Seule éolote

sur une colline, au cœur de la forêt, la façade illuminée du monastère de Santa-Marinha-da-Costa, devenue hôtellerie. Couloirs d'une largeur démesurée, salons vides aux murs d'*azulejos*, portraits d'ancêtres, terrasses, jardins. A l'angle d'un corridor, le ruissellement d'une fontaine à claire-voie souligne l'épaisseur du silence, qui enchante en contrebas taillis et jardins, clochetons et balcons fleuris, ruelles et piloris. Marienbad...

Funiculaire dans la forêt

L'office de l'aube réveille Braga la religieuse : dans la cathédrale baroque ont retenti les fabuleux jeux d'orgue jumeaux surchargés de statues et de tuyaux.

Des petites maisons aux carreaux verts ou rouges, des jardins qui rehaussent la sange écarlate, des passages et des recoins affilés les fidèles, femmes d'âge vêtues de noir, jeunes gens en jean le Walkman sur la tête. Les routes se sont repeuplées de leurs files de chemineaux et de leurs automobiles trentennaires, Ford anglaises et Fiat arrondies.

Il n'y a personne, hors saison, à Bom-Jesus-do-Monte. Formidable décor baroque à une portée de fusil de Braga, ce sanctuaire couronne les escaliers monumentaux des Cinq-Sens et des Trois-Vertus, en un délire lapidaire qui aurait fait la joie du facteur Cheval. Il faudrait résister à la facilité de la

route qui accède au sommet et mériter le panorama immense qu'il dévoile.

Monter à pied, en bon pèlerin ? Il existe une tierce voie : Carlos Amante, qui conçut le monument à la fin du dix-huitième, lui a adjoint un funiculaire serti dans la forêt, dont les cabines de bois peint s'élèvent à heure fixe d'une centaine de mètres en un tournoir. Plus haut encore, dans le même massif montagneux, le mont Samouco, deuxième lieu de pèlerinage du Portugal après Fatima, est désert. L'antique station-service est ouverte.

On s'échappe pas longtemps à la mer. Vers le sud, vers Lisbonne, la ria d'Aveiro forme comme une vaste lagune sans profondeur, quadrillée de chenaux et de marais salins. Entre les bistrots de pêcheurs sinue la route levée sur les eaux que parcourent des chars à bœufs. Un navire gris rouille en cale sèche depuis des lustres, et des barques à fond plat, les *Moliceiros*, ramènent les crues. Il est 5 heures quand s'obscurcit le ciel et que s'abattent les eaux célestes pour s'unir à celles de l'océan. La porte du tennis est restée battante, un lamignon jaune d'or, comme le cuir des pêcheurs recroquevillés sur leur embarcation, indique l'entrée du camping, ouvert en toute saison.

Un soleil sec se lève le lendemain sur Coimbra. Villa de sculpteurs venus de France au seizième siècle, Coimbra demeure d'abord, comme Tübingen ou Cambridge, le siège d'une université : elle donne à la colline qui

l'abrite, montueuse et parcourue de venelles, un climat studieux et débridé. Coimbra initie à l'art manuel, ce rameau lusitanien du gothique renaissant qui s'épanouit comme le règne de Manuel I^{er}, à la fin du quinzième siècle. Piliers tordus en spirale, moulures en câbles marins, motifs végétaux contournés, envahissent les édifices religieux et civils.

Dans les facultés, au gré de patios et d'escaliers, de portails ouvragés, s'assemblent les étudiants à la toge sombre, qui ne ternit pas l'éclat du sourire. L'herbe folle a envahi les toits de la cathédrale toute de pièces rapportées, la tuile de couleur règne sur les plus anciens bâtiments.

Parfums de bois et d'épices

Les pavés inégaux, les montées de guingois donnent accès au cloître du musée Machado-de-Castro, rare ensemble de sculptures médiévales qu'égalent de temps en temps le chant d'un piano voisin. Il faut y découvrir la Vierge encointe de 1330, avec son gros ventre, un Christ noir, maigre et terrifiant, une Vierge de pierre lisant, l'étrange saint Jean-Baptiste baroque et rose à l'allure diabolique.

Dieu, cependant, est ordre : pour le rappeler à l'exubérance coimbreque, les jésuites construisent au dix-septième siècle la Cathédrale neuve, grandiose et quelque peu inquiétante, comme pour faire ressaire en la cité la crainte de l'heure dernière.

Le Portugal rêva de grandeur et, à un moment du seizième siècle, domina le monde : à l'instar des Pays-Bas, il régna par la mer et par l'étendue de son empire colonial.

La démesure lui convenait : ainsi celle du monastère dominicain de Batalha, paragon épuissant du maniérisme en gloire ; celle encore du monastère cistercien d'Alcobaca, admirable par son austérité intérieure, la hauteur de ses voûtes en ogives croisées, la rudesse de ses salles capitulaires ; celle aussi du château Saint-Philippe, forêt de bastions dominant la baie de Setúbal, ou du couvent Saint-Jacques de Palma embrassant à la brune, du haut de son promontoire, un paysage illuminé vaste comme un département.

« L'Avenida da Liberdade — l'Avenue par excellence — sur laquelle donnent mes fenêtres, est toute mauve de ses arbres fleuris, et le soleil n'atteint plus qu'à travers les longues guirlandes vivantes et parfumées le pavé aux grands dessins blancs sur fond gris », écrivait, de Lisbonne, Valéry Larbaud à ses amis, un jour de 1926.

Elle n'a pas tellement changé, la vieille cité phénicienne devenue l'une des plus attirantes villes portuaires d'Europe, avec ses collines

en à-pic sur l'océan, dont les ruelles entremêlées d'Alfama ou de Santa-Cruz valent dix Montmartre, ses parfums de bois et d'épices mêlés, au bord du Tage, aux odeurs d'essence et de chimie, sa frénésie boutiquière et sa gentillesse.

Mais on verra, au pied des palais nouveaux, des carrés de choux et de poireaux et, au sortir des périphériques, des chaussées difformes : le Portugal est à présent membre à part entière de l'Europe. Cependant les mouettes survolent toujours le château Saint-Georges, et l'ascenseur dû à Eiffel relie sans faille le Rossio, en bas, au Chiado, en montant ; sa commande de cuivre et de bois verni ressemble à un gouvernail de navire, car tout à Lisbonne a le goût de la mer.

Les tramways urbains longent les docks et les navires, le port est le cœur même de la ville, autant que les églises baroques, que les bistrots où le café surpasse en qualité l'italien, que « la place Camoens, où les oiseaux à la chute du jour se perchent en si grand nombre qu'on croit d'abord les branches couvertes de tout leur feuillage d'été, desséchés et intact » (Larbaud).

(Lire la suite page 16.)



TUNISIE CONTACT

le spécialiste de la Tunisie amie

- une longue expérience,
- un grand choix d'hôtels et de circuits
- des voyages à la carte et des week-ends

RÉVEILLON AU CLUB SANGHO ZARZIS
 1 semaine à partir de **3.950 F**
Tout compris Paris/Paris

DOCUMENTATION GRATUITE

TUNISIE CONTACT
 30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
 ☎ 42.96.14.23 — 42.96.02.25

ESCALES



Lettres de Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne, du pays de Galles à l'Écosse, sur les traces de ses écrivains. Ce voyage littéraire organisé par «Landscape and Literature» (151 Charles Avenue, Chichester, West Sussex PO19 4HD, tél. : 243-77-69-05) a lieu tous les mois au départ de Londres et dure trois semaines.

Après avoir flâné à Londres et vu un spectacle en soirée, on se dirige vers le sud-est pour visiter la maison de Virginia Woolf,

Monk's House, puis celle de Rudyard Kipling. Dans la petite ville de Rye, on foule les mêmes pavés qu'Henry James et l'on bifurque à l'ouest pour retrouver Jane Austen en sa maison. Celle de Tennyson, dans l'île de Wight, est maintenant un agréable hôtel : on y passera deux nuits. On se promènera sur les falaises avant de visiter Osborne House, qui fut la demeure de la reine Victoria et du prince Albert.

Le Dorset de Thomas Hardy, la Cornouailles du roi Arthur, précèdent la remontée vers Bath en souvenir de Jane Austen, à travers la région des lacs, à cause de Wordsworth, jusqu'à Edin-

bourg, patrie de sir Walter Scott. On regagne Londres par York, Haworth, village des sœurs Brontë, Oxford et Stratford-upon-Avon, où l'on assistera à une représentation du Royal Shakespeare Theatre.

Une autre lecture des hommes et femmes de lettres anglais, à partir de 5 000 F par personne, selon le nombre de participants. De Londres à Londres.

Belle-Ile an neuf

Pour les fêtes de fin d'année, il y a les tentes de la tradition et ceux qui, au contraire, recherchent l'insolite. A ces derniers, Villages Vacances Familiales (VVF, centre de réservation, tél. : 64-59-78-18) propose, du 27 décembre au 3 janvier, une Saint-Sylvestre en plein océan. A Belle-Ile-en-Mer avec, très exactement, affirme-t-on, «la garantie d'un séjour hors du temps et un dépassement total assuré».

Assurez-vous d'abord d'une place sur le bateau qui, de Quiberon, dessert le paradis bellinois (C^o Morbihanaise de navigation, 56360 La Palisse, Belle-Ile-en-Mer, tél. : 97-31-90-01). Surtout, si votre voiture est de la fête.

Il ne vous restera plus ensuite qu'à vivre votre semaine de détente et de santé au rythme des nombreuses activités proposées : ateliers (théâtre, bridge, échecs, danse bretonne, chant choral), balades le long des 50 km de côtes désertes et, le soir venu, fêtes et spectacles (danse, café-théâtre, musique, poésie, conteurs, Fez-Noz avec chanteurs et danseurs locaux) avec, le 31 décembre, un réveillon de l'an neuf breton. Réveillon spécial pour les enfants qui, par all-

leurs, sont accueillis chaque jour dans un club.

Compter 670 F par personne (470 F par enfant de moins de onze ans) pour un forfait comprenant : la location de l'appartement, les spectacles, les activités et le réveillon. Sur la base de quatre personnes par appartement. Ajouter 103 F par famille pour l'adhésion à l'association et sachez qu'il est possible de bénéficier, sur place, d'un service de plats cuisinés à la résidence.

Minuit à Salzbourg

C'est l'Enfant Jésus et non le Père Noël qui apporte des jouets aux enfants autrichiens. Dans les environs de Salzbourg, un hameau de trente habitants, qui s'appelle du reste Christkindl (Enfant Jésus), est le centre postal où, chaque année, parviennent des milliers de «commandes» enfanteries et d'où sont expédiées les quelques deux millions de cartes de vœux déposées par les visiteurs. Un peu plus loin, Obendorf est le lieu de naissance, en 1818, de l'universel chant de Noël Douce nuit, Sainte nuit.

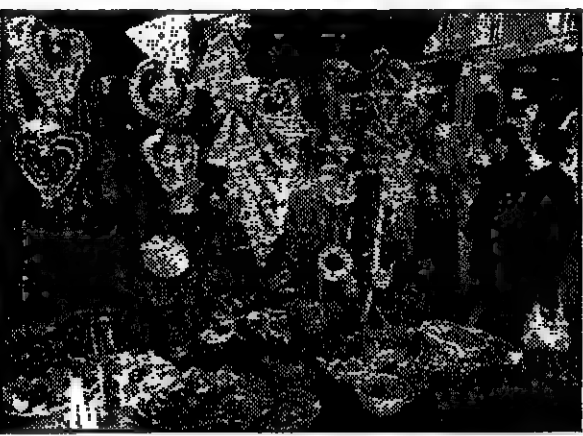
Pour vivre un Noël autrichien, tout en guirlandes de

safran et couronnes de l'Avent en paille tressée, Austro Paul (136, rue de Rivoli, 75001 Paris ; tél. : 40-28-05-22, et agences de voyages) propose de découvrir ces endroits et d'assister à la messe de minuit en la cathédrale de Salzbourg, au cours d'un pèlerinage organisé du 22 au 27 décembre, via Strasbourg (où l'on passera deux nuits), Munich, Bad-Ischl et Ulm.

Le prix, par personne en chambre double, est de 3 990 F au départ de Paris et de 3 390 F au départ de Strasbourg (supplément de 130 F, par nuit, pour une chambre individuelle). Il comprend tout : le transport en autocar de grand tourisme, la pension complète (dîner de Noël inclus) et l'hébergement dans des hôtels trois et quatre étoiles, les visites guidées et un concert (le 25 décembre à Salzbourg), les services d'une accompagnatrice, les taxes et les assurances.

Le désert à la bonne saison

Les amateurs de désert n'ignorent pas que l'hiver est la bonne saison pour se rendre au Sahara. Le meilleur intermédiaire pour organiser un voyage est l'Office natio-



MARC GARNIER



RENAUD DESCHAMPS

Un plongeur aux Maldives

Il fait doux toute l'année. Toute l'année, l'eau est chaude, translucide, et la faune sous-marine si riche que les plongeurs du monde entier rêvent d'y aller un jour : l'archipel des Maldives, république de 150 000 habitants répartis sur 220 îles, à 800 kilomètres à l'ouest du Sri-Lanka.

Deux spécialistes (New-look Maldives, 9 ter, rue Méduse, 92400 Courbevoie, tél. : 43-33-26-52 et Subexplor, 17, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9, tél. : 45-23-51-51) proposent des forfaits avion, hébergement en bungalows et repas à partir de 8 000 F pour une grande semaine (dans les agences de voyages). Les prix varient selon les compagnies aériennes et la durée du séjour : 10 800 F à 11 800 F pour treize jours sur Singapore Airlines, 8 300 F à 9 100 F pour huit jours sur Air Lanka — et selon les îles : Villingili, Kuzumathi, Kantholhu, etc. Pour six jours de plongée — deux sorties en bateau par jour — il faut compter 1 680 F par personne. Départs individuels.

DESERTEZ !

Yemen, Spitzberg, Sahara... etc.
Doc. gratuite !
50 av. des Ternes
75017 PARIS
43.42.45.45

NOMADE
L'AVENTURE

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

17 - Proche Royan

Belle MAISON caractéristique entièrement rénovée, type F4 + cuisine équipée + 2 gar. Sur 2 500 m² terrain clos, 600 m² F en possibilité vignes. 300 000 F entrée + 2 500 F vente main. Agence FONCILLON (46) 39-12-98

Investissez dans l'île de Ré à 150 m de la mer - A Rivendun 30 charmantes résidences insolites blanches dans un coin de verdure « LE VILLAGE DE L'ONDIR DES PINS » T. 2, T. 3, avec patio et jardin - prix à partir de 350 000 F + 3 % frais - livraison juin 88. Cédex Charente-4, quai Dupont-La Rivière Tél. : 46-41-22-91 et 46-41-42-97

LA MARTINIQUE EN CONCORDE, NOËL AU MÉRIDIEN.

Départ le 21 décembre. Voyage aller en Boeing 747 Air France, 9 jours/7 nuits avec petits déjeuners au Méridien Trois îlets, voyage retour à bord du Concorde le 28 décembre.

Centre d'informations Jet Tours.
Paris : 47.05.01.95
Lille : 20.06.52.52
Marseille : 91.22.19.19
Lyon : 78.42.80.77
Mulhouse : 89.66.20.02
Nice : 93.80.88.66.
Toutes agences Air France et agréées.

9 JOURS AU MÉRIDIEN : 18500 F.

Jet-tours
REVE PROMIS. REVE TENU!

...SPÉCIAL DERNIÈRE...

MONTREAL: 1 900 F A/R
LIMA: 2 740 F Aller-simple
MEXICO: 4 380 F A/R
ISTANBUL: 1 550 F A/R

Jumbo
CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3614 + JUMBO. GRENOBLE: 76 54 64 09 - LE HAVRE: 35 21 31 33 - PAU: 59 27 11 12 - MULHOUSE: 89 66 20 02 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

SALZBOURG A LA CARTE

Conditions spéciales automne/hiver 1987/1988

Avent-Noël-Jour de l'an
Semaine Mozart à Salzbourg

Salzbourg pour individualistes - « Cure Paracelse » - « Safari hivernal » - Brefs séjours. - Une semaine ou un week-end. - Différentes offres des hôtels, etc.

* Nouveau :

Séjours combinés « Sports et Concerts »

Demandez nos dépliants détaillés, exp. Office du Tourisme de la ville (Stadtverkehrsbüro)

7, Auerpergstrasse, A-5024 SALZBURG
Tél. : 1943/862/8072-0. - Téléc. : 6/33488

SALZBURG

Pailles

oto

VARS BARDONECCHIA

LA PLAGNE REALLON

ACCESS V LES AMERIQUES

مكتبة الأمل

DECOUVERTE

Pailles noires de Charleston

A Charleston, en Caroline du Sud, la vannerie est un art propre à la communauté noire et un sujet de recherches pour les folkloristes

Le voyageur curieux de voir une ville du vieux Sud préservée peut se rendre à Charleston, en Caroline du Sud, « où l'on trouve encore un peu de charme et de grâce », selon les termes de Rhett lorsqu'il abandonne Scarlett à la fin d'*Autant en emporte le vent*. Là, il trouvera grandes villes à balcons et colonnades, rues ombragées par les magnolias, et remarquera l'absence éclatante de fast-foods et de publicités tapageuses, tout en goûtant l'odeur douceâtre et la chaleur.

Dans les beaux bâtiments de l'ancien marché, des femmes noires fabriquent et vendent des vanneries; elles susciteront peut-être une réflexion sur le Sud esclavagiste, mais le voyageur éclairé, qui se méfie des « arts traditionnels » aussi anciens que le tourisme de masse, risque de passer à côté de ce qui est probablement la manifestation artistique la plus authentique et la plus ancienne de la région de Charleston. La vannerie est en effet l'une des rares créations qui appartiennent en propre à la culture des Noirs américains.

Les chercheurs ont établi que la vannerie, d'origine africaine, est aussi ancienne que la présence des Noirs en Amérique et qu'elle est étroitement liée à la culture du riz. Pour le vannage des grains de riz, les maîtres appréciaient le fait que les esclaves fabriquent leurs propres instruments de travail. Bien après la fin de l'esclavage au début de ce siècle, les fermiers noirs utilisaient encore les vases traditionnels.

La vannerie était alors un travail d'homme. C'étaient d'ailleurs les garçons qui apprenaient à la Penn School. Fondée sur l'île de Sainte-Hélène, non loin de Charleston, durant la guerre civile par les abolitionnistes du Nord qui occupaient la région, cette école avait pour objet avoué de « tester les capacités des noirs pour la liberté, l'indépendance et le perfectionnement ». En réalité, il s'agissait de maintenir les Noirs attachés à la terre, pour la travailler.

Héritage africain

Dès le début, la classe de vannerie est l'une des plus importantes. Elle contribue à la renommée de l'école puisque les travaux des élèves sont vendus dans tout le pays. L'administration souligne l'importance de ce qui est « le seul véritable artisanat noir, hérité des ancêtres africains ». L'enseignement de la vannerie décline dans les années 40, et les classes se féminisent, mais il ne disparaît qu'avec l'école, en 1950.

Entre-temps, le commerce a pris le relais. Dès 1916, un homme d'affaire de Charleston, Clarence Legerton, crée une société qui commercialise la vannerie; elle va se révéler une affaire très profitable. Les vanniers comprennent la valeur de leur travail, s'installent à leur compte, sur le bord des routes touristiques et dans les rues du centre de Charleston. Depuis, c'est là qu'on les trouve.

Alors que généralement le tourisme abâtardit les arts tradition-

nels et détruit des structures sociales fragiles, c'est le contraire qui s'est produit ici. La vannerie traditionnelle devient un véritable art, pratiqué au moins autant pour le plaisir que pour les revenus qu'il procure. Ce sont, aujourd'hui, les femmes qui font les paniers, mais les enfants des deux sexes apprennent, dès l'âge de six-sept ans, à les coudre. Les hommes vont chercher les joncs et autres herbes nécessaires. Enfin, ce sont les femmes qui, tout en travaillant, vendent la production familiale. Au total, un millier de personnes sont ainsi occupées.

Enfin d'améliorer les ventes, les femmes inventent sans cesse de nouvelles formes, inspirées du monde moderne. C'est ainsi que l'on peut voir des paniers en forme de bouteille de lait ou de plateau à gâteaux. Mais on note en même temps un retour au style africain, favorisé par la prise de conscience de la spécificité africaine de cet art.

Les personnes capables d'innover sont particulièrement estimées dans leur communauté. Celles qui aujourd'hui font de la vannerie l'ont souvent choisi en connaissance de cause. Plusieurs

d'entre elles ont eu une vie professionnelle avant de se consacrer à cet art, parfois à plein temps. Ainsi, Mary Jackson avait été secrétaire de direction. Elle s'est rapidement révélée une grande artiste, dont les musées achètent les œuvres pour plusieurs milliers de dollars.

La pratique de la vannerie est devenue un moyen d'identification culturelle pour les Noirs de la côte de Caroline du Sud. Pourtant, ils refusent un autre aspect de leur héritage : la culture gullah.

Parler ou non gullah

Le dialecte gullah, mélange d'anglais des dix-septième et dix-huitième siècles et de dialectes ouest-africains, est spécifique aux Noirs des régions côtières de la Caroline du Sud et de Géorgie. Il s'accompagne d'un certain nombre de pratiques traditionnelles en religion, musique, cuisine, médecine et, bien sûr, vannerie. Il s'agit d'un héritage culturel riche et important, unique aux Etats-Unis. Mais il marque ceux qui parlent encore cette langue et qui



se sentent rejetés, isolés à l'intérieur même de la communauté noire.

Les Noirs des villes tiennent à ne pas être assimilés à ceux des îles qui parlent encore gullah. Parler d'art gullah à propos de la vannerie n'est pas considéré comme un compliment par les femmes. Pourtant, leur conversation est souvent difficile à comprendre, tant elle est émaillée de dialecte.

L'avenir de la vannerie est-il pour autant bien assuré? Les jeunes filles semblent rebutées par une tâche si ardue : le fait de rester assises pendant des

heures à travailler sur un seul panier, alors qu'elles ont la possibilité de faire des études et d'améliorer leur position sociale, leur semble trop ingrat. Pourtant, elles envisagent de continuer sur les traces de leurs mères, pas à plein temps comme elles, ni pour l'argent, mais pour perpétuer la tradition. Ainsi, même si la culture gullah n'est pratiquement plus qu'un objet d'études ethnographiques, Charleston maintient réellement ce modeste lien des Etats-Unis avec son passé le plus ancien.

MARTINE KIS.

POUR UN PRIX CHARTER OFFREZ-VOUS UN VOL REGULIER UTA.

ABIDJAN 3.835F*

Les Tarifs Challenge UTA: 65% de réduction sur les vols verts UTA pour ceux qui voyagent en famille** pour les moins de 27 ans et les plus de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes) sur 11 destinations d'Afrique francophone.

ABIDJAN 3.835 F* - BANGUI 4.535 F* - BRAZZA-VILLE 4.565 F* - CONAKRY 3.525 F* - COTONOU 3.835 F* - LIBREVILLE 4.535 F* - LOMÉ 3.835 F* - N'DJAMENA 3.885 F* - NIAMEY 3.370 F* - NOUAK-CHOTT 3.000 F* - OUAGADOUGOU 3.685 F*

Ces tarifs A.R. sont au départ de PARIS. Renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agent de voyages pour les conditions d'application de ces tarifs et pour les tarifs au départ des escales de Lyon, Marseille, Nice.



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA

*Taux au 15/10/87. **Taux de réduction pour tous les membres de la famille (au minimum 3 et voyageant ensemble).

OTU LE SKI PAS CHER!

HÔTEL : SEJOUR AVEC ANIMATION	
VARS	à partir de 950F
BARDONECCHIA	à partir de 1690F
LOCATION : FORFAIT REMONTEES INCLUS	
LA PLAGNE	à partir de 1192F
REALLON	à partir de 515F
OTU-VOYAGE : 43 29 12 88	
137, boulevard St Michel 75005 PARIS	
EN PROVINCE : dans les CROUS et les CLOUS.	

ACCESS VOYAGES LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

	AC	AR		AS	AR
NEW YORK	1150 F	2080 F	SAO PAULO	1900 F	3680 F
AMSTERDAM	1640 F	4090 F	SEATTLE	1900 F	3700 F
ATLANTA	1640 F	3800 F	WASHINGTON	1400 F	2600 F
BALTIMORE	1280 F	2520 F	BIRMINGHAM	2800 F	4165 F
BOSTON	1380 F	2400 F	CALGARY	2200 F	3735 F
CHICAGO	1490 F	2885 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
CLEVELAND	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
DALLAS	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
DENVER	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
DETROIT	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
HOUSTON	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
LAS VEGAS	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
LOS ANGELES	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
Miami	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
NEW ORLEANS	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
ORLANDO	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
PHILADELPHIE	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
PHOENIX	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
PITTSBURGH	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
PORTLAND	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
SAN LOUIS	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F
SAN DIEGO	1680 F	3080 F	CHICAGO	2200 F	3735 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
REDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES
Tarifs soumis à modifications sans préavis, des réductions prévues s'appliquent.

ACCESS VOYAGES
5, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Metro et RER Châtelet-Les Halles
Tel. (1) 40 13 02 02 ou 42 21 46 94
et en exclusivité

Pour gagner du temps, réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire
(1) 40 13 02 02 ou 42 21 46 94

VOYAGE

LA TABLE

Novembre au Portugal



(Suite de la page 13.)

Lisbonne, d'où partent tant d'explorateurs et de voyageurs, devint terre d'adoption de l'Arménien Gulbenkian, ce personnage de Caennan qui « inventa » le pétrole du Moyen-Orient. La fondation qui porte son nom recèle les inimaginables richesses qu'il sut acquérir, mosaïques persanes et portraits par Rembrandt, meubles de Cressent et vases de Lalique.

OLIVIER BARROT.

Carnet de route

POUR Y ALLER

Air France et TAP-Air Portugal desservent régulièrement Lisbonne et Porto depuis Paris et Lyon, avec des tarifs « viatic » avantageux.

Nouvelles Frontières propose diverses formules avec voyage seul, location de voiture, séjour dans la capitale et en Algarve (sud du pays), ainsi qu'un pittoresque circuit de huit jours dans les « pousades », monuments historiques transformés en hôtels de luxe de l'époque (environ 2 000 F sans le voyage).

A CONSULTER

Le Guide vert (Michelin) et le Guide bleu (Hachette) ; Portugal, par F. Villier (Seuil), collection « Petite Planète » ; les Que sais-je ? sur l'histoire et la littérature portugaise (PUF).

A LIRE

Les poèmes de Fernando Pessoa (Gallimard), les romans de M. Torga (Aubier), Castelo Branco (Actes-Sud), Lobo Antunes (Anne-Marie Métallière). Les nouvelles de l'italien A. Tabucchi, pour l'ambiance de Lisbonne (Bourgois).

ENSEIGNE

Beaune et bon

« O »

N a eu chaud l'Effectivement, les vigneronn bourgeois ont eu chaud, cette année, au propre et au figuré, les craintes et les espoirs alternant au gré de la pluie et du soleil, pour finalement déboucher sur un millésime 1987 tout à fait honorable.

Tout avait pourtant tellement bien commencé : pas de petites gelées meurtrières, un mois d'avril particulièrement chaud, sec et ensoleillé qui permit une très belle sortie de feuilles (débourrement) et de grappes, gage d'une abondante récolte. Mais les conditions climatiques se gâtèrent en mai, et surtout en juin, froid et pluvieux, avec une floraison exceptionnelle étalée en longueur : près d'un mois. Ce phénomène entraîne une assez forte « coulure », c'est-à-dire une défilance de la fructification, de même qu'un important « millerandage » (grappe de raisin plus petits et plus rares sur la grappe). Résultat immédiat : une diminution de la récolte, inférieure de 30 % à 40 % à celle de 1986, très abondante, il est vrai.

Restait la qualité. On connaît l'adage : « Août fait le raisin, septembre fait le vin » ; à la Saint-Martin, tu sais ce qu'il devient. En bien, après des mois de juillet et d'août très irréguliers, avec alternance de courtes vagues de chaleur et de temps gris, trois merveilleuses semaines de septembre, toutes pleines d'un soleil éclatant, « firent le vin » avec une montée rapide des sucres, donc du degré d'alcool, et une concentration d'arômes, de tannin et de couleur. Quelques attaques de pourriture grise furent rapidement stoppées par un vent venu du

nord bien sec, et, miracle, les vendanges purent se terminer pratiquement avant l'arrivée des pluies. Bref, une année à surprises qui a fait trembler.

Vendict des sages officiels : « Les vins rouges ont une très belle couleur pourpre intense. Ils développent des arômes déjà très riches de petits fruits (mûre, cassis, parfois cerise et groseille). La dégustation révèle des tanins assez puissants, conférant une bonne structure en bouche. Les vins blancs moins touchés par le millerandage et la coulure, sont fins et aromatiques, avec une belle couleur jaune pâle avec des reflets verts. » En langage décodé, la Bourgogne a eu beaucoup de chance, de même que l'Alsace et la Champagne, plus que le Bordelais, affecté par les pluies.

Tendres et aromatiques

Pour un professionnel, à la fois producteur et négociant, comme M. Claude Bouchard, chef de la maison beaunoise Bouchard père et fils, « ce n'est sûrement pas le millésime du siècle, mais on ne s'en est pas mal tiré. Les degrés sont bons en rouge, même surprenants. L'acidité n'est pas très forte, elle est même relativement faible, ce qui devrait nous donner des vins tendres, avec des arômes très frais, qui n'auront pas une garde très longue, mais plus longue tout de même que le millésime 1984. Les blancs, bien que vendangés après les rouges, n'ont pas une aussi belle maturité. »

Effectivement, à la dégustation, les rouges ont une belle couleur, avec des tanins assez puissants, un « corps » tout à fait suffisant et une acidité peu mar-

quée. L'acidité, c'est-à-dire la teneur en acides tartarique, chlorique, malique, qui est la colonne vertébrale du vin : en lui permettant de lutter efficacement contre l'oxydation, au contact de l'oxygène de l'air, et donc de ne pas « casser », elle lui garantit une longue vie. Trop d'acidité, en revanche, conjuguée avec une déficience en tannin, conduit à des vins « secs », comme en 1977.

Avec tout cela, comment allaient se comporter les prix, le 8 novembre, à la 127^e vente annuelle des Hospices de Beaune, qui constitue plus ou moins le thermomètre de la conjoncture dans le vignoble bourguignon ? A la vente de 1986, une forte chute avait été enregistrée (- 41,4 % en moyenne), mais elle faisait suite à une flambée encore plus forte en 1985 (+ 86 % sur les rouges et + 39 % sur les blancs), de sorte que l'on revenait ainsi à la normale, du moins au niveau de 1983-1984. Cette année, l'indécision régnait.

« Si les prix augmentent de 10 %, on est coincé, il faudrait que les prix restent stables », assurait M. André Gagey, qui dirige la maison de négoce Louis Jadot, faisant allusion aux réticences des acheteurs américains, pénalisés par la baisse du dollar. Effectivement, pour la campagne 1986-1987, les exportations de vins bourguignons vers les Etats-Unis, premier marché avec 36 % au total, ont reculé de 27 % (11 % pour les rouges). Par ailleurs, la diminution de la récolte précédemment évoquée militait en faveur d'une légère hausse.

Enfin, il fallait compter avec les ardeurs de la maison Patriarche père et fils et de son président, M. André Boisseaux, petit homme

vil de soixante-dix-sept printemps qui, non content d'avoir construit la plus grosse fortune de Beaune, accumule dans ses caves immenses les cuvées des Hospices.

En définitive, ce fut la hausse qui l'emporta, mais fort raisonnable : 8,18 %, les rouges gagnant 9,19 % et les blancs 3,60 %. M. Boisseaux, toujours actif, se montra « sage », mais, selon les Beaunois, l'intervention d'éléments « non professionnels » (restaurateurs ou autres) faussa un peu le déroulement des enchères. Tant mieux pour les Hospices, qui ont encaissé 14,5 millions de francs (contre 24,9 millions l'an dernier).

Quant à l'Institut Pasteur, représenté par le professeur Monégrier, il a touché 605 000 F — record historique — pour une pièce (228 litres) de la cuvée Hugues et Louis Bétaut, soit 2 110 F la bouteille. L'acheteur ? Un entrepreneur libanais du Luxembourg, qui passait par là et voulait « seulement faire quelque chose pour l'Institut Pasteur », rivalisant longtemps avec l'impitoyable M. Boisseaux pour finalement l'emporter.

Signale enfin que le beaunois, grâce au glorieux soleil de septembre et à la faible acidité, cette année, très souple, très frais, très fruité, avec une palette de parfums très étendue (certaines y ont reconnu le banane, d'autres la fraise ou le framboisier...). A la dégustation, les arômes vous sautent à la figure : on retrouve enfin le beaunois frais et godelant qu'on pouvait déguster sur le zinc des « michons » lyonnais, il y a bien des années...

FRANÇOIS RENARD.

SEMAINE GOURMANDE

Didier Délu

Bon accueil de la patronne dans la petite maison transformée, agréable aussi, claire, et de belle cuisine.

Mon choix, ce midi-là : terrine de canard du jura Délu, rouget de roche grillé sur lit de tomates, cervelle de canut, farandole de pommes rôties. Un menu de deux plats, fromage ET dessert à 150 F : un autre au dîner « système D. » avec apéritif, amuse-bouche, demi-bouteille de vin, café et mignardises à 200 F ; et carte. Et aussi, pour les amateurs dont je suis, une belle carte de pure et simple maitrise proposée par l'aimable Sabine Délu, avec des vingt-cinq ans d'âge incomparables.

● Didier Délu, 85, rue Leblanc, 75015 Paris. Tél. : 45-64-20-48. Fermé samedi midi et dimanche. CB, AE, DC. Selon huit à douze couverts dans une jolie cave.

Le Pergolèse

C'était hier encore Le pays de Bresse. Repris par deux hommes de métier, redécouvert, de bistrot devenant restaurant élégant, c'est l'évé-

nement du quartier. Salades diverses en entrée avec aussi les crêpes de saumon, navarin de gambas, tête de veau gibiche, ris et rognon de veau aux petits oignons, canard sauvage aux poires (excellent), gibiers divers et innombrables desserts. Avec un menu de

deux plats, fromages ET dessert à 158 F. Je me suis régalé du menu dégustation : trois entrées, deux poissons, sorbet, une viande, fromage ET desserts à discrétion, arrosé d'un opus arrosé, à 270 F. A la carte, compter 250 F à 300 F.

● Le Pergolèse, 40, rue Pergolèse, 75016 Paris. Tél. : 45-00-21-40. Fermé le dimanche. CB, DC, AE. Parking : porte Maillot.

SUISSE

Alpes

Château-d'Oex
Les Diablerets
Les Mosses
Leysin
Villars



Votre lieu de rencontre hivernal

Dans un cadre superbe, des stations parfaitement équipées

Canton de Vaud (Région du Léman)

Jura

Saint-Cergue
Sainte-Croix/
Les Rasses
Vallée de Joux



- Réservations : Agences de voyages et Offices de tourisme
- Renseignements : Office National Suisse du Tourisme, 11 bis, rue Sorbè, 75009 Paris, Tél. (01) 47 42 45 45
- Office du Tourisme du Canton de Vaud (Région du Léman), 60, Av. d'Ouchy, CH-1006 Lausanne, Tél. 1941-21-27 72 02

AIR HAVAS

NEW YORK à partir de 2130F
TEL AVIV à partir de 1890F
TENERIFFE à partir de 1390F
NAIROBI à partir de 4845F

En vente à la boutique AIR HAVAS, 15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42 96 97 34 et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES. Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

Allez au Portugal

Tout un week-end pour les amoureux de Lisbonne

1.990 F*

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou

Contactez : la TAP Air Portugal - tél : (1) 42.96.16.09 ou le Centro de Turismo de Portugal em França, 7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Un week-end à Lisbonne (3 jours / 2 nuits). Prix par personne incluant le transport par la TAP Air Portugal Paris/Lisbonne/Paris et l'hébergement dans un hôtel 3*** (chambre double / petit déjeuner).



LA TABLE

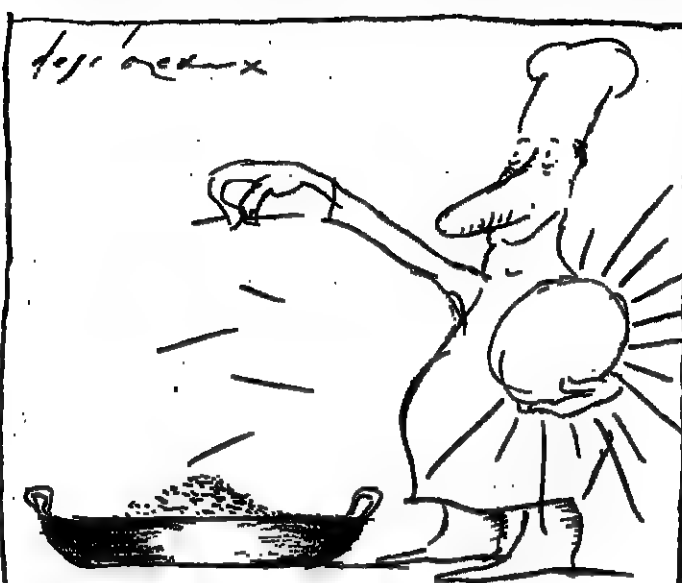
Les paellas

La poêle noire et ronde, à deux anses, se nomme en Espagne une paellera. C'est elle qui a donné son nom à la paella, ou plutôt aux multiples paellas du Levant espagnol qui a Valence pour capitale. D'où souvent sur les cartes le nom de paella valenciana.

Le riz, cultivé dans cette région, en est la base avec tous les aromates du soleil. Pour le reste, c'est un peu l'auvergnat espagnol et chacun y trouve ce qu'il y apporte, selon son goût, l'occasion, la famille, la coutume. On dit là-bas que chaque homme a trois recettes : la sienne, celle de sa mère et celle de sa femme !

Rouge et or est la cuisine espagnole : sang du piment, or du safran. Espagnolissime est la paella, plat de plein air et d'occasion ici, plat de fête là. Avec nécessairement le riz. Ce riz qui absorbe les parfums, les sucs, les essences et les subtilités en un subtil bouquet. J'ai vu un jour sous la plume d'une bécasasse à recettes que ce mélange, chair et poisson, prive la paella de saveurs fines. Bien au contraire, et les langoustines, la lotte, les moules, s'accrochent au chorizo, flet de porc, poulet, en une rhapsodie d'incomparable richesse.

Les légumes aussi. La tomate, bien sûr, fondue et concentrée, mais aussi quelquefois des haricots verts et la tache pointilliste



des petits pois. Tous ces éléments enrubannés de saindoux ou d'huile d'olive, assaisés du bouillon d'abatis si l'on use d'une volaille, légèrement pointés d'ail, forment, dans la paellera estivale, sur le feu du jardin andalou, comme un triomphal bouquet d'hommage profane lors de la fête, au mois de mars, de la plantation du riz, les Falas de San José.

Mais, je le répète, la paella est le plat fourre-tout par excellence. Je me souviens d'une paella d'occasion admirable. Nous avions le riz, les aromates et condiments, moules et langoustines. Le village voisin, un hameau plutôt, n'aurait qu'un unique commerçant qui nous vendit un saucisson, quatre côtelettes de corderon et... deux cuisses de lapin en gelée. Eh bien, la gelée

du lapin dissoute dans le riz, la chair taillée en dés et enfouie sous le riz en même temps que les noix de côtelettes préalablement grillées, les rondelles de saucisson relevant le tout : ce fut une merveille !

Bien évidemment, l'accompagnement d'un vin de la Rioja s'impose. Il évoque Ramon Gomez de la Serna :

La sieste du vignoble est le [poème de l'été...]
A celui qui commande une [demi-bouteille]
Il manquera toujours l'autre [demi].

Les restaurants espagnols ont pratiquement disparu de Paris. Michelin n'en cite aucun. Il y a La Paella (50, rue des Vinaigriers, Paris-10^e) au titre prometteur. Et surtout, cité par le Bottin gourmand comme par Gault-Millau, le cher Candido (40, avenue de Versailles, Paris-16^e, tél. : 45-27-86-68; fermé le dimanche soir). Certes, les tomates de son petit jardin (bien sûr couvert) ne sont plus qu'un souvenir, mais son agneau rôti, sa parillada et sa paella sont savoureux. Et de surcroît vous pouvez la commander, cette paella, à emporter, ce qui est utile autant qu'agréable pour un repas en famille.

LA REYNIERE

MIETTES

● Larousse réédite Cuisine et vins de France, de Curnonsky. Le cher Cur serait bien étonné de voir que l'on a supprimé des plats qu'il aimait (du Gerniny aux œufs Toulonnais, supprimé à d'autres le nom de leur créateur (le homard du père Chazard est devenu « la homgroise ») ou leur référence, comme ce civet de lièvre aux pruneaux (nati d'Angers) rebaptisé « l'éganais ». Oubliés les frites (whisky) devenues les frites (Challan) de Challan, les photos de tables modernes qui faisaient mourir de rire... Et, à propos de mourir, élogieuses à ces iconoclastes que le prince des gastronomes n'est pas tombé de son troisième étage sur le trottoir, mais dans la cour de son immeuble.

● Dominique Lapiere a découvert l'Hostellerie du Parc (2, route nationale de Saintes, 17150 Mirambeau). Cette table qui l'a enchanté ne figure sur aucun guide. Aussi brûle-t-il (à son tour) de la faire connaître aux lecteurs du Monde.

● Une cuvée champenoise pas comme les autres ! En effet il s'agit d'un assemblage de grandes millésimes (1978 et 1982), de cépages en majorité chardonnay, de la montagne de Reims et de la côte des blancs. C'est la Grande Cuvée B de B de Basseville de Basseville. Les amateurs de française l'ont ici « Best de Basseville » (il est vrai que le champagne est international), les autres préféreront imaginer que

c'est le M de B, le « Meilleur de Basseville ».

● En Champagne encore, à signaler le Relais de Charleville (1, rue de l'Eglise, 51150 Tournai-Marne; tél. : 26-89-82-78), ancienne ferme bien restaurée. Pierre Trouillard y sert une cuisine du Sud-Ouest qui n'est pas dépaylée avec les vins du terroir. 250 F environ à la carte.

● A Roanne, on a commencé par dire, le restaurant Troglodite est en face la gare. Puis de la gare qu'elle était en face les Troglodites. A présent, on pourra dire que le restaurant tout comme la gare, sont place Jean-Troglodite, le frère trop tôt disparu de Pierre Troglodite. J'associerai à cet hommage le mien (qui débute ici au fourneau) et Jean-Baptiste Troglodite, le père, qui, de là-haut, doit lever son verre de Bourgogne à cette consécration.

● Les Cuisiniers de l'ARC ont le vent en poupe. Ginette

Le Monde sans visa • Samedi 21 novembre 1987 17

Bouchard Père & Fils
92 hectares dont 71 de Premiers crus et 21 de Grands crus

URGENT
Commandez votre CHAMPAGNE DES FÊTES
Priorité à la qualité
L'expérience de la différence
Vins en foudre de châteaux

CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR Redempteur 02 - Médaille d'argent
Sélection mondiale MONTREAL 88
Offre spéciale : dégustation 6 bouteilles : 480 F TTC francs. Pour cela + 24 francs. sans alcool. Tarif sur commande. Droit de la propriété.

CL. DUBOIS, « Les Almanachs »
Venteuil, 51200 ÉPERNAY.
Tél. (16) 26-58-48-37

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
06160 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy, A 500 m de la mer. Studios et ch. Park, piscine, 2 pers. 1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F 4 sem. 5000 F. (santé, nat., soci., sept.). Tél. 93-61-48-30.

06500 MENTON
HOTEL DU PARC***
Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur dem. Tél. 93-61-48-30.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de maître. Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-61-48-30 - Tél. 470-410.

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-61-48-30
Plein centre-ville. Calme. Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibar.

Montagne
74470 BELLEVAUX-HIRMENTAZ (Haute-Savoie)
LE CHRISTIANIA**
Hôtel grand confort. Sur les pistes. Dans une station familiale. Prix promotionnel. Janvier et mars. Tél. 93-73-70-77.

05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Stages ski de fond, randonnées.
HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART
(16) 92-45-83-29 et 92-45-83-80

73710 PRALOGNAN-LA-VANCOISE
Ski, promenade, centre aqua-récréatif.
HOTEL LES AIRIELLES**
Plein sud, conf. Cuis. de femme. 7 ju. pension. Noël 1750 F. Janv. 1300 F. Fév. 1900 F. Tél. 73-66-76-32.

05480 SAINT-VERAN (Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Piste. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-51-03-31
Chamb., studio + cuisine-grill. Depuis 350 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 1610 F à 1840 F.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

PROVENCE

ROUSSILLON - 04220 GORDES
MAS DE GARRIGON***
LE FORT HOTEL - 04220 GORDES
Belle propriété. Pensez à un séjour ou un week-end en automne.
Tél. 90-85-43-22.

Haute

VENISE
HOTEL LA VENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CLOS LABARDE
SAINT-EMILION GRAND CRU
Tarif et documentation sur demande à : Jacques RAILLY, propriétaire-gérant, « BIERGAT », 33350 SAINT-EMILION
Tél. 57-74-40-26 et 57-74-43-39.

CHATEAU ROSÉ SAINT-CROIX
LISTRAC MÉDOC
Direct de la propriété.
Tél. 56-72-04-00.
Conditions spéciales pour commandes groupées.
P. L. PORCHERON
33460 MARGAUX

MERCUREY A.O.C. Vente directe
Tarif sur demande. Tél. 05-47-13-94. Domaine de Charnay, L. Modet, 71800 MERCUREY.

AOC St-Émilion 86... 25 F la bout.
AOC Bordeaux sup. 86 15 F la bout.
Cubi 30 L : 360 F. Doc. sur demande.
Alain DERACQUE, Camille,
33500 LIGOURNE. Tél. 57-74-14-98.

MONTLOUIS A.O.C.
Pour connaisseurs
Vin blanc sec. 1/2 sec.
Moultueux et méthode champenoise.
Tarifs sur demande.
A. CHAPEAU, vigneron,
18, rue de l'Alpe, Montlouis-sur-Loire,
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

CUVÉE DU VATICAN
VINS DE CHATEAUNEUF-DU-PAPE
VINS DES COTES-DU-RHÔNE
Vente directe de domaine
DEFFONTY & FILS - R.P. n° 33
Route de Courthézon
84230 CHATEAUNEUF-DU-PAPE

SAUTERNES
1^{er} GRAND CRU CLASSÉ
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOHANNES 33223 LANGON
Tél. 56-63-63-23
Tarifs sur demande. Vente directe

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHES
VENTEIL 51200 ÉPERNAY. Tél. 29-59-46-57
Vin vieilli en foudre. Tarif sur commande.
Cuvée 1982 de « Champagne ». Médaille d'argent, concours sélection mondiale. MONTREAL 1986.

GASTRONOMIE

BELES DE NUIT POUR LES DINE-TARD
Les langoustes, les huîtres...
vous attendent tous les jours jusqu'à 3 heures du matin.

LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris.
Fruits de mer, effumés.
Saisons de 10 à 150 couverts.
Réservation : 42.33.48.44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de homards et de langoustes.
10 bis, place de Clugny Paris 8^e
Réservation : 48.74.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie japonaise.
3, place du 19-Juin-1940 Paris 6^e
Anglo-Montparnasse
Rue de Rennes
Réservation : 45.48.96.42

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<p>Auvergnates ARTOIS ISIDORE ROUZÉROL, 13, r. d'Alsace, 9, 42-25-01-10. F. sam.-dim.</p> <p>Bourguignonnes CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 42-05-40-74. F. sam., dim. Cuisine bourguignonne.</p> <p>Bretannes TY COZ, 35, r. St-Georges, 42-78-42-93. F. dim., lunch soir.</p> <p>POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.</p> <p>PAELLA EL PICADOR, 30, bd Batignolles, 43-57-28-57. F. lun.-mardi. Env. 170 F. PLATS À EMPORTER</p>	<p>FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS WILLMAN, 37, r. Fougère, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuisine légèr. Fermé samedi, dimanche.</p> <p>FRUITS DE MER ET POISSONS A LA BONNE TABLE, 45-39-74-91. F. sam., dim. 42, r. Flandre. PARKING. Spéc. POISSONS.</p> <p>LE BISTROT D'YVES, 36, pl. Marché-St-Honoré, 42-60-03-00. Cuis. trad. Salons. Grilles de salons.</p> <p>LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, rue Crut-des-Petits-Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Env. 230 F s.c.</p>	<p>LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.</p> <p>SARLADAISES LE SARLADAN, 2, r. de Vienna, 43-25-25-62. Casserole 30 F. Cuis. 90 F.</p> <p>SUD-OUEST LE PICHET, 174, r. Orléans, 46-27-45-28. F. jeudi soir et dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.</p> <p>LE REPAIR DE CARTOUCHE, 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.</p> <p>ENCLOS DE NONN Tous les jours - Tél. 42-72-22-51, 19, bd Beaumarchais (près la Bastille)</p>	<p>DANOISES ET SCANDINAVES 142, r. des Champs-Élysées, 43-88-34-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.</p> <p>ETHIOPIENNES 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e. Dorowon, Beyanetou av. l'Indjara.</p> <p>HONGROISES LE HONGROIS DE PARIS LE PAPRIKA, 43, r. Poisson, 43-31-65-86. Orchestre tzigane de Budapest. Ts les soirs.</p>	<p>INDIENNES-PAKISTANAISES 18, rue Lefebvre, 19^e. 45-79-63-52. F. dim. TANDOORI. Cuis. rare, hors du commun.</p> <p>MAHARAJAH 43-54-26-07. 7 jours sur 7. 72, bd St-Germain. M^{re} Manbert. SERVICE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. h. Cadre luxueux.</p> <p>KOH-I-TOUR Tél. 47-66-56-74. 14, r. Sautter-Leroy, 75017 Paris (M^{re} Tenen)</p>	<p>ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouches, 13^e. 45-89-08-15. F. dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.</p> <p>MAROCAINES LA BONNE TABLE DE FES (les ALISSA) 5, rue Sainte-Beuve, 6^e. 20 h à 0 h 15. F. dim. lun. 45-48-07-22. Rés. à par. 17 h. Couscous, Pastilla, Tajines de Zohra Merzani depuis 1963.</p> <p>VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.</p>
---	--	--	---	---	---

JEUX

échecs

N° 1255

PORTISCH, CANDIDAT

(Match de qualification
au Tournoi des candidats,
Budapest, 1987)Blancs : L. PORTISCH
Noirs : J. NURN
Défense Grünfeld.

1. e4 g6 15. Fd2 Td8 (o)
2. d4 Cb6 16. Fd6 f6 (p)
3. Cc3 d5 17. a3 (q) Dxc3
4. Ff4 Fg7 (a) 18. Txc5 Cc6 (r)
5. Tc1 (b) dxc5 (q) 19. Cxg6+ (s) l'op
6.44 (d) g5 (e) 20. Tc2 (i) Cb4
7. dxc5 (f) Dd7 (u) 21. Fxb4 Dxb4
8. Fg4 (h) e4 (t) 22. Dg1 Dc7 (v)
9. Cc3 Cc5 23. Tc1 Rg8 (w)
10. Cc3 Cc5 24. Tc1 Rg8 (w)
11. e4 Cc6 (i) 25. h3 (x) h4 (y)
12. Cc5 Fc6 (m) 26. Cc4 Txc4 (z)
13. h4 (n) Cc4 27. Dc4 Txc4
14. Cx6+ Rb6 28. Dg4 abandon.

NOTES

a) A éviter est 4... dxc4 à cause de 5. e4!; de même, 4... Ch5 donne l'avantage aux Blancs après 5. Fc5, f6; 6. Fg3, Cxg3; 7. h3g3, g6; 8. e3, Fg7; 9. Fd3 (Euwe-Alekchine, match de 1935).

b) On précède généralement le développement de la T-D de 5. e3.

c) Ou 5... 0-0; 6. Cc3, g5; 7. dxc5, Fc6; 8. e3; 9. Cc5, Fg4; 10. f3, g5; 11. g4d5, e6d4; 12. dxc6, Dd7; 13. e4 ou encore 5... 0-0; 6. e3, g5; 7. dxc5, Cc6; 8. e3d5, Cxg5; 9. Fg4, Cf6; 10. Cc2, Dd6, Ff4c1 comme la prise du pion g4 est une bonne défense des Noirs.

d) 6. e3, Fc6; 7. Cc3, g5 (mieux que 7... 0-0; 8. Cc5, Fd5; 9. e4, h6; 10. e3d5; 8. Cc5, Fd5; 9. e4, h6; 10. e3d5, h6g5; 11. Fxb8, Txb8; 12. dxc6, bxc6 laisse un petit avantage aux Noirs.

e) Et non 6... Cc6?; 7. d5, Ca5; 8. Ch5.

f) Rien n'est bien clair après 7. d5, b5; 8. a4, a6 sinon que les Noirs sont probablement un tout petit peu mieux.

g) L'échange des D est favorable aux Blancs: 7... Dxd1+; 8. Txd1, Ff6 (ou 8... Ca6; 9. g6, bxc6; 10. Fxc4, Cc5; 11. f3); 9. Cc5, Ca6; 10. Fxc4, Fxd5 (et non 10... Cxg4; 11. Fb5+, Rf8; 12. Fxc6, Fxd5; 13. Txd5, bxc6 et la position des Blancs est préférable); 11. e3d5, Cxg5.

h) La suite de la partie Lin Te-Kouatzy (Dabai, 10. Ch5, 1986) 8. f3, 0-0; 9. Fc4, Dxc5, Fd6; 11. Db3, a6; 12. Ca3, Fxc4; 13. Txc4, Da5+; 14. Fd2, Dd5 aboutit à une nullité rapide.

i) Et non 8... Cx4d7; 9. Dd5!

j) 9. f3 (Fiacick-Stohl, Prague, 1986) est un peu suspect. Le plus simple consiste en 9. Dd2, Cc6; 10. Cf3, Fg4; 11. 0-0, Dxc5; 12. Cd5 (ou 11. h3, Cc4; 12. Dd3, Cxh3+;

13. gxf3, Fd7; 14. a3) après quoi rien n'est vraiment simple. Le coup du texte conduit également à un combat aisé.

k) Ou 9... Td8; 10. Fd2, Cg4; 11. Cf3, Dxc5 (si 11... Cxh3?; 12. Rxf2, Dxc5+; 13. Fd3 et si 11... Cxh3?; 12. Cxh3, Fxh3; 13. Cd5, Dxc5; 14. Fb3, Dd6; 15. Fb4); 12. Cc4, Dd6; 13. Fxh3+, Rxf7; 14. Txc4, Txc4; 15. Cg5+, Rg8; 16. Dxc4, Dg6; 17. Cb6!, Dd7! (Peterson-Benko, Caracas, 1982).

l) Six pièces sur la colonne c.

m) A considérer est 12... Fg4.

n) Début d'une profonde combinaison qui mène à une position supérieure des Blancs.

o) Si 15... Fxc4; 16. Txc4, Cxg4; 17. Dd3.

p) Si 16... Cxg6; 17. Dd1.

q) Une première pointe.

r) Mais la défense des Noirs répare la pièce.

s) La deuxième pointe qui rend le R. assez vulnérable.

t) Éliminant tout contrejeu des Noirs; par exemple, 20. Td4, Txc3; 21. gxf3, Dd3.

u) Malgré les plans posés sur l'aile -D, les Noirs sont en difficulté en raison des menaces qui planent sur leur R (Tg4 - Dg5 ou Cg5 etc). Telle est la

position issue du troisième coup des Blancs (13. b4).

v) Menace 24. Cg5 suivi de 25. Dd3+ et de 26. Dd7 mat.

w) Essayer de se protéger.

x) Ultime précaution avant l'attaque.

y) Ou 25... a6; 26. Tg7, Td7; 26. Tg8+, Td8; 27. Tg1-g7, Df8; 28. Dc3 menaçant entre autres 29. Dg4 etc. Maintenant les Noirs perdent la qualité, la partie et la qualification au Tournoi des candidats.

z) Si 26... Txc5; 27. Cg6.

Solution de l'étude n° 1254.

V. Kozlov (1984).

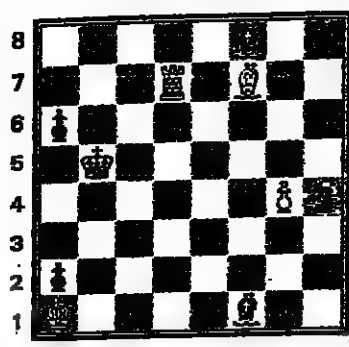
(Blancs : Rh3, Dd2, Fg4. Noirs : Rb1, Dd2, Fh7 et b4).

1. Fg5+, Ra2 (si 1... Ra1; 2. Dd1+, Ra2; 3. Fg6+, Ra3; 4. Da5 mat); 2. Fg6+, Ra3; 3. Dd4, h6 (en effet, si 3... Dd2; 4. Dd3 mat; si 3... Dd6; 4. Dg3+, Ra4; 5. Fg7+ et si 3... Dd7; 4. Da2+, Rb4; 5. Dd3+ et 6. Dxb7); 4. Ff7 (et non 4. Fg7, Dd6; 5. Dg3+, Ra4 et 6... Fd5? h5 et les Blancs sont en zugzwang), h5; 5. Fd5! et maintenant ce sont les Noirs qui sont en zugzwang, Dd5; 6. Dg3+ (si 6. Dxb5, pat), Ra4; 7. Fg6!

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE

N° 1255

N. KRALIN et A. KUSNETZOV
(1984)

BLANCS (4) : Ra1, Td7, Ff7, Fg4.

NOIRS (6) : Rb5, Ff8 et f7, Ch4, Pa2, e6.

Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1253

DOULOREUX RÉVEIL

Réveiller les enchères est un art difficile qui exige de bien évaluer les risques. Mais parfois, après avoir fait rebondir les enchères, la situation se complique. Il vaut mieux alors ne pas être téméraire si on veut éviter la catastrophe dont furent victimes, dans cette donne, deux authentiques champions du monde :

♠ R 573
♥ D 6432
♦ D 96542
♣ V 7
Sud
♠ V 10
♥ A 7
♦ R D 642
♣ A 9
Est
♠ A 106
♥ A 10875
♦ A 9
♣ A 10875

Ann. : S. don. Tous vain.

Sud
♠ R 573
♥ D 6432
♦ D 96542
♣ V 7
Est
♠ A 106
♥ A 10875
♦ A 9
♣ A 10875

Quel a été le résultat de DEUX TRÈFLES surcote, Ouest (Marcel) ayant entamé le Valet de Pique ?

En fait le déclarant (Freeman) a fait dix levées, c'est-à-dire deux de mieux surcote (1510). Comment a-t-il joué ?

Réponse :
Le déclarant (Freeman) a pris avec le Roi de Pique du mort, puis il a joué le Valet de Carreau couvert par le Roi et l'As; ensuite il a réalisé la Dame de Carreau, le 10 de Carreau et l'As de Pique et il a coupé son dernier Carreau avec le 9 de Trèfle. A la fin, il n'a donné aux adversaires que deux Trèfles et un Cour; en jouant le 8 de Pique couvert par la Dame sur laquelle il a défaussé son singleton Carreau. Est a continué Pique coupé par le 7 de Trèfle sur lequel Ouest a joué. L'As de Carreau dans un surprenant effort pour essayer de faire la 6 de Trèfle! Mais il ne put faire que Roi Dame de Trèfle car la situation des cinq dernières cartes était :

♠ R D 642
♥ A V 1085

Cette catastrophe, que Stanley n'est pas prêt d'oublier, n'empêche pas les champions du monde de gagner cette

Reproduction artistique

Parmi les champions français qui écrivent des livres, Jean-Marc Roudineau ne se contente pas seulement de ses propres ouvrages, il a pris aussi la bonne habitude de traduire les meilleurs auteurs étrangers. Citons aux Éditions Belfond en 1984 « Jouez au bridge avec Belladonna » et tout récemment « Testez votre bridge, Les communications, Le Timing » de l'anglais Kelsey.

On trouve dans ces traductions françaises d'excellentes données. Voici une des plus fameuses. Elle a été jouée par le célèbre Pietro Forquet au Tournoi de Campari en 1977. Belladonna, n'indique pas les annonces, mais le jeu de la carte.

♠ D 74
♥ A R V 2
♦ V 8543
♣ A
S
♠ R 982
♥ D 53
♦ R 62
♣ 976
N
O
E
S
A
105
109874
A
R 1084

Quel ayant entamé la Dame de Trèfle, comment Forquet a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Note sur les enchères.
Les annonces auraient pu se dérouler ainsi :

Nord
10
3♥
6♥
Sud
1♥
5♥
passé

Avec tous ses contrôles, Sud veut bien jouer un chelem si Nord a un

puissant soutien d'atout, et la façon classique de le demander est de dire « 5 Cœurs ».

PHILIPPE BRUGNON.

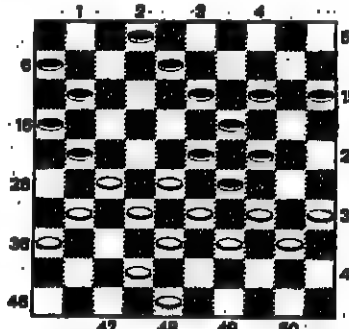
COURRIER DES LECTEURS

Que pensez-vous, demande A. Deufour, de la convention Fibbiais d'après laquelle le contre d'une ouverture de 3 est de pénalité, la couleur au-dessus servant de contre-appel? Exemple : S : 3 Cœurs ; O : contre (pénalité) ou 3 Piques (contre d'appel).

Cette convention a en un certain succès dans les années 50, mais elle a été peu à peu abandonnée car les cas où l'on avait intérêt à contrer en pénalité étaient beaucoup moins fréquents que ceux où le contre « optionnel » indiquait une bonne main. D'autre part il était très gênant, quand on déclarait la couleur au-dessus de celle de l'ouverture, de ne pas pouvoir la déclarer. Ainsi, sur 3 Cœurs, une surenchère de 3 Cœurs signifie un contre d'appel, il n'était plus possible d'annoncer une vraie couleur à Cour à moins de sauter à 4 Cœurs.

PROBLÈME

G. AUBER (Paris-1971)



Les Blancs jouent et gagnent en 8 temps.

Ce coup pratique, d'une difficulté moyenne mais d'une haute valeur esthétique, repose sur un mécanisme très subtil. Sans le recours à la solution, il suffit pour s'en convaincre, dès les premiers temps, de fixer son attention sur le pion à 36. Le pion bien qu'en retrait derrière deux de ses compagnons d'armes, effectue une

SOLUTION : 35-30 (24x44) [apparemment bien campé sur leur aile gauche, les Noirs vont voler en éclats sur toute cette partie de l'armée] 35x24 (44x22) 27x20 (19x39) 42-11 [les Blancs exploitent un temps de repos pour amorcer la seconde phase du mécanisme] (15x24) 48-43 [envoi à l'ennemi] (39x48) 31-26 (48x31) 26x17 [pour constituer une masse de troupes en faveur de plan à... 36] (11x22) 36x20 il...]

JEAN CHAZÉ.

dames

N° 315

CRÉATION DE RÊVE

Championnat du monde par équipes, final (Toulon-Valkenburg)

Blancs : A. Seijkens (URS)

Noirs : R. Rosthorf (Suisse)

Ouverture : Ruy Lopez

1. 32-38 19-23 21. 41-37 13-17
2. 28-19 14-23 22. 42-38 19-24 (f)
3. 37-32 10-14 23. 47-42 14-19
4. 34-38 (a) 13-19 (b) 24. 44-40 17-21
5. 33-37 15-19 25. 45-44 18-19
6. 38-25 2-8 26. 46-34 6-11
7. 40-34 28-24 27. 33-29 24-33
8. 34-38 (c) 14-28 28. 39-28 (d) 1-6
9. 25-14 9-28 29. 44-40 12-17
10. 38-25 6-9 30. 37-31 (h) 36-37
11. 25-14 5-20 31. 42-31 20-24 (i)
12. 39-33 5-10 32. 31-26 (j) 3-9
13. 44-29 18-14 33. 39-33 (k) 24-30 (l)
14. 45-40 17-28 34. 35-25 23-29 (m)
15. 28-17 12-31 35. 27-22 (n) 18-27
16. 31-27 24-29 (o) 36. 36-31 27-36
17. 33-24 28-29 37. 46-41 36-47
18. 40-34 29-40 38. 47-42 (p) 47-52
19. 35-44 (q) 7-12 39. 34-12 17-28
20. 38-33 21-26 40. 26-28 (r) abas.

NOTES

a) Ce déplacement de l'aile droite, apparemment tranquille, constitue en fait le premier élément d'interrogation dans ce début, dont les principales variantes sont les plus en vogue d'aujourd'hui. 4. 41-37 (14-19, a1); 5. 46-41, a2 (5-10); 6. 35-30 (20-25, a3); 7. 40-35, a4 (17-22); 8. 45-40, a5 (10-14); 9. 32-28 (23x32); 10. 37-17, (12x21); 11. 41-37 (21-26); 12. 31-27 (7-12); 13. 30-24 (12-13); 14. 35-24 (11-17); 15. 39-32, etc [Sijbrands - S. Koopman, Hengelo, novembre 1985].

a1) Ou 4... (16-21); 5. 47-41 (21-26); 6. 35-30 (13-19); 7. 30-25 (8-13); 8. 32-28 (23x32); 9. 37x28

(26x27); 10. 41x32 (2-8); 11. 46-41 (18-23); 12. 34-29 (23x34); 13. 40x29 (20-24); 14. 29x20 (15x24) donnant un début très animé par cette succession d'échanges pour la conquête de cases stratégiques [Hooft-burg, Claasquin, Amsterdam, mars 1986].

a2) Le docteur Goudi, contre le grand maître néerlandais, Scholten, aux épreuves de sélection nationale à Apeldoorn, en juillet 1986, choisit 5. 35-30 avec la suite très mouvementée 5... (20-25); 6. 40-35 (17-21); 7. 33-29 (11-17); 8. 36-33 (6-11); 9. 43-38 (9-14); 10. 47-41 (5-10); 11. 45-40 (3-9); 12. 30-24 (19x30); 13. 35x24 (1-6); 14. 33-28 (14-19); 15. 40-35 (19x30); 16. 35x24 (9-14); 17. 28x19 (14x23); 18. 31-27 (23-28); 19. 32x23 (21x43); 20. 49x38, etc.

a3) 6... (17-21); 7. 40-35 (20-25); 8. 33-29 (21-26); 9. 44-40 menaçant du coup de dame 32-28 (23x32); 37x28 (26x46); 29-23 (18x29); 34x35 (23x34); 39x30 (46x23...); 5x41... B+.

a4) Les Blancs enchaînent, outre continuation assez fréquente par 7. 33-29 (10-14); 8. 40-35 et une idée à haute risque insinuée par les Noirs à peine tre en profondeur au centre 8... (23-28); 9. 32x23 (19x28); 10. 31-27 (14-19); 11. 30-24 (19x30); 12. 35x24 (28-33); [les Noirs renouent à coté de la partie]; 13. 39x28

(15-20); 14. 24x15 (18-22); 15. 27x18 (13x24), etc. [Nikhilnanda-Lekkerker, Tilburg, mars 1986].

a5) Les maîtres étudient aussi la suite 8. 31x27 (22x31); 9. 36x27 (11-17); 10. 35x29 (17-21); 11. 30-24 (19x30); 12. 35x24 (6-11); 13. 45-40 (11x17); 14. 38-33 (21-26); 15. 41-36 (17-21); 16. 50-45 (12-17); 17. 33-28 (7-12); 18. 28x19 (17-22); 19. 43-38 (22x31); 20. 36x27 (1-7); 21. 38-33 (7-11); 22. 40-35 (11-17); 23. 37-31 (26x28); 24. 33x11 (16x7); 25. 27x16 (9-14); 26. 48-43 (14x25); 27. 42-37 (12-17); 28. 39-33 (17-22); 29. 37-32 (4-9); 30. 43-38 (8-12); 31. 47-41 (3-8) et 32. 41-36 livre une douzième combinaison 32... (13-19); 33. 24x4 (15-20); 34. 4x24 [un envoi à dame et les dames oranges] (22-28); 35. 33x13 (8x30) [les Noirs démontent]; 36. 29x18 (12x23), etc. N+ au cinquante-troisième temps [Sier-Kamuk, championnat des Pays-Bas, juniors, juillet 1986].

b) (14-19) apporte en principe des perspectives plus larges de développement de l'aile gauche.

c) A noter le coup de la bombe sous une forme très schématisée sur 8. 39-33 (24-30); 9. 35x24 (19x39); 10. 28x10 (39x28), etc. N+.

d) Les Noirs accélèrent le cours du jeu.

e) Les Blancs perdent des temps avant de prendre les choses en main sur le flanc gauche.

anacrosés

N° 484

Horizontalement

1. AAEFFNR. - 2. DEIMORU. - 3. AENORSU (+ 5). - 4. HPPRST. - 5. AAEIRST. - 6. AELNCS. - 7. EGILNST. - 8. ACEHNY. - 9. EINNORU. - 10. EHHRTU (+ 1). - 11. EHOOST. - 12. EILNSU. - 13. EIORRS. - 14. AILLOTU. - 15. EIMRSUX. - 16. CEMNST. - 17. EEEHRSU. - 18. CELOOS. - 19. ACEEST (+ 1).

Verticalement

20. AAEFGIT. - 21. CCEHINO. - 22. AEEENL. - 23. EINNOSU. - 24. AEEENRU. - 25. EHNSTU. - 26. AEEHRS. (+ 5). - 27. AABIORRT. - 28. EHNSSU (+ 2). - 29. ABEILTT. - 30. EELISS. (+ 2). - 31. CEEIRRT. - 32. ELOSTU (+ 1). - 33. AHNRTX. - 34. BEILLOT. - 35. CEENORTU (+ 1). - 36. AEEHRS (+ 3). - 37. AEEHRS.

SOLUTION DU N° 483

Horizontalement

1. Je m'enfouissais. - 2. Onfrenx. Untel. - 3. Agréerai. Osta. - 4. Iris. Ellipse. - 5. Las. Enalée. Et. - 6. Lient. Te. Rosi. - 7. Issire. Ras. - 8. Es. Bressan. Au. - 9. Rablé. Intime. - 10. Siderurgiste.

Verticalement

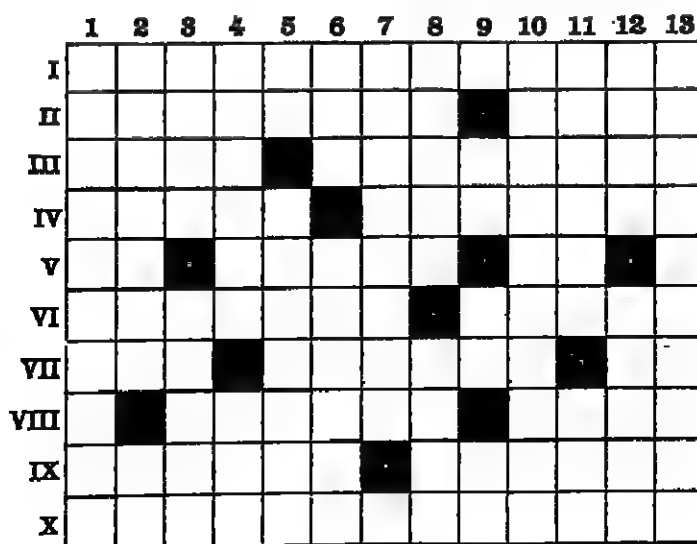
1. Joulissa. - 2. Engraisai. - 3. Merises. B.D. - 4. Eras. Noble. - 5. Né. Eirer. - 6. Furet. Resu. - 7. Oxalates. - 8. Ille. Sig. - 9. Tu. Ic. Rani. - 10. Inopérants. - 11. Stes. Os. It. - 12. Têtes. Ame. - 12. Elastiques.

SOLUTION DU N° 483

1. HIPPISE. - 2. RESSUI (REUSSI). - 3. ROUSPÊTE

Mots croisés

N° 484



Horizontalement

I. Vrais témoins. - II. On l'a dans la peau. Influence. - III. Marche. Causait plus que de l'ennui. - IV. Immigré d'une première génération. A l'odeur de cave ou de cave. - V. Ce n'est pas le parler d'Id. Amène à s'interroger. Est-il certifié là-haut? - VI. On est bien sévère, dans ce cas, pour notre amie la bête. Quand s'embroutissent les pellicules. - VII. Toute notre vie, en un sens. Pète le feu. Point de vue de propriété. - VIII. Il avait plus de goût, avant. Sur la table soit, mais pas à table! - IX. Il a bien parlé des wagons-lits. Quel dommage! -

X. Sa façon comme sa peinture est toute de délicatesse.

Verticalement

1. Flèche Barre. - 2. A joué en Bourse et bien revendu. N'est pas doublé, en un sens. - 3. En cave quelque temps. Vieil Espagnol. - 4. Ton sur ton. Pour le cheval. - 5. Il grandira. Suivent. - 6. Fleuve. Quand le précédent sortit du lit. - 7. Apportèrent de l'oxygène. - 8. A sa légende. Sa fidélité n'est pas une légende. - 9. Dans le livre. Pronom. En ville. - 10. Ne ferai aucun mécontent. - 11. Ils vous fatiguent. Savent briller. - 12. Lac. Enlève du brillant. - 13. Elle nous fait tourner la tête.

SOLUTION DU N° 483

Horizontalement

1. Je m'enfouissais. - 2. Onfrenx. Untel. - 3. Agréerai. Osta. - 4. Iris. Ellipse. - 5. Las. Enalée. Et. - 6. Lient. Te. Rosi. - 7. Issire. Ras. - 8. Es. Bressan. Au. -

EXPOSITIONS

Les photographes espagnols

Fictions fabriquées

Taxidermiste, manipulateur et demiurge, ainsi peut-on qualifier Joan Fontcuberta, chef de file de la photographie ibérique.

Cofondateur de la revue *Photovision*, théoricien et professeur à l'université de Barcelone, mais surtout adepte de supercherie scientifique, Joan Fontcuberta est l'un des opérateurs espagnols les plus représentatifs, et un facétieux récidiviste.

Voici quatre ans, pour mettre en cause la prétendue objectivité de documents, il créait de toutes pièces, en hommage à Karl Blossfeldt, professeur d'art décoratif à Berlin, un *Herbarium imaginario*, à la fois catalogue de formes et inventaire de pseudo-plantes.

Prendant prétexte d'un éminent avant d'origine allemande, le docteur Anselmus, qui consacra sa vie à l'étude de la zoologie et dont les archives secrètes furent découvertes en 1979, le voici qui s'attaque cette fois à la faune (1). Il invente avec l'écrivain Pere Formiguera toute une fiction biographique (histoire de famille et textes manuscrits à l'appui) pour seul but, d'accréditer l'existence d'une sorte de monstrueux musée Spitzner animal, conçu par un tératologue démiurge, pervertissant l'espèce à son image.

Du *Tarsachelonia oris* (sorte de faucon à carapace de tortue) aux brebis cyclopes et siamoises, traités en laboratoire ou campés dans un cadre prétendument naturel, les spécimens de tout poil, aberrants ou inconnus, nés de croisements artificiels, s'alignent avec une gravité d'écrits dans l'univers magique, jadis dépeint par Jérôme Bosch ou

Max Ernst. Carte d'Amazonie ou de Bohême à l'appui, sur un fond de carte et de cris enregistrés, l'observation clinique de cette faune non cataloguée, aux noms latins, convie à contempler avec effroi le lapin au bec de lièvre, la chauve-souris vampire ou le boa aux pattes de poule.

L'amusement pourtant s'estompe rapidement. Le pastiche se révèle vainement démonstratif. A contrario des subtiles parodies d'*Herbarium*, les épreuves factices de *Fauna*, même virtuellement fausses, résultent d'un projet qui jette vers des solutions largement exploitées par d'autres disciplines.

On retrouve intact l'œil rusé, subversivement scientifique, de Fontcuberta dans un choix de travaux récents de six créateurs espagnols proposés à Herblay (2) par Pierre Bouchan. Outre son bestiaire fantastique, on notera surtout les portraits néo-expressionnistes et retouchés de Fargas, les luxuriantes natures vivantes de Catany et la série des monstres marins, happés en gros plan, comme surgis de l'inconscient, de Manel Escosa, qui prolongent sa vision du port de Barcelone. Cet ensemble prometteur couronne l'action menée depuis trois ans par Alain Renaudo pour faire apprécier dans l'Oise la création photographique contemporaine.

PATRICK ROGERES.

(1) Joan Fontcuberta et Pere Formiguera : *Fauna*, galerie Zabrizkie, 37, rue Quincampoix, Paris-4^e, jusqu'au 24 décembre.

(2) *El arte de la fotografía*, six photographes espagnols (Fontcuberta, Escosa, Catany, Fargas, Valentin Vallinor, Canogar), galerie d'art contemporain du Centre Saint-Vincent, à Herblay, jusqu'au 5 décembre.



Catapillars in a jar
(Hans van Kester, 1933)

Réalistes et symbolistes belges

Le mineur et la goule

Peintres du quotidien et peintres du rêve : l'art de la seconde moitié du XIX^e siècle en Belgique serait-il fait de deux moitiés inconciliables ?

Réalistes et symbolistes : les médailles d'une part, les chimères de l'autre, l'ouvrier contre l'utopique, l'actuel contre le spirituel. Elle est facile — et tentante — car il semble naturel d'opposer Knipff à Constantin Meunier ou Degouve de Nuncques à Stevens. Les premiers annonçaient le réalisme alors que les seconds seraient des atterdus de l'esthétique de 1848, admirateurs de Courbet quand Courbet est passé de mode. Faire l'histoire des beaux-arts à Bruxelles des années 1850 aux années 1900 supposerait la reconnaissance préalable de ce schéma, qu'il illustre assez nettement l'accrochage de l'exposition actuelle en deux cantons distincts, un par esthétique.

Si l'on s'en tient aux titres et aux sujets, le système réside. A la *Lesseuse*, de De Witte, répond la *Fin des temps*, de Delville, au *Mineur* de la *haute de Meunier*, le *Who Shall Deliver Me?*, de Knipff, portrait d'un androgyne roux à la manière des préraphaélites anglais. Les uns lisent Zola, les autres Péguy, et ils n'ont donc rien à se dire, semble-t-il, ou seulement des roses. Mais ce joli manichisme néglige d'observer que, si les inspirations se combattent, les procédés se ressemblent. Il y a du symbolisme chez les réalistes et du réalisme chez les symbolistes.

Sans doute Stevens, parisien d'adoption, se veut-il un bon peintre « témoin de son temps », qui représente la vie sous le Second Empire dans un style à la Fantin-Latour. Mais ces toiles, qui relèvent de la modernité parisienne, ne sont pas tout le réalisme belge, car il en existe un autre, moins inspiré de Manet, auprès duquel celui de Stevens fait assez pâle figure. Ce « vrai » réalisme, misérabiliste et pathétique, a pour maîtres Charles

De Groux ou Antoine Wiertz. Dans la toile de Wiertz *Faim, folie, crime*, une jeune femme aux yeux hagards achève de découper sa couteau une jambe de son nouveau-né et la fait cuire dans une marmite de cuivre. Infanticide, anthropophagie et gastronomie, en somme. Wiertz ne cherche pas les nuances, et encore moins la vérité du quotidien. Il lui faut du symbole, et du plus souvent, dit cette fréquence ruiner la vraisemblance.

Plusieurs des symbolistes fin de siècle sont des réalistes à la Wiertz, avec d'autres obsessions, sexuelles cette fois. Dans leurs œuvres, l'observateur perçoit sous l'exalté ou le mystique. Félicien Rops est de cette espèce, qui n'a qu'un sujet, la turpitude des mœurs en général, la turpitude des femmes en particulier. Ce puritain sombre et sanguin dénonce Lesbos à tout instant, ce qui lui donne l'occasion de dessiner des nus tout aussi impudiques que ceux de son contemporain François Maréchal, un réaliste certifié catholique.

Fernand Knipff lui-même, élève de Gustave Moreau, rosiériste à ses heures, un contemplatif dit-on, n'est ni plus innocent ni plus désincarné que Rops. Quand il renonce aux visions ébérées qui l'ont rendu célèbre, Knipff sait être satirique. Le pastel *Déchirance* dépeint la façon la moins exotérique le corps charnu d'une tentatrice fort impatiente de parvenir à ses fins. Symbole ou, plus simplement, archétype expressif ? Meunier n'agit pas autrement quand il s'efforce de sculpter les figures emblématiques du labeur ou de la misère.

Cette commémoration procède d'un attachement commun à un « grand geste » général et intemporel. Les détails et la couleur locale doivent disparaître au bénéfice de l'universel. Résultat : un académisme égal de part et d'autre. Le pompérisme social et celui de l'âme se confondent dans les *Fiancés paysans* de Frédéric ou dans l'œuvre de Mellery qui s'intitule tout simplement *La base du droit est la fraternité*. Les intentions sont bonnes, mais ni le dessin ni la peinture ne suivent. Reste la rhétorique, qui a bien mal vieilli.

PHILIPPE DAGEN.

* Centre Wallonie Bruxelles, 127, rue Saint-Martin, jusqu'au 10 janvier.

MUSIQUE

Bari et Paisiello au Festival de Lille

Le barbier avant Rossini

Créé sept ans après la pièce de Beaumarchais mais trente-quatre ans avant l'œuvre de Rossini, le Barbier de Séville, de Giovanni Paisiello, a été écrit pour Catherine de Russie.

Simée presque à la pointe de la botte italienne, Bari, capitale des Pouilles, ne se considère pourtant pas comme un bout du monde, mais comme placée sur une voie de communication plusieurs fois millénaire entre l'Orient, la Grèce et l'Europe. En témoignent ces opéra grandiose construits en 1903 par deux négociants en tissus, les frères Petruzzelli, qui ne comptaient pas moins de trois mille cinq cents spectateurs, soit presque autant que le Met de New-York, et qui entretenaient des relations avec les régions les plus lointaines.

Choisissant l'œuvre d'un compositeur local de Tarente, Giovanni Paisiello, qui l'écrivit à Saint-Petersbourg pour la Grande Catherine, l'Opéra de Bari la promène de Spolète à Bergen et de Gènes au Festival de Lille, où les autorités des Pouilles et l'ambassadeur d'Italie en France s'étaient déplacés mardi pour rendre visite à M. Maurois et ses administrés.

Le public nordique, sévère d'opéra, a fait un chaleureux accueil à ce *Barbier de Séville* créé en 1782, sept ans après la pièce de Beaumarchais mais trente-quatre ans avant celui de Rossini, qui devait l'éclipser injustement.

Les grands finals à rebondissement

Un *Barbier de Séville* encore de l'Ancien Régime naturellement où Figaro n'est qu'un joyeux entremetteur laissant au comte Almaviva, un Grand d'Espagne, le mérite de berner le bourgeois Bartolo, lequel se montre un adversaire plus rude que chez Rossini. Celui-ci donnera plus de nerf à la comédie, une allure plus débridée, mais ne manquera pas de développer nombre d'effets comiques inventés par Paisiello, y compris l'air de la calomnie ou le fameux *Gloire e Pace* que le faux maître de chant et le barbon répètent à l'envi, et les grands finals à rebondissement.

Toute cette musique délicatement ciselée a beaucoup de charme et fait parfois penser à Mozart, notamment le bel air mélancolique de Rosine.

Le spectacle de l'opéra de Bari nous a semblé cependant plus fade que celui de Jean-Louis Thamin au Festival de Bordeaux il y a quatre ans. Dans un joli décor où la fenêtre de Rosine est encadrée par des colonnes de marbre bleu et de beaux paravents fleuris, le metteur en scène Maurizio Scaparro inscrit des jeux et des gestes assez simplistes, alors que cette œuvre pimpante et spirituelle, mais parfois un peu molle, demande à être soutenue par une trame théâtrale étonnante.

En revanche, l'interprétation musicale est de qualité, avec un orchestre fin et pétillant dirigé par

Bruno Aprea et de bons chanteurs tels Edoardo Gimenet, Almaviva à la voix très corsée, le truculent Figaro d'Alberto Rinaldo qui reste un peu inemployé, la svelte et coquette Rosine de Silvia Baleani et surtout Giancarlo Cecarini qui dessine un Bartolo raidi par l'âge, endormi et pourtant retors, délicate caricature en mouvement.

Le succès de cette soirée fait bien pressager de la nouvelle activité lyrique qu'entend mener la municipalité de Lille. Sans pouvoir envisager actuellement de refaire un ensemble permanent, orchestre et troupe, M. Pierre Maurois souhaite développer une politique d'accueil et de coproductions avec d'autres villes et monter quelques spectacles exceptionnels qui pourraient être donnés avec l'Orchestre national de Lille ; car la capitale du Nord, qui fut un des fiefs de l'opéra, ne peut se priver plus longtemps d'un de ses divertissements de prédilection.

JACQUES LONCHAMPT.

Un tournant

Aucune ville de France en dehors de Paris ne présente un festival aussi opulent que celui de Lille, qui s'étend à quinze villes de la région Nord-Pas-de-Calais. En un mois et demi, jusqu'au 5 décembre, on aura pu voir et entendre les orchestres de Leipzig, de l'Est d'URSS, de Lille et la Philharmonique de Vienne avec Abbado, des créations de Xénakis et Arny, Chick Corea, les compagnies de Martha Graham et Birgit Cullberg, des mises en scène de Ronconi et Bob Wilson, Julia Migenes Johnson, Marilyn Horne et Nicolai Gedda, des groupes de musique traditionnelle (Burundi, Hongrie, Zaire, Maroc) et bien d'autres événements variés, comme la création mondiale, ce vendredi à Tourcoing, de *Marie de Buenos-Aires*, opéra-tango d'Astor Piazzola.

Cependant, tout en gardant une forte audience, le festival a un peu perdu de cette aura nationale et internationale que lui avait donnée Maurice Fleuret de 1977 à 1981, jusqu'à sa nomination à la direction de la musique du ministère de la culture. Trois responsables étrangers (Luis de Pablo, Nicola Schwaner et Frédéric Satorr) ont, certes, maintenu le cap, soutenus par Jackie Buffin et une forte équipe. Mais le temps est venu de recentrer le festival par un projet global, plus concentré, qui ne soit pas trop tributaire des tournées internationales montées par les impresarios ou des initiatives de tel ou tel animateur.

Tandis que Frédéric Satorr collaborera à la nouvelle politique lyrique de la ville de Lille, c'est Alain Surrans, un « homme du Nord », collaborateur de Maurice Fleuret de 1980 à 1986, qui est chargé de remodeler le visage du festival, dont le prochain thème devrait être la danse comme source d'inspiration et de création dans tous les arts depuis les origines.

J. L.

A Séville, Grasset joue avec les noirs et les blancs.



ANATOLY KARPOV
Des échecs à l'infini
480 pages - 180 F

GARRY KASPAROV
L'épreuve du temps
288 pages - 140 F

GRASSET & EUROPE ECHECS

C'EST GUERRE ET PAIX

UN FILM DE MICHEL KHELEFI

CANNES 1987
GRAND PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE



ACTUELLEMENT

Culture

CINÉMA

« Les Noces barbares », de Marion Hänsel

L'enfant de trop

Fidèle, trop fidèle, l'adaptation du best seller de Yann Queffelec par une jeune réalisatrice belge pêche par respect.

A côté des Noces barbares, Poil de carotte, c'est les Galles de l'escapade. On ne peut rêver même dans ses cauchemars les plus moites, plus noirs que cette histoire sans espoir. Un de ces drames asphyxiants que la littérature transmet et qui parfois redescend de l'âge noble du roman vers les bas-fonds des faits divers.

Ludo est un enfant né du viol de sa mère adolescente. Il passe ses premières années encaissé dans un grenier. C'est peu dire qu'il n'est pas aimé. Il est nié. Dans sa petite tête rousse s'accumulent des terreurs et des tempêtes. Sa mère épouse un « vieux » qui le prend en pitié. Mais rien à faire. Ludo est surmené. Enfermé en lui-même, puis enfermé dans un asile, l'enfant, qui a grandi, grince des dents toutes les nuits. Dans son silence, Ludo crie. Dans son silence, seule la mer lui est hospitalière. Évadé de sa prison, sur une épaule il a bâti son refuge. Là, il attend. Il attend. Elle viendra enfin, rousse comme lui, belle, d'une

jeunesse éternelle. Et tandis que, littéralement fon d'amour, il lui frappe le crâne, il l'appelle, il peut enfin la nommer : « Maman ».

Ca secoue, n'est-ce pas ? Ça a en tout cas secoué les 150 000 acheteurs du livre de Yann Queffelec, prix Goncourt 1985. Et ça a manifestement secoué la jeune réalisatrice Marion Hänsel. Elle est belge, ce qui n'est évidemment pas le problème. Dans ses deux premiers longs métrages, *Le Lit* et *Dust*, Lion d'argent à Venise, Marion Hänsel avait montré une précoce maîtrise.

La maîtrise est encore là, et la fascination pour son sujet, et la compassion pour ses héros, et la capacité de demander beaucoup à ses confidés : Thierry Frémont, Marianne Basler, le jeune Yves Cotton. Alors, où est le problème ? Il est dans l'imperturbable respect que Marion Hänsel a voué à l'œuvre de Queffelec. Son film n'est pas une adaptation, pas une transposition, mais une illustration, parfois naïve, souvent patante, toujours désespérément fidèle. Le cinéma, dans ces conditions, s'étouffe et s'étiolle. Le vol des goélands sur l'estuaire de la Gironde n'y peut rien. Ni le regard déchirant du petit garçon de trop.

DANIEL HEYMANN

THÉÂTRE

« Éloge de la pomographie », de Jean-Michel Rabeux

Représentation du désir

Représenter « une histoire où le corps perd la tête » : Jean-Michel Rabeux tente l'aventure. Pour parler du désordre des sens, Jacques Mazeran et Claude Degliame prêtent leur corps, et leur talent, avec générosité.

Contrairement à la littérature, au cinéma, à la peinture, le théâtre fait rarement étalage du corps, si l'on excepte quelques épisodes des années 60. Il se contente d'un sein dévoilé, d'une silhouette entrevue dans une jolie lumière. Comme si la présence directe de l'acteur, son exhibitionnisme naturel rendait délicate, vite indécente, la représentation sans fard de la nudité. A moins que la plupart des metteurs en scène jugent le propos sans grand intérêt.

Mais, pour parler du désordre des corps, (et bien sûr de celui des âmes), le théâtre peut, aussi, mettre à l'épreuve ses formes, sa couleur, son langage.

Jean-Michel Rabeux a écrit et mis en scène *Eloge de la pomographie*, (coproduit par le centre culturel de Cergy-Pontoise), pour ne parler que de « ça » : le corps au théâtre, la jouissance, le désir. Il avait déjà abordé la question, du côté de la répression tonitruante, en 1984, en créant *Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles* (avec déjà Claude Degliame) d'après les écrits cliniques et terrifiants d'un certain docteur Zambaco, au siècle dernier.

Dans *Eloge de la pomographie*, on ne voit pas très bien où Jean-Michel Rabeux veut en venir. Son texte brasse allégrement quelques thèmes déjà dévoilés, et si bien, par Bataille ou Klossowski : l'acte n'est qu'un des mille détours du désir, aux côtés du voyeurisme, ou de la force de la narration, du langage. Le désir permet de disparaître, de s'évanouir, il tue les visages, la petite mort flirte avec la grande. Il y a de tout, dans cet éloge : du « hard » et du « soft », du vrai et du faux, de la narration et de l'action. Un homme et une femme jouent à se raconter des histoires irréprésentables. Parfois, ils nous les donnent un peu à voir et l'on expérimente ainsi qu'une femme peut se lécher un sein, mais non un homme. Au demeurant, aucune provocation ne motive ce spectacle à

l'esthétique soignée (lampes de Dominique Bruguère, décors de Philippe Bertrand). On rit parfois ainsi à ce strip-tease (par Jacques Mazeran), véritable effeuillage volontairement maladroit, feuilleton de chaussettes, tee-shirts, slips. Claude Degliame, sourie aux lèvres, est plus ambiguë. Délicieusement naturelle pourtant. Tous deux évitent au spectacle de sombrer ou dans le ridicule, ou dans l'insupportable. Escuel tout naturel à ce type de tentative. La mise en scène de Jean-Michel Rabeux insiste sur le côté ludique, léger, du désordre.

On s'ennuie assez vite. Reste donc à saluer la performance et le métier de Jacques Mazeran, de Claude Degliame, surtout.

ODILE QUIROT.

* Jusqu'au 29 novembre au Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise. Tél. : 30-30-33-33, du 4 décembre au 9 janvier 1988 au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Tél. : 42-43-00-59.

VARIÉTÉS

France Gall au Zénith

Chansons bleu pastel

Pendant trois semaines et demie au Zénith, France Gall offre son quatrième spectacle : une fête de la musique.

La première aventure de France Gall dans la chanson a été jalonnée au cours des années 60 par une série de refrains (*Sacré Charlemagne* ; *Poupée de cire, poupée de son* ; *Les Sucettes* ; *N'écoutez pas les idoles*) confectionnés sur mesure pour un charme acidulé, une voix fraîche, un physique de petite fille moderne.

La deuxième aventure de France Gall a commencé par une rencontre avec Michel Berger. L'ancien « Bébé requin aux dents macrées » a évolué avec une énergie rayonnante. Elle est entrée dans un autre monde où les chansons sont le résultat d'une somme de hasards, où la musique est ouverte, pleine de vibrations, de nonchalance, où les mots très simples, réunis en forme de phrases répétitives, de slogans ou encore de flâches, jouent à une sorte de divertissement heureux avec la vie.

Dans un écrit musical bien paté, France Gall est devenue une petite jeune femme épanouie, décontractée et naturelle, pas angélique, assez sûre d'elle-même, à la fois délicate et sensuelle, assurée et discrète.

Depuis 1974, France Gall s'est ainsi attaché un nouveau et vaste public qui l'a fidèlement suivie au Théâtre des Champs-Élysées, au Palais des Sports et, déjà il a trois ans, au Zénith. Car la voici une deuxième fois porte de Pantin, en minijupe-soleillette, collants noirs et baskets de couleurs, sur une scène conçue à la façon d'une place de vil-

« Noce en Galilée », de Michel Khleifi

Vers la réconciliation ?

En Israël, dans un village des territoires occupés, le moshavmarie son fils. Le gouverneur militaire israélien accepte de lever le couvre-feu, à condition d'assister à la noce avec ses soldats. Les deux communautés vont se retrouver en présence au cours d'une fête, donc, et dans un climat tendu. Mais des incidents se produisent, qui vont rapprocher Juifs et Arabes.

Ce film présenté au Festival de Cannes (section Quinzaine des réalisateurs) a reçu le prix de la critique internationale. A quoi s'est joint la Conque d'or du Festival de Saint-Sebastien. Il arrive qu'un cinéma le bruit des armes se taise, que les conflits apparemment les plus insolubles reçoivent une solution humaniste, idéaliste. C'est la plupart du temps trop beau pour être vrai, et on ne croit plus guère au fameux « si tous les gens du monde voulaient se donner la main ».

Palestiniens né à Nazareth, établi depuis dix-sept ans en Belgique, Michel Khleifi s'est voulu dénué de tout esprit partisan. *Noce en Galilée* est une coproduction belgo-franco-palestiniennne, qui incite à la réconciliation entre les Israéliens et les Palestiniens, les éléments extrémistes des deux côtés étant ouvertement repoussés dans l'aspect didactique du scénario.

S'il n'y avait que cet aspect — et les bonnes intentions qu'il engendre, — *Noce en Galilée* ne serait qu'un film à thèse auquel on ferait juste crédit de son message pacifiste. Or, le style cinématographique dépasse la thématique assez simpliste.

Michel Khleifi décrit les traditions régissant un mariage palestinien tout en traçant, dans le même espace, les frontières entre les gens de la noce et les invités forcés. Les déplacements de la caméra, dans les lieux du banquet et dans le village, tiennent une atmosphère d'inquiétude latente malgré les festivités. Vient le sommet dramatique du film : l'épisode du cheval égaré dans un champ de mines, qui amène les hommes à pacifier. C'est beau, cela donne un symbole plus poétique que politique au propos du réalisateur. De plus, les femmes et les enfants sont porteurs d'espoir, et le personnage de la jeune mariée est très attachant. Alors, pourquoi pas ?

J. S.

Communication

Le renforcement des pouvoirs de la CNCL divise M. Léotard et M. Santini

Faut-il renforcer les pouvoirs de la CNCL ? Faut-il élargir l'arsenal des sanctions dont dispose la Commission, comme le demandent les « sages » ? Longtemps feutré, puis avivé par un article du *Point*, le débat est aujourd'hui public et agite la majorité et le gouvernement.

La coupe est pleine. Le déferlement du parrainage et du sponsoring à la télévision, la publicité déguisée, le mépris affiché par la 5 pour son cahier des charges et surtout le refus de TF 1 de renoncer au télé-achat comme le lui avait expressément demandé la CNCL, ont mis les « sages » hors d'eux. Tous, mais avec des prudenances diverses, souhaitent le renforcement de leur pouvoir de sanction. Leur président, M. Gabriel de Broglie, en a fait la demande pressante au premier ministre, M. Jacques Chirac. Et les commissaires s'apprêtent à faire ce en sens une « recommandation » aux pouvoirs publics, lors de la publication de leur premier rapport annuel.

Or la demande embarrasse et divise le gouvernement. Le nouveau ministre délégué à la communication, M. André Santini, y est favorable. Récemment, « Avec l'interdiction d'émettre, la CNCL dispose du feu nucléaire. Nous essaierons de faire passer, avant les élections présidentielles, un projet de loi qui la dotera d'un arsenal gradué », confiait-il récemment au journal *Le Croquant*. Avant de battre en retraite quelques jours plus tard, en reconnaissant : « avoir un peu forcé le trait ». Il y a « débat », affirme-t-il aujourd'hui au *Monde*, sans changer pour autant d'avis sur le fond.

Le ministre estime en effet que l'affaire du télé-achat est exemplaire. « Nous allons légiférer pour interdire cette pratique sur TF 1, explique-t-il, mais nous ne pourrions pas aller au Parlement chaque fois qu'une chaîne de télévision outrepassera ses droits ! Il faut un cadre global ! » Et le ministre d'ajouter : « Il n'y a pas de crispation ou de duel dans la majorité sur ce point. L'important est d'avoir une vraie réflexion sur la sujet ».

La précision n'est pas inutile. Car M. François Léotard, lui, ne veut pas entendre parler de la revendication des « sages ». Le ministre de la culture et de la communication l'avait laissé entendre dans son livre *A mots découverts*, où il regrette que la CNCL n'utilise pas pleinement la totalité des prérogatives que lui confère la loi. Il l'a dit sans fard cette fois, devant la commission des affaires culturelles du Sénat, qui l'interrogeait à ce sujet le jeudi 19 novembre. « Il a même été inhabituellement ferme sur ce point », note — non sans ironie — un observateur de la Chambre haute.

Mais M. François Léotard, qui garde un souvenir cuisant de son interminable calvaire au Palais du Luxembourg lors du vote de sa loi, a reçu cette fois l'appui de la majorité sénatoriale. Le rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Adrien Gouteyron (RPR), s'est en effet déclaré catégoriquement opposé, lui aussi, à donner de nouveaux pouvoirs de sanction à la CNCL. Un renfort pour le ministre de la culture, qui est loin d'être négligeable.

Le risque

d'inconstitutionnalité

Les « sages », estimant M. Léotard et les sénateurs, disposent déjà d'un arsenal de mesures non négligeables. De la mise en demeure pour les télévisions privées au pouvoir d'interdiction sur les chaînes publiques ; de la suspension de l'autorisation d'émission — une heure, un jour, un mois — au retrait pur et simple. La CNCL ne peut-elle pas aussi demander en référé, au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, de prononcer des astreintes financières ? Ou bien encore saisir le procureur de la République qui peut, lui, réclamer des peines de prison ou d'amende. Certains responsables craignent même le risque d'inconstitutionnalité encouru par un éventuel projet de loi. Faut-il être composé uniquement de magistrats, la Commission ne peut, selon eux, décider elle-même des sanctions financières.

Les arguments techniques avancés par les uns ou les autres cachent aussi des considérations plus politiques. M. Santini reconnaît ainsi qu'un projet de loi favorable à la CNCL dégraderait une institution « toujours sous le coup d'une inhibition psychopolitique » après l'inculpation de M. Michel Droit. D'autres redou-

tent, au contraire, la réouverture au Parlement d'un débat sur le paysage audiovisuel français. Qui remettrait en cause la loi et les choix de la CNCL. Quant à M. Léotard, il préfère manifestement tourner la page pour se consacrer exclusivement à sa mission culturelle, décidément plus gratifiante et moins exposée. Matignon, pour l'heure, n'a pas tranché. M. Jacques Chirac est à la Réunion avec son conseiller audiovisuel, M. José Frèches. Et nul ne sait de quel côté il penchera.

La revendication des « sages » — risque d'inconstitutionnalité mis à part — n'est pas à repousser sans débat. La CNCL a déjà utilisé la plupart des possibilités de sanctions qui lui sont offertes. Et ses membres, comme ses services, dénoncent, non sans raison, leur « lourdeur » et leur « complexité ». Bien adaptée pour une radio locale privée, la suspension de l'autorisation, par exemple, est disproportionnée pour une télévision nationale coupable d'une faute légère. « Il nous faut s'appuyer les chaînes en portefeuille », c'est le seul langage qu'elles comprennent », commente ainsi un membre délégué.

Mais une fausse manœuvre du président de Broglie place une nouvelle fois l'institution dans une position difficile. Celui-ci a discrètement travaillé sur un projet de texte législatif avec son directeur général, M. Pierre-François Raciné, et l'un des membres, M. Pierre Huet. Projet transmis aux pouvoirs publics sans en avoir informé les autres « sages » qui « planchaient » de leur côté, avec le service juridique de l'institution. Furieux des exclus, lorsqu'ils découvrirent, par hasard, le pot-au-rose. Et perplexité des pouvoirs publics, qui ont une nouvelle fois, en face d'eux, une institution divisée.

PIERRE-ANGEL GAY.

Radios locales parisiennes

Les treize « sages » refusent de réaménager leur plan de fréquences

Après avoir étudié plusieurs propositions techniques et analysé les pratiques de la Commission fédérale des communications aux Etats-Unis, les treize « sages » ont répondu par la négative. « L'insertion de nouvelles fréquences, affirmant-ils dans leur communiqué, provoquerait de nombreux brouillages sur les émissions du service public et restreindrait les zones de service des radios privées autorisées. Leur application conduirait à une dégradation du confort d'écoute de l'ensemble des auditeurs et mettrait en péril l'équilibre technique délicat sur lequel repose aujourd'hui la modulation de fréquences en région parisienne ».

Le lancement de TV Sat-1 par Ariane

Les enjeux industriels de la télévision par satellite

Une fusée Ariane-2 devrait mettre en orbite, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 novembre le satellite ouest-allemand TV Sat-1. C'est la concrétisation d'un programme engagé il y a presque dix ans par la RFA, très tôt rejointe par la France : mettre en orbite des satellites diffusant des programmes de télévision avec une puissance suffisante pour que la réception soit possible avec de petites antennes individuelles. L'objectif initial, souvent oublié par la suite, était de créer un système servant de vitrine pour promouvoir des exportations vers les pays en voie de développement. Ces pays n'ont souvent que des réseaux de télévision embryonnaires et, en raison de leur taille et de leur géographie, la diffusion directe par satellite est sans doute plus économique que l'installation de réseaux terrestres.

Après TV Sat-1, Ariane devrait mettre en orbite quatre autres satellites analogues : le japonais TDF-1 en mars 1988, le satellite scandinave TSG X en novembre 1988, les satellites TDF-2 en septembre 1989 et TV Sat-2 en février 1990 — mais ces dates sont susceptibles de modifications. Tous ces satellites sont construits par le consortium industriel Eurosatellite, dont les deux principaux participants sont la firme allemande MBB et l'Ad Astra, en France.

TV Sat-1 doit être stabilisé en orbite géostationnaire cinq jours

après son lancement et dériver lentement vers la position (19 degrés de longitude ouest) qui lui a été fixée par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications, et qu'il devrait atteindre le 15 décembre. Suivront trois mois d'essais et de réglages avant la mise en service. Sur la zone principale couverte par le satellite — essentiellement les deux Allemagnes, la Suisse allemande et une bonne partie de l'Autriche — la réception sera possible avec des antennes paraboliques de 25 centimètres de diamètre. Avec des antennes plus grandes, c'est presque toute l'Europe qui sera couverte.

Thomson

et Philips

TV Sat-1 sera le premier satellite à retransmettre des émissions de télévision sur le nouveau standard D2 Mac Paquet mis au point par les groupes français Thomson et hollandais Philips et adopté par la plupart des pays de la Communauté, France, Grande-Bretagne et Pays-Bas en tête. C'est une véritable révolution technologique qui s'amorce dans l'industrie de la télévision. Dans les dix années à venir, l'image, après le son, va progressivement acquies ses lettres de noblesse en se hissant vers la haute définition. L'opération, toutefois, ne se fera pas sans mal, car, malgré son atout de

poésie, la compatibilité, le D2 Mac Paquet s'oppose au nouveau standard haute définition mis au point par la puissante chaîne nipponne NHK (Nippon Hoso Kyoku).

On apprendra à la veille du lancement d'Ariane que M. Michel Carpentier, directeur général de la commission de la CEE, et M. Narukawa, directeur général du bureau de la diffusion au ministère japonais des postes et télécommunications, venaient de se mettre d'accord pour mettre en place au début de 1988 un groupe de travail commun en vue d'harmoniser les technologies et d'éviter une guerre routinisée des standards, inévitable maintenant que Japonais et Européens ont à peu près le même poids sur le marché américain depuis le rachat par Thomson de la division produits grand public de General Electric-RCA — M. A. et A. D.

« Le quotidien *La Cité* en occasion de paiement. — *La Cité*, le quotidien francophone belge proche des chrétiens de gauche, cessera probablement de paraître le 1^{er} janvier 1988. Devant l'impossibilité de faire face à ses échéances financières, le journal, qui avait pourtant considérablement amélioré sa présentation, ne paraîtra plus après cette date sans si le gouvernement trouve les moyens d'augmenter sa subvention. *La Cité*, d'un tirage d'environ quinze mille exemplaires, avait été créé le 1^{er} octobre 1950. (cont.)

Cinéma PANTHEON

13, rue Victor-Cousin, 5^e

Réunis dans une seule séance, les premiers films de Jean-Luc GODARD, François TRUFFAUT, Maurice PIALAT, Jean ROUCH, François REICHENBACH, Jean RENOIR.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉÂTRE DES CH.-ÉLYSÉES	FRANÇOIS-ROUCH
26 novembre 20.30 (Vendredi)	BEETHOVEN SCHUBERT, BRAHMS RAVEL, CHOPIN
28.0.0.0	

DUCHABLE

26 novembre 20.30 (Vendredi)

سكينة الحبيب

22 représentations
JEROME
Le mercredi
seulement
à Paris

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche-matin. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à émettre □ On peut voir sur Ne pas manquer sur un Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 20 novembre

TF 1

20.30 Variétés : L'heure de l'humour. Coups de cœur : Régine. Avec Patricia Kassi, Denis Roussos, Corymène Charby, Ingrid, Sapho, Richard Clayderman, Alain Chamiot, Elsa, Doukha, Amy Duperey, Pierre Vanock, Fabrice Luchini. 22.40 Feuilleton : Le joyau de la couronne. De Christopher Morahan et Jim O'Brien, d'après le roman de Paul Scott. 5^e épisode. 23.35 Journal de Bonser. 23.55 Magazine : Rapido. D'Antoine de Camas. Invité : Paolo Conte.

A 2

20.30 Feuilleton : Bonheur maître. De Dany de La Pédrière. Avec Daniel Durrant, Georges Wilson, Gérard Klein, Aurèle Clément. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « La 600 », sont invités : John Ford (la Créature), François-Bernard Huyghe (la Sédulité), Jorge Semprun (Nécessaire de la terre), Michel Serres (les Structures), Mario Vargas Llosa (Qui a tué Palomares Molero ?). 23.05 Journal. 23.15 Cinéma : Les deux faces de la médaille. De Georges Fouchu (1985). Avec Chantal Peltier, Edith Scott, Françoise Berge, Théo Sarapo, Sylvia Koscina, Michel Vitold. En 1917, un mystérieux justicier s'attaque à un banquier corrompu, mais protège la fille de celui-ci, dont il est amoureux. Hommage à Louis Feuillade et à son « ciné-roman » écrit avec Arthur Bernède, au temps du muet. Franju avait joué à fond le jeu de la littérature populaire. Il avait écrit avec d'admirables images en noir et blanc les sortilèges d'un « réalisme fantastique » fait de la vie un rêve, à moins que ce ne soit l'inverse.

FR 3

21.00 Feuilleton : Guillaume Tell. Scénario : épisode. De la Maure (1^{re} partie). 21.35 Magazine : Thalassa. De Georges

Personel. Evergreen : l'irrésistible ascension du chœur. 22.25 Journal. 22.45 Série : Histoire et passion. Guillaume le Conquérant. 23.40 Musique : Euphonie. Sounda et Solace, de Scott Joplin.

CANAL PLUS

20.30 Série : Le retour de Mike Hammer. 21.15 Cinéma : Les Vacances de M. Hulot. Film français de Jacques Tati (1953). Avec Jacques Tati, Louis Perrault, Nathalie Pascaud, Michèle Rolla. M. Hulot, célibataire hurluberlu, va passer ses vacances dans une petite station balnéaire en Bretagne. Il perturbe la vie des clients de l'hôtel. A part une vieille Anglaise excentrique, personne ne le comprend. Le comique d'observation de Tati s'exerce à l'égard des rites, des mœurs, des habitudes solennelles d'un milieu petit-bourgeois. C'est d'une étonnante vérité sociologique, toujours drôle, jamais méchant, sous le regard de Hulot, le trouble-fête, libre et solitaire. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : Les Frères Pétrou. Film français d'Henri Palud (1986). Avec Gérard Lamy, Jacques Villaret, Joanne Balasko. 0.10 Cinéma : Secrets de femmes. Film français (classé X) de Michel Barry (1986). Avec Diane Auvray, 1.25 Cinéma : A la recherche de M. Goudard. Film américain de Richard Brooks (1978). Avec Diane Keaton, Tuesday Weld, William Atherton (v.o.). 3.40 Cinéma : Krull. Film allemand de Peter Yates (1981). Avec Ken Marshall, Lyette Anthony, Fredie Jones, Francesca Annis. 5.35 Documentaire : Les affamés du sport. De Katmandou à l'Everest sur les ailes de vent. 6.00 Série : Barabara.

LA 5

20.30 Variétés : Il était une fois... Émission de Patrick Sabatier. Invité : Antoine. Hommage à Thierry Le Luron. Avec Bill Baxter et Thippa Rita, Francis

Lemercier. Guy Maréchal : Extraits du spectacle Quinquino. 22.15 Loto sportif : Foot vs jeux. Émission présentée par Michel Hidalgo. 23.30 Série : L'inspecteur Derrick. L'imprudence. 23.30 Magazine : Boîte de nuit. De Thierry Ardisson. 1.00 Série : Max la meute (rediff.). 1.25 Les deux dernières minutes. Rouges sont les vendanges (rediff.).

M 6

20.30 Série : Le Saint. Le trésor mystérieux. Témplar assiste à l'empoisonnement de Cady. 21.30 Feuilleton : La légende de la Forêt-Noire (12^e épisode). Scandale, mais de justice. Le feuilleton préfère de l'Allemagne. Vie quotidienne, heures et malheurs dans une clinique. 22.30 Journal. 22.35 Série : Les secrets de la mort. Émission de Marlyse de La Grange et Antoine Reille. Quand repassent les cigognes. 21.30 Magazine : Auto-mote. 22.30 Magazine : Ombres de chat (rediff.). 0.15 Magazine : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE CULTURE

20.20 Radio-archives. Pierre Jean Jouve : La tresse. 21.30 Musique : Black and Blue. Les six cordes de Lonnie Johnson, guitariste de blues et de jazz. 22.40 Notes musicales. La Canzone (dernière partie). 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 octobre 1986, salle Pleyel). Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, op. 73, et Symphonie n° 8 en fa mineur, op. 93, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Walter Weller. 22.20 Premières lignes. René Bianco, baryton français. Extraits de Mefistophélus (actes II et III) et de Faust (actes I, II, IV) de Gounod ; Les contes d'Hoffmann (actes II, III) d'Offenbach. 23.07 Club de la musique ancienne. 0.30 Archives.

Samedi 21 novembre

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michèle Costa et Jean-Claude Paris. Vingt ans de l'effort de la France. 13.45 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.55 Série : Matt Houston. 14.50 La Une est à vous (suite). 15.45 Thémis à l'écran. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Trente millions d'années. Émission de Jean-Pierre Hulin. Jean-Marc Maniatis et ses têtes de stars : New-York : les abîmes-sauveteurs ; Douce de fond pour l'écran de cinéma ; l'homéopathie pour animaux. 18.35 Série : Agence tous risques. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.27 Tapage nocturne et série de Loto. 20.35 Théâtre : Treize à table. Pisto de Marc-Gilbert Sauvalon ; mise en scène de René Clément. Avec Martine Mercadier, René Camano, Anna Vartel. Les Villardier. 20.40 Journal et météo. 20.50 Journal. 21.00 Série : Les incriminés. 21.30 Journal. 21.45 Cinéma : L'été indien. De Bernard Rapp. 14.00 Série : Gènes. 15.00 Sports. Judo : championnats du monde à Essen (RFA). 16.30 Les nouveaux champions. De la Maîtrise de Radio-France : Staber, Maier, de Bocherel, par l'Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kantorow ; solistes : Thibault Raffalli, Rachel Yazar, Sylvia Valère. 18.00 Documentaire : La pierre en pleurs. Prix de l'environnement au Festival international du film de spéléologie à La Chapelle-en-Vercors. 18.30 Feuilleton : La liberté Stéphanie. De Georges Coulange, réalisé par Marjorie Bertin. Avec Agnès Tarent, Philippe Juteau, Charlotte Bonnet (dernier épisode). 19.00 Le 19-20 de l'actualité. 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.50 Documentaire : Il était une fois la vie. L'œil. 20.05 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice France. Le cheval à adopter. 19.05 DMC. 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.40 Affaire d'actualité. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champagne-Elysées. Émission de Michel Drucker. Spécial Michel Sardou. Avec Elisabeth Anst, Birgit Nielsen, Jenni Norman, le groupe Gold, Patrick Juvert, Stephan Eicher, les Gipsy King, Simone Valère, Jean Desailly et une vidéo de Georges Harrison. 22.15 Série : Deux fois à Miami. Y'a des jours comme ça. 23.05 Les enfants du rock. Spécial rock français, avec Lio, le groupe Niagara, L'affaire Louis Trio, Axel Bauer et Grazziella de Michèle. 0.35 Journal.

A 2

13.15 Magazine : L'actualité anglaise. De Bernard Rapp. 14.00 Série : Gènes. 15.00 Sports. Judo : championnats du monde à Essen (RFA). 16.30 Les nouveaux champions. De la Maîtrise de Radio-France : Staber, Maier, de Bocherel, par l'Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kantorow ; solistes : Thibault Raffalli, Rachel Yazar, Sylvia Valère. 18.00 Documentaire : La pierre en pleurs. Prix de l'environnement au Festival international du film de spéléologie à La Chapelle-en-Vercors. 18.30 Feuilleton : La liberté Stéphanie. De Georges Coulange, réalisé par Marjorie Bertin. Avec Agnès Tarent, Philippe Juteau, Charlotte Bonnet (dernier épisode). 19.00 Le 19-20 de l'actualité. 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.50 Documentaire : Il était une fois la vie. L'œil. 20.05 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice France. Le cheval à adopter. 19.05 DMC. 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.40 Affaire d'actualité. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champagne-Elysées. Émission de Michel Drucker. Spécial Michel Sardou. Avec Elisabeth Anst, Birgit Nielsen, Jenni Norman, le groupe Gold, Patrick Juvert, Stephan Eicher, les Gipsy King, Simone Valère, Jean Desailly et une vidéo de Georges Harrison. 22.15 Série : Deux fois à Miami. Y'a des jours comme ça. 23.05 Les enfants du rock. Spécial rock français, avec Lio, le groupe Niagara, L'affaire Louis Trio, Axel Bauer et Grazziella de Michèle. 0.35 Journal.

FR 3

14.00 Espace 3 : Des cadres et des

14 h 30 SAMEDI VISION
Présenté par Philippe Gildes
CINÉMA
14 h 30 : L'été indien
15 h 30 : L'été indien
16 h 30 : L'été indien
17 h 30 : L'été indien
18 h 30 : L'été indien
19 h 30 : L'été indien
20 h 30 : L'été indien
21 h 30 : L'été indien
22 h 30 : L'été indien
23 h 30 : L'été indien

14 h 30 : L'été indien
15 h 30 : L'été indien
16 h 30 : L'été indien
17 h 30 : L'été indien
18 h 30 : L'été indien
19 h 30 : L'été indien
20 h 30 : L'été indien
21 h 30 : L'été indien
22 h 30 : L'été indien
23 h 30 : L'été indien

14 h 30 : L'été indien
15 h 30 : L'été indien
16 h 30 : L'été indien
17 h 30 : L'été indien
18 h 30 : L'été indien
19 h 30 : L'été indien
20 h 30 : L'été indien
21 h 30 : L'été indien
22 h 30 : L'été indien
23 h 30 : L'été indien

14 h 30 : L'été indien
15 h 30 : L'été indien
16 h 30 : L'été indien
17 h 30 : L'été indien
18 h 30 : L'été indien
19 h 30 : L'été indien
20 h 30 : L'été indien
21 h 30 : L'été indien
22 h 30 : L'été indien
23 h 30 : L'été indien

14 h 30 : L'été indien
15 h 30 : L'été indien
16 h 30 : L'été indien
17 h 30 : L'été indien
18 h 30 : L'été indien
19 h 30 : L'été indien
20 h 30 : L'été indien
21 h 30 : L'été indien
22 h 30 : L'été indien
23 h 30 : L'été indien

14.00 Espace 3 : Des cadres et des
14.30 Série : Les épiques de la
15.45 Série : Les épiques de la
16.15 Documentaire : Professions, châteaux d'images. Jean Thénault, depuis sept ans, filme les animaux sauvages en Afrique.
16.40 Cabou cadis. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35 Top 50. 9.30 Flash d'informations. 9.35 Top 50. 10.30 Flash d'informations. 10.35 Top 50. 11.30 Flash d'informations. 11.35 Top 50. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Top 50. 13.30 Flash d'informations. 13.35 Top 50. 14.30 Flash d'informations. 14.35 Top 50. 15.30 Flash d'informations. 15.35 Top 50. 16.30 Flash d'informations. 16.35 Top 50. 17.30 Flash d'informations. 17.35 Top 50. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Top 50. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Top 50. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Top 50. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Top 50. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Top 50. 1.30 Flash d'informations. 1.35 Top 50. 2.30 Flash d'informations. 2.35 Top 50. 3.30 Flash d'informations. 3.35 Top 50. 4.30 Flash d'informations. 4.35 Top 50. 5.30 Flash d'informations. 5.35 Top 50. 6.30 Flash d'informations. 6.35 Top 50. 7.30 Flash d'informations. 7.35 Top 50. 8.30 Flash d'informations. 8.35

Le Monde

SPORTS

La préparation des JO de Séoul

Les jeux sans perdre le nord

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Il y a peu de chances apparemment, que les Nord-Coréens obtiennent davantage que les dernières propositions faites par le Comité international olympique (CIO), le 15 juillet, qui offrait à ce pays d'accueillir six épreuves. C'est ce qui apparaît après la visite que vient de faire à Séoul le président du CIO, M. Juan-Antonio Samaranch.

Les Nord-Coréens avaient réclamé d'organiser la moitié des épreuves, puis ont réduit leurs exigences à six sports, dont le tournoi de football. Le CIO leur a proposé, le 15 juillet dernier, cinq épreuves, dont trois — le tir à l'arc, le tennis de table et le volley-ball féminin — en totalité, ainsi qu'une épreuve de cyclisme (100 kilomètres) sur route et des éliminatoires de football. C'est en vain qu'à la mi-septembre les responsables de Pyongyang ont demandé des négociations directes avec la Corée du Sud. Celle-ci s'est réfugiée derrière les propositions du CIO et l'a fait savoir aux Nord-Coréens dès la fin septembre.

Depuis, la position officielle à Séoul n'a pas changé : « Nous n'envisageons pas de rencontrer avec les Nord-Coréens. Les deux pays sont membres du CIO ; les propositions qui leur ont été faites sont celles du CIO, et c'est dans ce cadre que le problème doit se régler. Nous attendons leur réponse », a déclaré, vendredi 13 novembre, à un groupe de journalistes français M. Sang-jun Chun, secrétaire général adjoint du comité d'organisation des Jeux à Séoul.

On fait remarquer à Séoul que les offres ne sont pas négociables, contrairement aux apparences, car les sports concernés sont fort populaires dans les deux Corées. Celle du Sud a obtenu d'ailleurs une médaille aux Jeux de Los

Angeles pour le tir à l'arc et ambitionne une place d'honneur pour le tennis de table. Mais, quelle que soit la réponse du Nord, Séoul a déjà prévu de son côté les installations nécessaires pour les sports offerts aux Nord-Coréens. Le gymnase de l'université nationale de Séoul, qui peut accueillir cinq mille personnes, est prêt pour le tennis de table, ainsi que deux gymnases de l'agglomération pour le volley, de même que le terrain pour le tir à l'arc.

Bref, la balle paraît aujourd'hui dans le camp des Nord-Coréens. M. Juan-Antonio Samaranch, venu de son côté à Séoul pour un ultime point sur la préparation des Jeux olympiques, l'a confirmé de son côté aux journalistes fran-

çais le 18 novembre. Bien que le CIO ait déjà révisé son offre au moins une fois, M. Samaranch a affirmé : « Les Nord-Coréens ont demandé la moitié de tous les sports, puis huit, puis six. Nous avons fait des efforts. Aujourd'hui, nous avons l'intention de nous en tenir là. »

Les Nord-Coréens ont fait savoir il y a deux semaines au président du CIO qu'ils attendaient le résultat de l'élection présidentielle du Sud pour donner leur réponse. Ce délai n'inquiète pas M. Samaranch. Le président du CIO estime que la Corée du Nord est capable, si elle accepte les propositions, d'organiser les épreuves qu'on lui a proposées dans le délai restant. Selon lui, « ces sports ne nécessitent pas une organisation

très complexe. La Corée du Nord a l'expérience des compétitions dans ces domaines, par exemple pour le tennis de table. » M. Samaranch ne met qu'une seule condition : que les deux Corées « soient assurées de la libre circulation entre le Sud et le Nord, et vice versa, de la presse et de toute la famille olympique ». En revanche, il admet même qu'il puisse y avoir un défilé commun des deux Corées lors de la cérémonie d'ouverture, quoi qu'il se refuse à discuter les détails avant que la Corée du Nord n'ait fait connaître sa réponse.

« Les pays socialistes veulent venir »

L'optimisme du président du CIO repose sur sa conviction que les pays socialistes dans leur ensemble souhaitent venir aux Jeux. « Je crois, a-t-il dit, que tous ou presque tous seront présents à Séoul. Ils ont montré leur désir de participer aux Jeux. Par exemple, l'URSS a participé tout récemment à des épreuves pré-olympiques à Séoul pour le tennis de table et le volley-ball. Toutes les invitations sont parties. Ils ont jusqu'au 17 janvier pour répondre. Je crois qu'ils s'inscriront, peut-être même avant la fin de 1987 (1). »

M. Samaranch, qui se trouve actuellement en Chine populaire pour assister aux Jeux nationaux, compte en particulier sur l'appui de Pékin auprès des Nord-Coréens : « Je demanderai aux autorités de la République populaire de Chine de nous aider à la réussite des Jeux. Je crois qu'ils comprendront. Je crois qu'ils le souhaitent. » Le président du CIO espère aussi rencontrer M. Gorbatchev au début de 1988, même si aucune date n'est encore fixée.

Les Nord-Coréens — leurs annonces le montrent — espèrent trouver une oreille plus complaisante à Séoul si l'un des candidats de l'opposition est élu président. On voit mal, en effet, le candidat gouvernemental, M. Roh, d'ailleurs ancien président du comité d'organisation des Jeux, modifier la ligne de conduite actuelle. Mais il paraît douteux aussi que le président élu, quel qu'il soit, prenne des risques pour obtenir la participation de Pyongyang. Quels que puissent être les avantages, hypothétiques, de l'ouverture à l'égard du Nord : les enjeux économiques restent très importants.

GUY HERZLICH.

(1) L'URSS et les pays de l'Est figurent toujours parmi les quatre-vingt-deux pays qui n'ont pas annoncé officiellement leur participation aux JO lors d'un recensement provisoire effectué le mercredi 18 novembre par le CIO.



La flamme olympique a été officiellement allumée dimanche 15 novembre en Grèce, avant de prendre l'air pour le Canada. Elle brûlera sur tous les sites de Calgary, lors des Jeux d'hiver, du 13 au 28 février 1988, avant d'aller brûler en Corée du Sud et peut-être en Corée du Nord.

ALPINISME : Pierre Beghin dans le Jannu

Himalaya extrême

Récent vainqueur de la face nord du Jannu, l'ingénieur grenoblois Pierre Beghin a ouvert la voie à l'« alpinisme extrême » quand la majorité des alpinistes préfèrent encore l'« alpinisme express ».

GRENOBLE
de notre correspondant

Un certain nombre d'alpinistes français continuent de grossir leur palmarès himalayen en se hissant à très grande vitesse au sommet des « 8 000 », comme le guide Benoît Chamoux (1) qui a dépassé cet étal pour la cinquième fois l'altitude « mythique ». D'autres préfèrent des cimes un peu moins élevées pour y dessiner des voies nouvelles ou renouveler en techniques alpines le plus rapidement possible des itinéraires vaincus après de longs et lourds combats.

Le Jannu, qui s'élève jusqu'à 7 710 mètres d'altitude, est après l'Annapurna (8 078 m), le sommet le plus « français » (2) de la chaîne himalayenne. Une tour de granit de 3 000 mètres qui fut gravie pour la première fois en 1962 par une expédition « lourde » engagée dans la face sud de la montagne, conduite par Lionel Terray, qui était entouré notamment de René Demaison, Yves Pellet-Villard, Robert Paragot et Paul Keller. Jamais jusqu'alors des alpinistes

n'avaient vaincu un itinéraire d'une telle complexité technique situé au-dessus de 5 000 mètres d'altitude.

La face nord du Jannu, véritable mur d'ombre et de froid, où se multiplient les difficultés rocheuses et glacées, fascinaient depuis de nombreuses années l'ingénieur grenoblois Pierre Beghin, vainqueur de plusieurs « 8 000 », dont le Kangchenjunga (8 598 mètres) en solitaire. Les paramètres exceptionnels de la face, sa verticalité, le froid permanent qui règne avaient fait dire en 1959 à Guido Magnone : « Jamais personne ne se risquera là. »

En 1982, Pierre Beghin y mena une bataille de huit semaines avec quatre autres compagnons, mais il dut renoncer à 7 000 mètres d'altitude.

Cet automne, pour sa seconde tentative, l'alpiniste grenoblois s'était associé à un guide de haute montagne, Eric Decamp, comme lui ingénieur. « Nous avons progressé dans une ambiance glaciale, dans un site où le soleil ne vient jamais. Du socle situé à 4 500 mètres d'altitude jusqu'au sommet, il est impossible de pouvoir se décontracter, de progresser quelques instants tranquille-

ment. Ici, la montagne est en permanence dure et dangereuse », explique l'himalayiste, âgé de trente-cinq ans.

Les deux hommes suivirent tout d'abord l'itinéraire dessiné par Beghin en 1982. Mais ils durent rapidement se replier et aller chercher la voie que traça en 1976 une expédition formée d'une trentaine d'alpinistes japonais. A l'époque, ces derniers équipèrent en cordes fixes l'ensemble de l'itinéraire et installèrent six camps d'altitude ; près d'un mois d'efforts intenses avait été nécessaire pour venir à bout de la face. Beghin et Decamp n'ont retrouvé que quelques vestiges du passage de cette « armada » conservés dans une gaine de glace. Ils se sont contentés de bivouaquer à trois reprises. « Leur Jannu a été conquis en cinq jours », note Pierre Beghin. L'équipe française avait été précédée quelques jours plus tôt, à 7 710 mètres d'altitude, par une cordée hollandaise qui devait disparaître au cours de la descente.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) Benoît Chamoux a conquis le Nanga-Parbat (8 126 mètres) en vingt heures.

(2) Une autre expédition grenobloise menée par Henri Siguyet est engagée actuellement dans l'épave sud-ouest du Jannu pour ouvrir une voie qui rejoindra vers 7 000 mètres l'itinéraire de l'expédition nationale de 1962.

JUDO : les championnats du monde

Les Françaises ne font pas le poids

Jeudi soir pour les judokas français à Essen, le 19 novembre, au cours de la première journée des championnats du monde consacrés aux deux catégories de poids les plus lourdes. Filles et garçons sont passés à côté des podiums sur la plus haute marche desquels sont montées la Néerlandaise Irène de Kock (moins de 72 kilos) et la Chinoise Fenglian Gao (plus de 72 kilos), le Japonais Sugai (moins de 95 kilos) et le Soviétique Vitéchev (plus de 95 kilos). Un échec qui écarte Lætitia Meignan et Isabelle Paque des Jeux olympiques, et qui marque le début des frères Vachon : Roger et Christian.

ESSEN
de notre envoyé spécial

Quatre minutes. C'est le temps qui a suffi jeudi matin 19 novembre pour changer la vie d'Isabelle Paque. Pourtant, en posant le pied sur les tatamis pour son deuxième combat des champions du monde, la Valenciennaise était encore une véritable prodige. Médaille de bronze aux précédents championnats du monde, championne d'Europe en titre, elle avait, comme d'habitude, ingurgité plus d'un litre de liquide avant de monter sur la balance pour faire le poids minimal (72 kilos) requis pour combattre dans la catégorie des lourdes où opèrent plusieurs filles dépassant les 100 kilos. Mais cela ne désavantage pas Isabelle. Nul n'a mieux qu'elle fait et la manière de renverser les mastodontes. Elle l'avait d'ailleurs prouvé d'entrée de jeu en basculant la Taïwanaise Yu plus lourde qu'elle de 60 kilos, puis en l'immobilisant. Mais au deuxième tour, elle trouva la Néerlandaise Serice, qu'on mal dit, elle avait peinemment dominée lors de la finale des championnats d'Europe à Paris. Après quatre minutes d'efforts aussi épuisants d'un côté que de l'autre, les juges ont estimé cette fois-ci que la représentante des Pays-Bas l'avait emporté. Donc, Isabelle Paque a perdu.

Y-e-t-il de quoi en faire un drame ? Qu'une jeune femme de vingt-trois ans, rayonnante de santé, perde un combat, n'a rien en soi de catastrophique. Pourtant, en déclarant la Française battue, jeudi, les juges n'ont pas seulement interrompu sa course au titre mondial, ils l'ont bel et bien privée des Jeux olympiques l'an prochain.

C'est le résultat d'une défaite précédente de la délégation française, mais sur le tapis vert de la Fédération internationale cette fois. Le Comité international olympique (CIO) n'a jamais trop apprécié le judo. Accepté comme sport de démonstration pour la première fois en 1968 à Tokyo — Japon obligé — il n'a été inscrit au programme officiel que deux olympiades plus tard, à Montréal en 1976, alors que les premiers championnats du monde masculins dataient de 1956.

Quand les femmes ont résolu d'en découdre à leur tour, les

demandes d'inscription au programme olympique se sont heurtées à des réserves tout aussi nombreuses. Après cinq championnats du monde, elles ne seront admises à Séoul qu'à titre démonstratif. C'est sans doute pour cette raison que la commission des programmes olympiques n'a pas estimé devoir organiser un véritable tournoi ouvert à une concurrence par pays dans chaque catégorie de poids. Cette commission a décrété qu'il ne devrait pas y avoir plus de huit candidates par catégorie de poids.

Dimensions à la Fédération

A charge pour la Fédération internationale de judo (FIJ) de sélectionner. Hélas ! La Fédération internationale subit les contrecoups des dissensions internes du judo japonais. En simplifiant, la tendance Kodokan combat la tendance Budokan en utilisant des procédés démagogiques. Résultat : des propositions de bon sens dans l'intérêt du sport sont démantées par des solutions électoralistes. Ainsi, il aurait été logique d'envoyer à Séoul les huit meilleures dans chaque catégorie de poids en retenant les quatre premières à Essen et les premières des championnats continentaux. La Fédération française de judo (FFJD) a fait une proposition dans ce sens. Elle a été repoussée à une écrasante majorité deux jours avant l'ouverture des championnats du monde. Il a été décidé que la Corée du Sud — pays organisateur — et chaque continent non représenté sur les podiums d'Essen pourraient sélectionner une combattante par catégorie. Sur quels critères ? Mystère.

La seule certitude est qu'Isabelle Paque va pouvoir prendre une année sabbatique et s'attaquer sérieusement aux examens de professeur de sport. Avant les prochains championnats du monde de 1989 où elle sera alors âgée de vingt-cinq ans, elle n'a pas d'autre objectif sérieux en vue puisqu'elle ne peut pas être repêchée pour les JO. Cette iniquité frappe également Lætitia Meignan qui aura alors vingt-neuf ans. Troisième mondiale et européenne des moins de 72 kilos ces deux dernières années, celle-ci a commis jeudi soir face à la gasconne japonaise Yoko Tanabe une faute de garde qui l'a privée de la troisième place.

On conçoit que les erreurs d'Isabelle et de Lætitia ne sanctionnent à Essen. Mais pourquoi ne pas leur donner une chance de se racheter à Séoul ? La Fédération internationale ne sert pas le judo en cédant au jeu des combinaisons politiques. Malheureusement, les conditions dans lesquelles l'Argentin Sarkis Kaloghlian a succédé au Japonais Shigeyoshi Matsumae à la présidence de cet organisme font craindre que tout cela ne s'aggrave. En favorisant pour des raisons électoralistes les petits pays, le niveau général n'a en fait que trop tendance à décliner.

ALAIN GRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats du monde féminin des 15 kilomètres sur route. — Samedi 21 novembre, à Monaco.

Automobilisme

Relève du RAC. — Dernière épreuve du championnat du monde 1987, du dimanche 22 au mercredi 25 novembre, en Grande-Bretagne.

Basket-ball

Championnats de France. — Treizième journée, samedi 21 novembre.
Coupe d'Europe. — Salonique-Orthez, mercredi 25 novembre.

Boxe

Championnats du monde des poids mi-lourds (WBA). — Angulo (Fr.)-Hill (E-U), samedi 21 novembre, au stade de Coubertin, Paris-19^e (TF 1, en direct à 22 h 46).

Football

Championnat de France. — Vingtième journée, samedi 21 novembre.

Hockey sur glace

Championnat de France. — Deuxième journée des matches retour, samedi 21 novembre. Français-volants-Gap (le 5 en direct à 2 h 15).

Judo

Championnats du monde. — Jusqu'au dimanche 22 novembre à Essen (A 2, Samedi passion, à 15 heures).

Salon du cheval

Du samedi 21 au dimanche 29 novembre, porte de Versailles.

Tennis

Masters féminin. — Jusqu'au dimanche 22 novembre, à New-York.

Escalade

Championnat du monde en salle, à Grenoble, du 26 au 29 novembre.

هكنا من العمل

Le Carnet du Monde

Anniversaire de naissance

— Lundi 23 novembre, notre grand-père,

Hubert FROMION,

a quatre-vingt ans.

La Batte-de-Corbiac,
Chouzy-sur-Loire.

Décès

— Le professeur Thomas Bishop, président du Centre de civilisation française de New-York University, Et Hâline Gary-Bishop, Ellen Simon-Bishop, Herbert et Muriel Simmons, Kathy Bishop, ont la grande douleur de faire part de l'adieu moral survenu, à l'âge de vingt-neuf ans, à

Jeffrey BISHOP,
assistant-professeur
à Columbia University,

leur mari, fils et frère,

le vendredi 13 novembre 1987, à New-York.

7, rue Les Cases,
75007 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Cenez, Didière, Florence et Agnès, M. et M^{me} Jean-Paul Hns, Magali et Roland,

Serge Goe, M. et M^{me} Pascal, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Petit-Didier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Malacamp, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Irène Cenez, leurs parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Diego CANOZ,
née Denise Delmarcy,

décédée le 19 novembre 1987.

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste du Redon, le samedi 21 novembre, à 8 h 45.

Information au cimetière d'Hyères.

— On nous prie de faire part aux nombreuses personnes françaises qui ont connu son hospitalité et son amitié du décès subit de

M. Nicolas CHERYSSAIDOS,

survécu à Nîmes (Gard), le 24 octobre 1987.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Françoise COULET,
née Nicole Sullivan,

survécue le 18 novembre 1987.

Un service religieux sera célébré en l'église réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^e, le lundi 23 novembre, à 14 heures.

L'information sera lue à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

De la part des familles Sullivan, Liddell Hart et Deane.

81, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

— M. Lazare Gavé,
son épouse,
M^{me} Dominique Gavé,
sa fille,
M. et M^{me} Henri Olivier Gavé,
son fils et sa belle-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lazare GAVÉ,
née Denise Raymond.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Achille-Luchaire,
75014 Paris.

— A ceux qui furent ses amis,

Elizabeth, Daniel, David, Catherine,
annonçant la mort de

Robert HENNION,
philosophe,
déporté résistant,

le 13 novembre 1987, à l'âge de soixante-sept ans.

Il a été porté en terre par les siens au cimetière pare du Mont-Valérien.

17, allée de l'Arlequin, apt 179,
92000 Nanterre.

Avis de messes

— La messe annuelle à la mémoire

des

Archives d'Émile
des Ecoles des Mines de Paris,
Saint-Etienne et Nancy,

aura lieu le dimanche 22 novembre,

à 10 h 30, en la chapelle Notre-Dame-
sous-Terre, du collège Stanislas, 22, rue
Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris,
par le Père Jean-Marie Dubois (Paris
1965), supérieur au séminaire Maison-
Saint-Séverin.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le

28 novembre 1987, à 18 heures, en
l'église d'Avon-sur-Oise, à l'initiative de

Dario PECILE,
docteur en sciences.

— En souvenir de

Mario-Claude TERRY-AULON,

disparu à Londres il y a un an, une
messe sera dite le 21 novembre, à
19 h 15, en la cathédrale de Tulle.

Communications diverses

— Un office solennel à la mémoire de

général Leclerc de Hautecloque et de
ses compagnons, organisé par le Consis-
toire de Paris et la Commission adminis-
trative de la synagogue de la Victoire,
sera célébré le jeudi 26 novembre, à
18 h 30, en la grande synagogue, 44, rue
de la Victoire, à Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le samedi

21 novembre, à 14 heures, amphithéâtre
Gustave, M^{me} Laurence Villard, née
Legley : « Tyche. Des origines à la fin
du V^e siècle avant Jésus-Christ ».

— Université Paris-IV, le samedi

21 novembre, à 14 h 30, amphithéâtre
Milne-Edwards, esc. B, 3^e étage,
M. Tour Abdallah : « L'habitat domes-
tique et l'habitat rural : les recherches
d'archéologie préhistorique ».

— Université Paris-X-Nanterre :
samedi 21 novembre, à 14 heures, salle
des Actes (bât. F), M. Altalab Ghazi :
« L'influence des conjonctures économi-
ques et monétaires sur l'industrialisation ».

LE WEEK-END

D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 21 novembre

Musée de la Joie, 10 heures : vin.

Dimanche 22 novembre

Argenteuil, 15 heures : tableaux et
sculptures modernes ; Verrières-le-
Buisson, 10 heures : art contemporain,
verres et céramiques ; 14 h 30 : tableaux
et mobilier contemporains ; Charente-
le-Pont, 14 heures : mobilier, tableaux, bijoux ;
Lorient, 14 h 15 : art d'Asie.

PLUS LOIN

Samedi 21 novembre

Lorient, 14 h 30 : mobilier, objets
d'art ; Nantes, 14 heures : orfèvrerie,
bijoux, tableaux anciens, mobilier ;
Montpellier, 14 heures : livres ; Joazeiro,
14 h 30 : automobiles en modèle réduit,
mobilier ; Villefranche-sur-Saône, 15
heures : mobilier, tableaux anciens et
modernes ; Strasbourg, 9 h 30 et
14 heures : livres.

Dimanche 22 novembre

Dijon, 14 h 30 : livres ; Dreux,
10 heures et 14 heures : manuscrits,
livres ; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets
d'art, tableaux ; Reims, 14 heures :
tableaux modernes, mobilier, objets
d'art ; Font-Audoubert, 14 h 30 : argente-
rie, tableaux, mobilier ; La Flèche,
14 heures : mobilier, céramiques,
tableaux ; Troyes, 14 heures : gravures
et dessins anciens ; Nancy, 14 heures :
mobilier, argenterie, bijoux, objets
d'art ; Gien, 14 heures : archéologie
d'Extrem-Orient ; Belfort, 14 heures :
objets d'art, argenterie, bijoux, mobi-
lier ; Beaune, 14 heures : tableaux
modernes ; Douai, 14 heures : vins ;
Saint-Nazaire, 14 heures : mobilier,
bijoux, bijoux ; Montargis, 14 heures :
mobilier, armes ; Pargney, 14 h 15 :
mobilier, objets d'art ; Amboise,
14 heures : archéologie d'Inde,
d'Extrem-Orient.

FOIRES ET SALONS

Paris (quai Branly), La Bouquinerie-
Nantes, Ats-en-Provence et Bordeaux-
Quincoces.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur commande une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Les seuls journaux être insérés

LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 10 h

au siège du journal.

7, rue du Louvre, 75002 Paris Cedex 08.

Tél. MONPAR 60 072 F.

Télégrammes : 46-23-08-81.

Renseignements : Tél. 42-47-95-03.

Tarif de la ligne R.T.

Toutes rubriques 88 F

Abonnés (avec justificatif) 80 F

Communications diverses 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont

4 lignes de bannière). Les lignes en

capitales grasses sont facturées sur

la base de deux lignes.

Vendredi 4 décembre
(12 h - 19 h)

Samedi 5 - Dimanche 6
(10 h - 19 h)

EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PULLMAN St-JACQUES

17, bd Saint-Jacques, PARIS (14^e)

Métro Saint-Jacques

Du 20 Novembre au 28 Novembre

1987

CONCOURS INTERNATIONAL

MARGUERITE LONG
JACQUES THIBAUD

VIOLON



Éliminatoires
du 20 au 26 Novembre
et Finale du Récital
27 Novembre : **SALLE GAVEAU**

Final Concerto : 28 Novembre
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Participez au
PRIX BNP DU PUBLIC
qui sera décerné
au lauréat de votre choix
lors de la finale "Concerto"
samedi 28 Novembre 1987

BNP

Le Monde

L'URSS DE LENINE A GORBATCHEV

L'ACTUALITÉ

Le nouveau maître du Kremlin bouscule la société soviétique. Avec quelles chances de succès ? Pour y répondre les envoyés spéciaux du « Monde » ont parcouru l'URSS profonde à la recherche des réalités politiques, économiques et sociales d'un pays en pleine mutation.

L'HISTOIRE

Le Monde a puisé dans ses archives pour retracer les grandes étapes de l'histoire soviétique :

- Lénine et le grand chambardement de 1917
- Staline, les années terribles
- Khrouchchev ou le dégel incontrôlé
- Brejnev : l'ouverture à l'extérieur, la fermeture à l'intérieur
- Andropov et Tchernenko, la transition.

UN NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 36 pages - 25 F
En vente chez votre marchand de journaux

ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE

Nom Prénom

Adresse

Code postal Localité

Nombre d'emplacements X 25 F (prix d'expédition inclus)

Pour l'étranger, nous consulter

M. 1334-8711-25 F-RD. Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75002 Paris Cedex 08

LA LIBRAIRIE HIPPURES,

LES ÉDITIONS DENOËL,

LES ÉDITIONS BELLEFONTAINE

(Lyonnais),

vous invitent à rencontrer

LOUIS CALAFERTE

qui signera *L'Incarnation* (Éditions

Denoël) et *ABCD-Séquences*,
illustré par Jacques THUTHIEMUS

(Éditions Bellefontaine).

Librairie HIPPURES

44, rue Vieille-du-Temple,

75004 Paris, 42-71-73-32.

Métro : Hôtel-de-Ville

Economie

Discussions finales sur le déficit budgétaire américain

Un pénible marathon

Après une période d'attente, les marchés monétaires et boursiers donnent à nouveau la preuve de leur impatience face aux ultimes tergiversations de la Maison Blanche et du Congrès américain sur le déficit budgétaire. Le mouvement de baisse du dollar avait repris le mercredi 18 novembre. Il s'est accentué vendredi, les dernières déclarations du président Reagan sur la nécessité de trouver une issue excluant les coupes automatiques.

WASHINGTON
de notre correspondant

A quelques heures de l'échéance fixée par la loi et malgré près de quatre semaines de discussions, les négociateurs de la Maison Blanche et du Congrès américain n'étaient toujours pas parvenus, vendredi 20 novembre, à s'entendre sur les moyens de réduire le déficit budgétaire. L'enjeu est pourtant considérable, tout le monde ici en convient et le président Reagan le premier : « Il est vital que les négociateurs mènent à bien leur travail », a-t-il déclaré le jeudi 19 novembre en s'efforçant de lancer un appel à la raison : « Des choix difficiles doivent être faits. Le gouvernement fédéral ne peut donner tout à tout le monde. » Mais cette exhortation semble de peu d'effet tant les négociateurs paraissent incapables d'échapper à leur préoccupation majeure : les prochaines élections et la peur de déplaire à un public qui ne veut ni économies ni impôts nouveaux.

M. Reagan lui-même n'est pas forcément en mesure de forcer le cours des choses. A peine a-t-il consenti à contrecoeur de réelles concessions — une hausse des impôts de 9 milliards de dollars et d'assez substantielles économies sur la défense

— que les représentants de son propre parti, les républicains, refusent de le suivre sur ce chemin : « Ce n'est pas un compromis, c'est une retraite », a déclaré l'un d'entre eux, tandis que ses collègues expriment des sentiments allant de l'amertume à la révolte.

Manque de courage

Selon eux, en effet, les économies acceptées en contrepartie par les démocrates sont insuffisantes et surtout elles risquent de n'être que très partiellement réalisées dans les faits. Une opinion partagée par un haut responsable de l'administration : M. Reagan, explique-t-il, cède sur ce qui lui est le plus cher et « tout ce qu'il obtient, c'est de la fumée ».

De leur côté, les négociateurs démocrates font valoir que les coupes dans les programmes sociaux, pour modestes qu'elles soient, seront très difficilement acceptées par les congressistes. De part et d'autre, on convie que tout cela n'est guère brillant, que l'on a manqué de courage. Les négociateurs manifestent leur gêne, sentant que les uns comme les autres ont failli à leur tâche : faire triompher l'intérêt général contre les intérêts particuliers. Mais c'est une constatation navrante, rien de plus.

Dans ces conditions, certains,

en particulier du côté républicain, estiment même préférable une application de la loi Gramm-Rudman Hollings, qui impose, faute d'autre accord, 23 milliards d'économies automatiques prises pour moitié sur la défense, pour moitié sur les programmes sociaux, plutôt que le compromis envisagé, qui donnerait, sur le papier, un meilleur résultat (30 milliards de réduction du déficit la première année, 45 milliards la seconde). D'autres penchent pour un gel général des dépenses, qui serait d'un rendement légèrement meilleur et moins difficile à mettre en œuvre. Mais ce n'est évidemment qu'un pis-aller. Qu'en soit encore à envisager différentes solutions montre à quel point les parties en présence trouvent peu appétissant le fruit de quatre semaines de marchandages.

En finir

Les leaders démocrates sont tentés de repousser l'échéance, et le speaker de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, a commencé jeudi à prendre des dispositions dans ce sens. Mais le président Reagan a aussitôt fait savoir qu'il y était fermement opposé. Mieux vaut, estime-t-il, accepter la sanction de l'échec — la mise en application de la loi Gramm-Rudman Hollings, — qu'un nouveau délai, de nouvelles discussions sans doute aussi stériles que les précédentes. Les

financiers de Wall Street sont du même avis. La patience du marché n'est pas éternelle ; mieux vaut en finir.

Un accord sur le fil était encore possible à la dernière minute, mais dans ce cas le Congrès devra encore l'entériner, ce qui prendra du temps et pourrait être l'occasion de débats houleux avec un vote incertain à la clé. Quelle que soit l'issue finale, ce pénible marathon n'aura fait que confirmer une vérité qu'on pressentait avant qu'il ne commence : le déficit budgétaire des États-Unis est peut-être monstrueux, mais c'est un monstre en pleine santé et prêt à défendre vigilement sa peau. Il n'est pas le rejeton du seul M. Reagan ni du seul Congrès mais de l'ensemble du système politique américain et d'une opinion qui, tous les sondages le montrent, ne souhaite au fond renouer ni sur les avantages sociaux ni sur ses revenus. Dans ces conditions, le régime américain impose par les circonstances le risque fort d'être de courte durée et de peu d'effet.

JAN KRAUZE.

BILLET

Haro sur les « belles étrangères » !

Les explications officielles sur les résultats du commerce extérieur français ne manquent pas toujours de pertinence. Elles sont cependant parfois fournies dans la précipitation et peuvent donner lieu à contestation.

Parmi les causes du déficit industriel en octobre, le ministère de l'économie et des finances cite l'automobile dont les importations ont augmenté de plus de 13 %. Et d'ajouter dans un communiqué : « Ces résultats doivent être rapprochés de la baisse de la TVA intervenue sur les voitures le 17 septembre 1987 et du niveau exceptionnellement élevé des importations en octobre. »

Il est vrai que les Français ont semblé ralentir leurs achats fin septembre pour le reporter sur le mois suivant afin de profiter de la baisse de la TVA. Mais il serait faux de laisser croire que l'opération a surtout profité aux « belles étrangères ». Les chiffres d'octobre montrent que si les achats de voitures ont progressé au total de 24,5 %, celles des constructeurs étrangers ont augmenté de 20,4 % et celles des constructeurs nationaux de 26,7 %.

Au demeurant, le taux de pénétration des voitures étrangères s'est particulièrement ralenti en octobre, revenant à 33,4 % alors qu'il a été de 36,4 % sur l'ensemble de l'année 1986, et encore de 36 % sur les dix premiers mois de cette année. L'étranger a bon dos mais il ne saurait être accusé de tous les maux.

F. S.

SOMMAIRE

■ Les négociateurs du Congrès et de la Maison Blanche n'étaient pas parvenus à s'entendre, vendredi 20 novembre au matin, sur les moyens de réduire le déficit budgétaire américain, provoquant ainsi un recul du dollar et du franc contre le deutchemark (lire ci-contre).

■ Contrairement aux déclarations officielles, les achats d'automobiles n'ont pas accentué le déséquilibre du commerce extérieur au mois d'octobre (lire ci-contre).

■ Afin de favoriser les restructurations de l'industrie sidérurgique européenne, dans un avenir assez proche, de rétablir la concurrence entre les entreprises et de supprimer les quotas de production (lire page 28).

■ Renault prévoit de nouveaux départs. Depuis 1983, la Régie a vu disparaître 30 000 emplois (lire page 27).

■ Les syndicats japonais du secteur privé vont s'unir pour créer une nouvelle confédération réunissant 5,8 millions de membres (lire page 27).

CONCOURS LE MONDE DU VIN LES INDICES

- INDICE 37
Je n'ai jamais bu du vin de pays provenant d'un château.
- INDICE 38
Il faut bien faire attention à la personne, ça n'est pas toujours celle qu'on croit.
- INDICE 39
Ce serait bien trop simple s'il n'y avait qu'une commune, n'est-ce pas ?
- INDICE 40
Ce classement est beaucoup plus fréquent que dans le Médoc.
- INDICE 41
C'est au nord du Minervois, lui aussi récent vin d'appellation contrôlée.
- INDICE 42
Dans quelques jours ce sera la fête. Alors, regardez bien !
- INDICE 43
C'est curieux, j'avais l'impression qu'il s'agissait d'un pinneau. Je suis perplexe.
- INDICE 44
Ce qui m'a aidé à trouver garhiofilatum pourra peut-être m'aider à nouveau.
- INDICE 45
Dans le centre, le cépage s'appelle le cot.
- INDICE 46
Facile, on a l'avenir !
- INDICE 47
Cette veuve n'a jamais été mariée.
- INDICE 48
La réponse est un nom propre aujourd'hui devenu commun.

CONJONCTURE

Une étude de la Caisse des dépôts

La sagesse fiscale des élus locaux

L'Etat serait-il ce paragon de vertu budgétaire modérant ses dépenses et allégeant les impôts, alors que les collectivités locales, envahies par la décentralisation, céderaient aux tentations des dépenses somptuaires, embaucheraient à tout va du personnel et feraient payer leur luxe aux contribuables ?

Ce débat, que le gouvernement ne déteste pas de relancer de temps à autre, peut-il stérilement prendre appui sur les éléments de la dernière note de conjoncture que la Caisse des dépôts et consignations vient de publier sur les finances locales en 1987 ? Cette année, les finances locales ne progressent, en France, que de 0,5 %, contre 4,1 % en 1986 et 5,9 % en 1985. « Ainsi, il est clair », déclare le 19 novembre, M. Pierre Richard, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, que les élus locaux ont la volonté de participer au mouvement général de modération des prélèvements obligatoires. »

Sans doute, les régions et les départements, qui ont désormais en charge de lourdes compétences, autrefois du ressort de l'Etat, comme les lycées, les collèges, l'action sociale et une bonne part des routes, continuent à accroître leurs ressources fiscales, mais les impôts communaux, eux, diminuent en moyenne.

Cette modération pourrait laisser penser que les collectivités locales (auxquelles la Caisse des dépôts ajoute, dans son étude, d'autres instances comme les chambres de commerce ou les agences de bassins) ont marqué le pas dans leurs dépenses. Il n'en est rien, et la croissance des investissements continue, à la grande joie d'ailleurs des entreprises, notamment du secteur du bâtiment et des travaux publics. En 1987, ces investissements dépassent 112 milliards, augmentant de 5,5 %, soit 2 % en volume.

Gestionnaires avisés

Il s'agit aussi d'un record, note la Caisse des dépôts, en intégrant les dépenses des sociétés d'économie mixte, l'investissement dépense le niveau qu'il avait enregistré lors des années exceptionnelles 1976 et 1982. Une croissance imputable

essentiellement aux régions et aux départements qui auront consacré 8 milliards de francs cette année au secteur des bâtiments scolaires.

Gestionnaires de plus en plus avisés, les maires, les présidents de région et de département ne se sont pas pour autant endormis jusqu'au cou. Si l'ensemble du volume de leurs emprunts a progressé de 32 %, les remboursements, eux, ont fait un bond de 55 %. En fait, une très large fraction de leurs dettes, et notamment les crédits qui avaient été souscrits à un taux supérieur à 13 %, a fait l'objet d'un réaménagement. 6 milliards de francs de dettes avaient été soit refinancés, soit remboursés par anticipation, soit convertis en autres emprunts l'année dernière. Cette année, ce sera 20 milliards. Et les responsables des collectivités locales n'hésitent plus à jouer sur le clavier très varié non seulement des prêteurs, mais aussi des multiples produits financiers disponibles sur le marché.

De 1983, première année d'application des lois Defferre, à 1987, la part des impôts des collectivités locales dans l'ensemble des prélèvements obligatoires, est passée de 5,1 % à 5,9 % du produit intérieur brut. En même temps, celle de l'Etat régressait de 17,7 % à 17,2 %. Dans ces décimales se résume en somme le coût exact de la décentralisation. Qui le jugera intolérable ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

● **ERRATUM.** — Dans l'article que nous avons consacré à la composition de la nouvelle commission de sécurité des consommateurs, dans nos éditions du 18 novembre, une erreur nous a fait égarer le nom du professeur Claude Boudane (que nous avons appelé « Doudane ») nommé en remplacement du professeur Fournier.

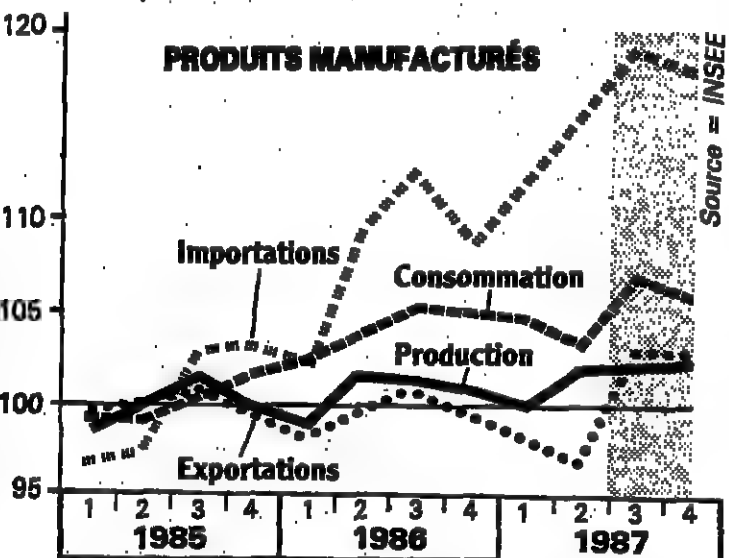
NI STRESS NI ANGOISSE ! UNE ASSISTANCE TOTALE

pour l'organisation de :
- séminaires - cocktails - congrès - conférences - stand salon...

Renseignements au : (1) 42.23.64.05 ou écrire BRIAM, 18 r. Léon 75018 Paris

Une année pas si mauvaise que ça

Volume aux prix de 1980 - Base 100 en 1985



Comme dans la plupart des pays industrialisés — la RFA faisant exception — l'année 1987 en France aura finalement été meilleure que prévu. La situation s'est améliorée progressivement au fil des mois, après la chute de l'hiver 1986-1987. Le graphique ci-dessus, qui concerne les seuls produits manufacturés et exprime des variations en volumes, montre bien les raisons de cette amélioration. Les exportations ont beaucoup augmenté à partir du printemps (de 3 % à 4 %, encore ce chiffre aurait-il été nettement plus élevé dans la plonge du début 1987), la consommation des ménages a progressé fortement aussi (plus 2 % après déjà plus 3 % en 1986). Quant aux investissements, leur progression, si elle n'a pas été très forte, n'en a pas moins contribué modestement à soutenir l'activité. Ce que le graphique ne montre pas, c'est le mouvement de restockage qui s'est développé tout au long de l'année, d'abord dans le commerce, ensuite dans l'industrie, mouvement qui a été suffisamment important pour stimuler la production industrielle. Celle-ci aura finalement augmenté de 2 % entre son point bas de l'hiver 1986-1987 et le fin de l'année 1987. Le krach boursier survenu au cours de la seconde quinzaine d'octobre est arrivé trop tard pour modifier ces données. Si répercussions il y a, celles-ci se feront sentir en 1988. Contre-coup négatif, pour nos paiements extérieurs, de cette activité, une fois de plus, l'extrême sensibilité de l'économie française à toute accélération de la demande intérieure. Le mot vulnérabilité ne serait pas trop fort.

Le CNPF demande une baisse des taux d'intérêt et une politique d'investissement

Selon la dernière note de conjoncture du CNPF, la croissance de l'économie française devrait se ralentir au-delà du premier trimestre 1988, à la suite du tassement prévisible des exportations et des investissements. Dans ces conditions, l'organisation patronale demande, pour « activer l'économie », une baisse des taux d'intérêt, des mesures pour intensifier les grands programmes d'infrastructure et « un soutien à l'investissement ». Le CNPF estime que la baisse du dollar constitue une menace pour les entreprises françaises en « assurant une surcompétitivité non seulement aux produits américains, mais aussi à toutes les productions de la zone dollar ». La note ajoute qu'on peut « s'attendre à des pertes de marché pour les entreprises françaises ».

مكتبة الأمل

Économie

Préretraites, conversion, aide au retour...

La régie Renault compte supprimer 3 835 emplois en 1988

La direction de la régie Renault annoncera au comité central d'entreprise, réuni le 20 novembre, son objectif pour 1988, qui porte sur la suppression de 3 835 postes. En dépit des résultats positifs de la Régie, ses effectifs devraient être ramenés à 69 800 personnes à la fin de l'année prochaine contre 73 635 au 31 décembre 1987.

Un plan social, identique à celui des années précédentes, sera mis en place, prévoyant des départs volontaires. Il comportera 2 400 préretraites FNE (Fonds national de l'emploi), dont 1 375 pour les agents de production, 1 200 conventions de conversion et 230 aides au retour pour les travailleurs immigrés. La direction prend bien soin de préciser qu'une « baisse importante des marchés entraînerait une révision des objectifs ». A l'inverse, et pour absorber les « basses de production », il serait fait appel à un certain volume de contrats à durée déterminée pour ne pas modifier le niveau « d'étiage » des effectifs.

La branche automobiles Renault a déjà vu disparaître 30 000 emplois, entre janvier 1983 et juin 1987, essentiellement dans la production.

A terme, la Régie raisonne sur des chiffres encore plus serrés. On devrait pouvoir fabriquer 900 000 voitures avec 45 000 salariés. Chacun produirait alors 20 voitures, contre 15,2 en 1987 et 10,9 en 1985.

« L'objectif d'amélioration constante de productivité » de la direction sera difficile, sur le plan social, en raison de la persistance d'un certain nombre de facteurs

préoccupants. L'entreprise vieillit avec son personnel, et les 800 embauches annuelles ne font que compenser la « dérive naturelle » des départs. « C'est un problème colossal, et je ne sais pas le résoudre », reconnaît M. Michel Praderie, directeur des affaires sociales, qui serait « bien content » de pouvoir recruter 2 000 jeunes chaque année et ne le peut pas. Le climat social n'arrange rien. La CGT ne prenant pas en compte les problèmes des travailleurs immigrés de l'usine de Billancourt, engagée « dans une stratégie liée à la survie de son appareil », M. Praderie estime qu'il « ne peut plus y avoir de politique contractuelle normale ». Les mesures sociales d'accompagnement passent mal. Il n'y a eu que 9 personnes en 1987 pour accepter les congés de conversion, quand la convention en prévoyait 400. Personne, à Cléon, ne veut des 120 reclassements possibles à l'extérieur de l'usine, alors que 220 emplois sont supprimés. La réduction de la main-d'œuvre directe, indispensable, frappe une catégorie très majoritairement immigrée, surtout à Billancourt et à Flins.

Grève à Alsthom-Belfort contre des mesures de licenciement. — Une partie des 6 500 salariés de l'entreprise Alsthom à Belfort (entre 1 200 et 2 000 selon les syndicats, 890 selon la direction) ont observé une journée de grève le jeudi 19 novembre pour protester contre une lettre envoyée par la direction à une centaine de salariés pour discuter avec eux des modalités de leur départ. Décidée par un « comité de base » et soutenue par les syndicats, cette grève a été reconduite jusqu'à lundi.

L'ONI devient l'Office des migrations internationales pour favoriser le travail des Français à l'étranger

L'ONI, l'Office national de l'immigration, change de sigle. Depuis le 19 novembre, et sans attendre les avis du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel, il est devenu l'Office des migrations internationales.

Voulus par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, la modification correspond à un élargissement des tâches dévolues à l'Office. Elle est également rendue possible par la réforme de l'ANPE dont un service particulier, le SEPRANE, se chargeait précédemment de l'orientation des Français à l'étranger. Une convention a pu être signée entre l'Agence nationale pour l'emploi et l'ONI.

Outre ses missions en faveur des travailleurs immigrés, elles-mêmes transformées au fil du temps, l'ONI se préoccupera désormais des Français expatriés. Après le recrutement d'ouvriers spécialisés, le regroupement familial et l'aide au retour, l'ONI se consacrera à faciliter le départ des Français pour travailler à l'étranger, une main-d'œuvre très qualifiée, composée le plus souvent de cadres.

M. Séguin a souligné que ce nouveau rôle dévolu à l'ONI visait à combler un retard qui a des conséquences économiques. Trop peu de Français travaillent à l'étranger, en comparaison d'autres nations industrialisées. « Notre capacité à exporter, qui est une des conditions de la croissance dans la compétition internationale, exige que ce handicap soit comblé », a insisté M. Séguin.

La direction d'Air Inter assigne les syndicats en référé. — Après l'annonce d'une grève de vingt-quatre heures, organisée le mardi 24 novembre par les sections SNOMAC (mécaniciens) et SNPL (pilotes) de la compagnie Air Inter, la direction a assigné les deux syndicats en référé pour obtenir, comme en juillet dernier, la suspension de leur mouvement. Le tribunal de Créteil avait alors estimé que la grève « créait un trouble manifestement illicite, au regard du caractère déraisonnable de la revendication » des syndicats exigeant que le futur Airbus A-320 soit piloté par trois hommes, alors que deux seulement suffiraient, selon le constructeur.

Un changement important au Japon

Plusieurs syndicats du privé fusionnent pour créer le Rengo

L'unification du mouvement syndical japonais est en bonne voie. Le vendredi 20 novembre, plusieurs grandes fédérations syndicales ont fusionné pour créer une grande confédération des syndicats du secteur privé japonais appelée plus simplement Rengo. Elle regroupera au départ 5,6 millions de membres provenant principalement de trois fédérations, le Domei (dont 92 % des effectifs sont dans le privé), la Chiratsukoren (à 99 % du privé) et d'une fraction du Sohyo, à savoir plus du tiers de ses adhérents qui se trouvent dans le secteur privé.

Le Sohyo s'était montré le plus hésitant lorsque, il y a dix ans environ, la perspective d'une unification du mouvement syndical a été sérieusement examinée. Très proche du parti socialiste (mais avec également une minorité de syndicats dirigés par des communistes), très implanté dans le secteur public, il avait cependant dû tenir compte de la pression croissante en son sein du syndicat de la métallurgie, le Tekkorenen, qui militait activement en faveur d'un regroupement syndical. Le Sohyo va donc s'engager dans ce « super-syndicat » Rengo en deux étapes. Première étape le 20 novembre, les 1,8 million de travailleurs du privé syndiqués au Sohyo vont se joindre au Rengo. Deuxième étape : dans trois ans, en 1990, les 2,4 millions d'adhérents du secteur public rejoindront la nouvelle confédération, qui comptera alors 8 millions de membres sur les 12,3 millions de japonais syndiqués. Une force énorme sera ainsi constituée.

Une force énorme, oui, mais dans un contexte de désyndicalisation et à condition que, d'ici à 1990, les salariés du public acceptent de rejoindre en masse le Rengo. La désyndicalisation est évidente.

A la fin des années 1940, le taux de syndicalisation — par rapport à la population active salariée — était d'environ 50 %. En 1979, il était tombé à 31,6 %. Aujourd'hui, avec environ 74 000 syndicats d'entreprise, le Japon compte 28,2 % de syndiqués. L'affaiblissement du mouvement syndical japonais est très perceptible à d'autres signes. Jusqu'au milieu des années 1970, sa stratégie de lutte — marquée notamment par la fameuse offensive de printemps (shunto) qui porte chaque année sur les revendications salariales — s'est montrée payante. Mais, depuis dix ans environ, le shunto ne donne plus de fruits : leurs revendications salariales ne sont plus satisfaites.

Les syndicats japonais espèrent retrouver leur efficacité perdue en se regroupant. Comme l'expliquait récemment M. Akira Yamagishi, un des principaux responsables du syndicat des télécommunications (280 000 adhérents) : « Il n'y a aucun domaine où nous soyons suffisamment forts en ce moment. Si nous ne nous unissons pas, notre

influence politique et économique continuera à décliner. »

Des interrogations subsistent justement sur le rôle politique et économique que le Rengo pourrait être amené à jouer face à ses interlocuteurs gouvernementaux et patronaux. Politiquement, notamment en raison du poids du Sohyo lié aux socialistes, il apparaît un peu comme un contre-pouvoir politique, pouvant renforcer l'opposition face au parti libéral-démocrate au pouvoir. Mais il semble aussi qu'un nombre croissant de syndiqués japonais ne souhaitent pas s'engager dans une telle opposition politique. Paradoxalement, cette fusion pourrait donc conduire le Rengo à adopter une stratégie plus modérée, notamment par rapport à celle qui est suivie dans le secteur public. Les négociations salariales 1988 au printemps prochain constitueront un test important quant aux orientations de la nouvelle confédération.

M. N.

EUROPE ECHECS
MINITEL
CHAMPIONNAT
DU MONDE EN
DIRECT
TAPEZ 36-15 EE
EUROPE ECHECS
EN VENTE EN KIOSQUE
CHAQUE 1^{er} DU MOIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurotunnel. Devenez actionnaire du plus gigantesque péage du monde.

En souscrivant à l'Emission Publique d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde aux côtés d'une centaine d'investisseurs institutionnels qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

« Des unités » franco-britanniques. Vous allez pouvoir acquérir des « unités », composées chacune d'une action française et d'une action anglaise indissociables, et devenir ainsi actionnaire du groupe privé franco-britannique Eurotunnel. 40 % de l'émission de 75 milliards de francs environ, sont en effet réservés au marché financier français.

Aucun dividende ne pourra être escompté avant 1995, mais la valorisation du titre, pendant la durée de la construction, telle qu'elle peut être estimée, sur la base des dividendes prévisibles, pourrait être importante. Selon les prévisions des promoteurs du projet, le titre devrait offrir un rendement annuel moyen de quelque 17 % pendant toute la durée de la concession.

Des avantages pour les souscripteurs. A chaque unité, acquise pendant l'émission, sera attaché un bon de souscription. Dix bons de souscription donneront le droit de souscrire à une nouvelle unité entre le 15 novembre 1990 et le 15 novembre 1992.

De plus, pour les souscripteurs qui conserveront leurs titres, des conditions particulières seront consenties pour la traversée du tunnel. Des avantages croissants sont prévus pour les souscripteurs de 100, 500, 1000 et 1500 unités. L'avantage maximum consenti à ces derniers donnera droit, moyennant un forfait annuel d'environ 100 francs et un tarif de 10 francs par passage, à un nombre illimité de trajets pendant toute la durée de la concession jusqu'en 2042 pour le conducteur, sa voiture et ses passagers.

En devenant actionnaire d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde. N'attendez pas.

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris La Défense. Minitel 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers. (Visa n° 87.427 du 13.11.1987).



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

Souscription
du 17 au 27 novembre.

35F
l'unité

FACE
A LA TEMPÊTE
LA VIE FRANÇAISE
RÉAGIT.
VOICI
SA NOUVELLE
FORMULE.

La Vie Française.
Chez votre marchand de journaux
à partir de vendredi.

LA VIE FRANÇAISE

15 F. LE MAGAZINE DES AFFAIRES, DE LA BOURSE ET DES PLACEMENTS - SEMAINE DU 20 AU 26 NOVEMBRE 1987

**BOURSE
CEUX QUI GAGNENT
LA BAISSE**

Groupe Expansion

PARIS, 20 novembre ↓

Second marché (collection)

4	6 5/8	6 7/8	6 13/16	6 15/16	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2
5	3 1/2	3 3/4	3 5/8	3 11/16	3 15/16	4 1/16	4 1/8	4 1/8
6	4 3/4	5	4 7/8	5	5 1/16	5 3/16	5 1/8	5 1/4
7	6 1/4	6 3/4	6 5/8	7	6 3/4	7 1/8	6 5/8	7 1/4
8	7/8	1 3/8	2 15/16	3 1/16	3 1/16	4 1/16	4 5/8	4 13/16
9	11 1/4	11 1/4	11 1/2	12	12	12	11 5/8	12
10	5 1/4	5 1/4	5 1/2	5	8 7/8	9	8 7/8	9
11	8	8	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9	9 1/4

Marchés financiers

BOURSE DU 20 NOVEMBRE

Cours relevé
à 14 h 53

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (collection)

19/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations																	
Emp. 7.5 1875	5780		Continental (N)	185	181	Loire (Rd)	1184	1160	Stm (Fin. 44-CF)	275	280	A.A.A.	661 57	664 95	France Perso	80 70	80 08
Emp. 8.50 5 77	124 70	4 378	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
8.50 5 78/93	86 36	3 332	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
10.50 5 78/94	102 10	2 024	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
12.50 5 80/90	104 62	8 171	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
13.50 5 81/81	105 25	11 221	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
15.50 5 81/82	110 59	13 018	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
16.50 5 82/82	114	7 219	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
14.50 5 84 82	113 20	12 820	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
13.40 5 84 82	114 20	11 289	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
12.20 5 84 82	108 30	1 467	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
11.5 84 82	108 70	8 227	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
10.25 5 84 82	100 90	7 120	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
INT. 22.5 84 82	1780		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
INT. 10 20 2000	98 78	4 863	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
INT. 8.50 5 1987	103 30	8 801	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
INT. 8.50 5 1989	98 46	7 823	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418	Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	102		Chemins de	800	1111	Loire (Rd)	800	810	Actifon	181 37	179 82	Actifon	181 37	179 82	France Perso	80 70	80 08
St. Francis 5 5	101 80	8 418															

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

e : coupon détaché — o : offert — ° : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

2900
4700

GAL

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 La « politique de normalisation » avec l'Iran est « au point mort », déclare M. Raymond.	7 Le financement des partis politiques. — Les débats au sein du Parti socialiste.	10 Le rapport de M. Michel Hannon sur le racisme.	19 Deux expositions des photographes espagnols. — Musique : Bari et Pisselli au Festival de Lille.	26 La question du déficit budgétaire américain.	Abonnements 2 Campus 11 Cartes 25 Loto 23 Météorologie 18 Mots croisés 23 Philatélie 22 Radio-Télévision 22	● Flash-back sur le séisme. REP ● Femina-Médecis : faites vos pronostics ! LOTO ● La Bourse en direct. BOURSE Actualités, International, Sports. 3615 Taper LEMONDE Le Monde du Monde est ouvert, mais sur 3615 : + LM 18
4 Deux cent mille manifestants réclament des élections libres au Chili.	8 Test électoral à Marseille.	11 Une protéine pourrait empêcher le « réveil » du virus du SIDA.	20 Cinéma : Noces en Galilée, de Michel Khleifi.	27 Suppressions d'emplois chez Renault.		
5 « Restructuration » et démocratie en Union soviétique.	9 La privatisation du Crédit agricole en débat à l'Assemblée nationale.	12 Le créateur de Radio-Notre-Dame est écorché. — « Journal d'un amateur », de Philippe Boucher.	— Communication : le renforcement des pouvoirs de la CNCL divise M. Léotard et M. Santini.	28 L'avenir de la sidérurgie européenne.		
	24 Sports.			30-31 Marchés financiers.		

Le voyage du premier ministre à la Réunion Le tour électoral de M. Chirac

SAINT-DENIS
de notre envoyé spécial

Les cinq cent soixante mille habitants de l'île de la Réunion, dont la moitié environ sont électeurs, bénéficient de l'attention soutenue des candidats éventuels à l'élection présidentielle. M. Jacques Chirac est le plus assidu d'entre eux : il fait depuis 1985 sa troisième visite dans le département français de l'océan Indien, où M. Raymond Barre, qui en est natif, est attendu le mois prochain, et M. François Mitterrand en janvier.

Il y a un an, le premier ministre était venu traiter le problème de Mayotte dans cette collectivité territoriale et aux Comores, puis assister à Saint-Denis à l'ouverture du congrès des présidents de conseil général. Son voyage n'en avait pas moins comporté une substantielle partie proprement réunionnaise, marquée par l'accueil que lui avaient réservé plusieurs milliers de ses partisans à l'aéroport et par l'annonce de mesures liées à la loi d'orientation pour les DOM.

Rétrograd l'action de son gouvernement pour la Réunion depuis vingt mois, il a opposé à celle de la gauche, qu'il a vigoureusement attaquée. « Quel est votre bilan ? », a-t-il demandé à l'adresse des communistes réunionnais, en rappelant que le PCF avait été associé au pouvoir de 1981 à 1984. « Il est strictement nul », a tranché le premier ministre, devant une assistance qui lui était acquise à Bras-Panon, commune du sénateur RPR, M. Paul Moreau.

Le ton électoral avait été donné dans le fief UDF de Saint-André, où le premier ministre a été reçu à

déjeuner au milieu de plusieurs centaines de convives par le maire, M. Jean-Paul Virapoulle, député, et son frère, Louis, sénateur. M. Jean-Paul Virapoulle a rappelé que son amitié pour M. Chirac remontait au voyage de celui-ci fin 1985 : « Tu m'avais dit alors : on ne chipotera pas sur les DOM ». « Il faut continuer à mettre la patte », a-t-il affirmé après avoir évoqué le « catéchisme communiste » de 1981.

Le climat n'était pas aux auspices. A Bras-Panon, M. Chirac a accusé la gauche d'avoir provoqué le « déclin économique » et « l'aggravation dramatique du chômage » dans les DOM. Il lui a reproché d'avoir interrompu la mobilité des jeunes vers la métropole « dans le sous-développement des zones métropolitaines ». « En vérité », a-t-il dit, le gouvernement précédent ne s'était pas intéressé à l'outre-mer, si ce n'est sur le plan de la politique policière. Ainsi, a-t-il dénoncé le projet d'assemblées uniques dans les DOM et évoqué les « épreuves subies par la Nouvelle-Calédonie ». Pour le premier ministre, la gauche « n'a aucune leçon à donner à qui-conque pour ce qui concerne les problèmes intéressant l'outre-mer ».

M. Chirac a inauguré les nouveaux locaux de la chambre des députés de la Réunion. Celle-ci était officiellement à l'origine de la visite du premier ministre qu'elle avait invité. La manifestation à laquelle ont assisté environ neuf cents commerçants et artisans réunionnais a été l'occasion pour M. Chirac de souligner une fois encore l'importance qu'il accorde à ce secteur économique. M. Jean Paquet, président de l'assemblée permanente des chambres de métiers, qui accompagnait le premier ministre, lui a rendu un hommage appuyé pour avoir octroyé aux entreprises « la liberté de gestion et notamment la liberté de gestion de nos personnels ».

« Nous sommes sur la bonne voie », a souligné M. Paquet, en évoquant les « espoirs » qu'il place dans l'échéance présidentielle.

« Toute visite d'un premier ministre ou d'un ministre à un côté politique », a concédé M. Chirac, jeudi matin, couvre d'un minimum accordé à RFO. Cette observation devait se vérifier vendredi lors de la réception de M. Chirac dans la commune de Tampon, dont le maire est M. André Thian Ah Koon, député et chef de file des baristates réunionnais.

PATRICK JARREAU.

Suède : l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme

Offres de récompense dans la presse internationale

Tout indique que l'enquête sur l'assassinat du premier ministre suédois Olof Palme, le 28 février 1986 à Stockholm, est dans l'impasse. Il est difficile d'interpréter autrement la décision de la police suédoise d'insérer des avis de recherche et des offres de récompense dans la presse internationale. Cette opération a commencé le vendredi 20 novembre dans l'*International Herald Tribune*. Le gouvernement suédois est prêt à verser la somme de 50 millions de couronnes (environ autant de francs français) à la personne qui lui fournira des renseignements permettant d'élucider le mystère du meurtre du chef du gouvernement. « La somme promise pourra être versée à l'étranger selon la législation du pays choisi. L'anonymat le plus total est garanti à l'informateur. »

Les rapports des commissions d'experts qui ont été chargées en Suède depuis un an et demi d'examiner le travail de la police dans cette affaire ont tous abouti aux mêmes conclusions : de nombreuses erreurs professionnelles ont été commises dans les heures qui ont suivi le meurtre et les opérations de recherche ont été mal coordonnées. Ce qui étonne beaucoup les policiers, c'est que les récompenses offertes jusqu'ici, et dont le montant a été régulièrement augmenté, n'aient donné absolument aucun résultat.

A. D.

La CNCL part en guerre contre la publicité clandestine

Septembre 1985 : Orangina sponsorise l'émission de Stéphane Collaro, « Cocoricocoboy ». Riposte immédiate de la Haute Autorité, qui interdit l'expérience. Août 1987 : lors de l'émission « Intervilles » sur TF 1, entre Romorantin et Arles, Guy Lux, se faufile entre des paquets géants de Cornflakes Kellogg's, lance à Léon Zitrone : « Mercet docteur Kellogg's d'avoir inventé les cornflakes car c'est avec elles qu'on est en forme dès le départ : pour avoir des réflexes, il faut déjeuner Kellogg's ! ».

En deux ans, la publicité a envahi la télévision — les recettes ont progressé de 60 % en un an — et elle déborde les espaces qui lui sont assignés pour réapparaître sous forme de médiant, sponsoring parrainage, « barter » (troc). Constatant dans le Livre blanc, rendu public le 20 novembre, que « les chaînes recourent de plus en plus au parrainage, et dans des conditions parfois contestables », la CNCL a décidé d'y mettre le baï, tout en reconnaissant que, si elle est habilitée à « prendre une décision, en définissant le cadre juridique », pour les chaînes publiques, elle ne peut, vis-à-vis des télévisions privées, qu'« adresser des recommandations ».

Le parrainage est donc ouvert aux entreprises ressortissant à tous les secteurs de la vie économique, y compris à l'édition littéraire ou musicale, au cinéma, à la presse et à la distribution. Pour les entreprises possédant une licence audiovisuelle, le parrainage est autorisé « dans les conditions définies par la loi du 30 juillet 1987 ».

Les journaux télévisés et les émissions d'information, sauf celles consacrées au sport, ne peuvent pas être parrainées.

Les émissions parrainées doivent être clairement annoncées comme telles, et l'entreprise peut être mentionnée par son nom, sa raison sociale ou encore par le nom des produits qu'elle commercialise.

La présence de l'entreprise doit rester étrangère à l'émission et destinée uniquement à rappeler l'apport financier.

La restriction est importante : si le logo ou le sigle de l'entreprise peut paraître à l'écran, « le produit lui-même, ou son conditionnement », en sont exclus. Autrement dit, les paquets de lessive ou de cornflakes ne seront plus admis à « Intervilles ».

Dans l'ensemble, cependant, le nouveau règlement s'il est plus contraignant que la pratique actuelle, glorieuse du parrainage. Le positionnement de la CNCL, qui se situe entre le libéralisme effréné qui règne aux États-Unis et la législation beaucoup plus restrictive en Grande-Bretagne, est un compromis. La CNCL propose « quelques mois d'application concertée des règles simples et claires », afin d'établir une pratique incontestée. Elle fait preuve, là, si l'on songe à la bataille du téléachat, d'un bon optimisme.

ALAIN WOODROW.

Vengeance électrique

CAEN
de notre correspondant

M. Henry Gehery, retraité de soixante-deux ans, résident à Trois-Monts (Calvados), avait une idée fixe : considérant les tarifs EDF comme trop élevés, il avait demandé une réduction de sa facture d'électricité ou des délais de paiement. Vainement.

L'escalade a commencé alors lorsqu'il a été informé que pour repayer les poteaux électriques isolés et, la nuit, il allumait les routes de campagne, une pince coupante en poche, il sectionnait les fils électriques, non sans avoir coupé auparavant les fils du téléphone pour empêcher les usagers de signaler la panne. Récompensé, il avait dirigé son secteur de prédilection en passant l'océan.

Pour éclaircir définitivement l'affaire, les gendarmes d'Evreux et de Caen ont surveillé un poteau électrique isolé, mystérieusement égaré jusqu'ici. C'est au pied de ce poteau que le retraité a été interpellé. Il a reconnu les faits et a été écroué, le 19 novembre à Caen.

EDF estime le préjudice à 100 000 francs. En trois ans, M. Henry Gehery a coupé le courant cent vingt-cinq fois.

PASCALLE MONNIER.

Sur le vif

Figaro-ci, Figaro-là

Qu'est-ce qu'il prend, Ekabach, aujourd'hui dans le Figaro ? Il lui ont fait une tête au carré, les confrères. C'est un truile, un marchand de tapis (sic). Mille, ils ont peur qu'on comprenne pas, alors ils ont mis un appel de vote. Mille : n'a-t-on d'habitude pas, ça dit d'un individu grossier, brutal, sans éducation. Pourquoi ? Qu'est-ce qu'il a fabriqué ? Vous ne devinez jamais ! Il a parlé l'autre jour, au micro d'Europe 1, de l'interview que leur a donnée Chirac, sans citer le Figaro. A-t-on idée ! Ça se fait pas, ça, de piller les confrères, c'est pas des manières ! Même si rien ne vous y oblige, faut avoir l'élégance de citer ses sources. Et d'ajouter, impertinables : nous n'aimons ni l'humanité ni le Monde, mais, en l'occurrence, ces deux journaux ont convenablement cité le Figaro.

On a fait ça, nous, au Monde ? Alors, on a été bien long. Et pourquoi, d'ailleurs, deux, trois tapis au monde, je les prendrais après marchander.

un mince compliment. Faut savoir que dans le plupart des salles de rédaction radio, télé, le Monde, on y jette un œil, comme ça, en début d'après-midi, on parcourt, quoi, et à l'heure des bulletins d'information, on se souvient souvent, très souvent, de ce qu'on a lu... Pas au point de se rappeler où ça non. Tout le monde n'a pas la mémoire des noms !

Dans la presse écrite, on revérifie, de ce côté-là, ça va. On lit pas. On passe. Si on lit le Figaro, il se peut d'un côté de la SORFES pour l'annonce d'un dîner avec un politicien au « Grand JURY » de 1991, mais, ça, ça se vérifie, il leur arrive d'oublier, d'oublier de leur faire, les pauvres chéris, que nous y étions associés. Ça leur a échappé, écoutez ! Je vous en prie, servez-vous, vous êtes polis. Et revérifiez, d'ailleurs, deux, trois tapis au monde, je les prendrais après marchander.

CLAUDE SARRAUTE.

Un projet de calendrier scolaire pour 1988-1989

Pâques en mai

Reporter en mai les vacances scolaires de Pâques, telle est l'une des hypothèses étudiées par le ministre de l'Éducation nationale dans un avant-projet de calendrier scolaire pour l'année 1988-1989, qui tient compte des critiques formulées à l'occasion d'un mois de mai gruyère car ponctué de fêtes chômées. Cet avant-projet, qui doit faire l'objet d'une concertation, fixe la fin de l'année scolaire au lundi 5 septembre 1988. Il accorde aux élèves et aux professeurs huit jours de vacances à la Toussaint (29 octobre au 6 novembre), deux jours à Noël (23 décembre au 5 janvier).

Mais ce sont les congés de Pâques et de Pâques qui pourraient être bouleversés. Le projet propose en effet deux options. Soit des vacances courtes en février, deux semaines à Pâques et une semaine autour de l'Ascension (début mai). Soit un allongement à deux semaines des vacances de février réparties sur trois zones, et un report à la fin avril-début mai des vacances de Pâques.

Le ministre de « Monde » a été tiré à 534 139 exemplaires

d'une durée de deux semaines et réparties sur deux zones.

Une discussion doit s'engager sur ces projets et le calendrier scolaire définitif doit être publié au début du mois de janvier prochain. Le ministre de l'Éducation nationale semble ainsi avoir décidé de s'affronter à nouveau au serpent de mer des rythmes scolaires. Plusieurs groupes de travail réunissent parents, enseignants et spécialistes doivent être constitués et aboutir à une première synthèse en juin prochain.

M. CHARLES PASQUA

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » le dimanche 22 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30. L'ancien président du groupe RPR de Saint-Denis aux questions d'André Pénisson, et de Georges Marion, de Monde, et de Paul-Jacques Treflet et de Dominique Pénisson, de RTL, le débat sera dirigé par Olivier Maccioni.

Galerie d'Art
Daniel MALINGUE
ACHÈTE TABLEAUX
de MAÎTRES FNI XX^e et XX^e S.
faire proposition
26, avenue Maitillon Paris 8^e
Tél. : (1) 42.56.60.33

ON LE SAIT BIEN
QU'IL N'Y EN A QU'1

A PRATIQUER VRAIMENT, DES PROX

É-TON-NANTS !
DE - 25% à - 40%
SUR LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN
SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS
et se propre fabrication même pour
LES TRÈS GRANDS et LES TRÈS PETITS

STEPHANE MEN'S

DE LUXE

De midi à 19h30 (fermé dim. et lundi)

CHAMPS-ÉLYSÉES : 6, rue de Washington

5^{ème} GAUCHE : 130, bd Saint-Germain

Et aussi à STRASBOURG maintenant

19, FAUBOURG NATIONAL

Pour la franchise tel. 42.99.01.11

ODOUL AGENT DE
démeco
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

A C D E F G H

RODIN
LE BON CÔTÉ
DE LA
DÉCORATION
CHEZ RODIN
LES PRIX
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LITRERIES
CHEZ
CAPELOU
Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA
SIMMONS PIRELLI
37, Avenue de la République 75011 PARIS (13) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

AVANT TRAVAUX
LIQUIDATION TOTALE
COUTURE HOMMES ET FEMMES
BALMAIN, DIOR, LAPIDUS, Y.S.L. ...
RABAIS ENORMES
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h.
Dimanche inclus.
CLUB des 10 PARIS 9^e : 54, RUE SAINT MONNE (1^{er} ENG)
SOUS LA MÊME DIRECTION :
51, RUE DE LA LUTTE : 60 14, RUE DE PARIS (1^{er} ENG)
100 1^{er} : 5, RUE DES ANCHES (1^{er} ENG)

Veste vedette 690 F en harris-tweed

... mais également costumes griffés à partir de 1.300 F : smoking en serge, 1.590 F ; pardessus cashemire et laine, 1.390 F, etc., à la boutique M.G.S. que jeunes chanteurs et vedettes confirmées ont contribué à faire connaître dans ce coin du Marais. Un tout aussi remarquable rapport qualité-prix pour leurs chaussures anglaises et bottines griffées, à partir de 690 F, 10, rue du Pont-aux-Choux (3^e), métro Sébastien-Froissant, lundi au samedi, 9 h à 19 h, 42.78.09.27.